

Des Communautés pour le Développement des Enfants et leur Santé (CoDES) – Quartiers centraux de Québec

Rapport final de recherche



**Alexandra Matte-Landry, Anne-Marie Rouillier, Nicolas R.-Turgeon,
George Tarabulsy**
08/12/2023

Citation suggérée : Matte-Landry, A., Rouillier, A.-M., R.-Turgeon, N. et Tarabulsy, G. (2023). Des Communautés pour le Développement des Enfants et leur Santé (CoDES) – Quartiers centraux de Québec : rapport final de recherche.

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX.....	IV
LISTE DES FIGURES.....	V
REMERCIEMENTS.....	VI
RÉSUMÉ.....	IX
INTRODUCTION	1
1. L'ÉTUDE KICS.....	2
2. PERTINENCE DU PROJET CODES — QUARTIERS CENTRAUX DE QUÉBEC	8
3. OBJECTIFS.....	10
1. DESCRIPTION SOMMAIRE DE LA MÉTHODE	12
1.1. OBJECTIF 2 — VOLET QUANTITATIF.....	12
1.1.1. <i>Échantillon</i>	12
1.1.1.1. Les quatre quartiers	12
1.1.1.2. Délimitation et représentation cartographique des quatre quartiers.....	13
1.1.2. <i>Mesures</i>	15
1.1.2.1. Vulnérabilité développementale des enfants à la maternelle	15
1.1.2.2. Facteurs environnementaux à l'échelle des communautés	15
1.1.2.3. Statistique Canada	25
1.1.2.4. The Canadian Urban Environmental Health Research Consortium (CANUE)	26
1.1.2.5. Walkscore.....	26
1.1.2.6. Projet Intégration Jeunesse (PIJ)	26
1.1.2.7. i-CLSC.....	26
1.1.3. <i>Procédure et analyse</i>	26
1.2. OBJECTIF 3 — VOLET QUALITATIF.....	27
1.2.1. <i>Codification et analyse de contenu</i>	28
1.2.2. <i>Volet mixte</i>	29
2. DESCRIPTION DES QUATRE QUARTIERS CENTRAUX EN 2017	31
2.1. BASSE-VILLE.....	31
2.1.1. <i>Environnement physique</i>	32
2.1.2. <i>Environnement social</i>	36
2.1.3. <i>Contexte socio-économique</i>	37
2.1.4. <i>Services</i>	39
2.1.5. <i>Gouvernance</i>	40
2.2. DUBERGER—LES SAULES.....	41
2.2.1. <i>Environnement physique</i>	42
2.2.2. <i>Environnement social</i>	44
2.2.3. <i>Contexte socio-économique</i>	46
2.2.4. <i>Services</i>	46
2.2.5. <i>Gouvernance</i>	47
2.3. LIMOILOU	49
2.3.1. <i>Environnement physique</i>	50
2.3.2. <i>Environnement social</i>	51
2.3.3. <i>Contexte socio-économique</i>	52
2.3.4. <i>Services</i>	54
2.3.5. <i>Gouvernance</i>	55
2.4. VANIER.....	57

2.4.1.	<i>Environnement physique</i>	58
2.4.2.	<i>Environnement social</i>	60
2.4.3.	<i>Contexte socio-économique</i>	62
2.4.4.	<i>Services</i>	63
2.4.5.	<i>Gouvernance</i>	64
3.	FACTEURS DIFFÉRENCIATEURS.....	67
3.1.	FACTEURS DIFFÉRENCIATEURS	67
3.2.	ASSOCIATION ENTRE LES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX À L'ÉCHELLE DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS	68
3.3.	COMPARAISONS LONGITUDINALES : QUELS CHANGEMENTS DANS LES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX À L'ÉCHELLE DES COMMUNAUTÉS POURRAIENT EXPLIQUER LES CHANGEMENTS POSITIFS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS ?.....	79
3.3.1.	<i>Environnement physique : facteurs différenciateurs longitudinaux</i>	80
3.3.1.1.	Facteur de promotion/protection ayant augmenté entre 2012 et 2017	81
3.3.1.2.	Facteur de risque ayant diminué entre 2012 et 2017	81
3.3.3.	<i>Environnement social</i>	82
3.3.4.	<i>Contexte socio-économique : facteurs différenciateurs longitudinaux</i>	83
3.3.4.1.	Facteurs de promotion/protection ayant augmenté entre 2012 et 2017	84
3.3.4.2.	Facteurs de risque ayant diminué entre 2012 et 2017.....	84
3.3.6.	<i>Services : facteurs différenciateurs longitudinaux</i>	85
3.3.6.1.	Facteurs de promotion/protection ayant augmenté entre 2012 et 2017	86
3.3.6.2.	Facteurs de risque ayant diminué entre 2012 et 2017.....	86
3.4.	COMPARAISONS TRANSVERSALES : QUELS FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX POURRAIENT EXPLIQUER LES RÉSULTATS POSITIFS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS À L'ÉCHELLE DES COMMUNAUTÉS ?.....	86
3.4.1.	<i>Environnement physique : facteurs différenciateurs transversaux</i>	87
3.4.1.1.	Facteurs de promotion/protection plus élevés dans Basse-Ville	88
3.4.1.2.	Facteurs de risque plus faibles dans Basse-Ville.....	89
3.4.2.	<i>Environnement social : facteurs différenciateurs transversaux</i>	89
3.4.2.1.	Facteurs de promotion/protection plus élevés dans Basse-Ville	90
3.4.2.2.	Facteurs de risque plus faibles dans Basse-Ville.....	90
3.4.3.	<i>Contexte socio-économique : facteurs différenciateurs transversaux</i>	91
3.4.3.1.	Facteurs de promotion/protection plus élevés dans Basse-Ville	92
3.4.3.2.	Facteurs de risque plus faibles dans Basse-Ville.....	92
3.4.4.	<i>Services : facteurs différenciateurs transversaux</i>	93
3.4.4.1.	Facteurs de promotion/protection plus présents dans Basse-Ville.....	94
3.4.4.2.	Facteurs de risque moins présents dans Basse-Ville	94
4.	FACTEURS IMPORTANTS.....	95
4.1.	ENVIRONNEMENT PHYSIQUE	97
4.1.1.	<i>Taille des habitations</i>	97
4.1.2.	<i>Prix des habitations et offre de logements sociaux</i>	97
4.1.3.	<i>Obstacles et sécurité lors des déplacements piétons</i>	97
4.1.4.	<i>Proximité des lieux permettant les déplacements piétons</i>	98
4.1.5.	<i>Transport en commun permettant les déplacements au sein du quartier</i>	98
4.1.6.	<i>Transport en commun permettant les déplacements vers l'extérieur du quartier</i>	98
4.1.7.	<i>Pollutions variées (incluant les voitures)</i>	98
4.1.8.	<i>Parcs et espaces verts</i>	98
4.1.9.	<i>Canopée et aménagement urbain</i>	98
4.2.	ENVIRONNEMENT SOCIAL	99
4.2.1.	<i>Diversité ethnique au sein du milieu de vie</i>	99
4.2.2.	<i>Enracinement des familles dans le milieu de vie</i>	99
4.2.3.	<i>Sentiment d'appartenance au milieu de vie</i>	99
4.3.	CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE	100
4.3.1.	<i>Mixité sociale</i>	100

4.3.2.	<i>Cohabitation avec des individus marginalisés</i>	100
4.3.3.	<i>Concentration de défavorisation sociale et matérielle en zones distinctes</i>	100
4.4.	SERVICES	101
4.4.1.	<i>Services innovants ou créatifs</i>	101
4.4.2.	<i>Services diversifiés</i>	101
4.4.3.	<i>Services de qualité</i>	101
4.4.4.	<i>Référencement personnalisé pour les familles</i>	102
4.4.5.	<i>Travail de proximité auprès des familles</i>	102
4.4.6.	<i>Qualité des services de garde éducatifs</i>	102
4.4.7.	<i>Accès aux services de garde éducatifs</i>	102
4.4.8.	<i>Présence d'activités culturelles (dont celles axées vers la littératie) et de loisirs</i>	102
4.4.9.	<i>Proximité des soins de santé</i>	102
4.4.10.	<i>Proximité des services sociaux et communautaires</i>	102
4.5.	GOUVERNANCE	103
4.5.1.	<i>Concertation des acteurs en petite enfance</i>	103
4.5.2.	<i>Travail collaboratif des acteurs dans un but commun</i>	103
4.5.3.	<i>Participation tangible des citoyen-nés dont les familles</i>	103
4.5.4.	<i>Volonté de mobilisation des familles</i>	104
4.5.5.	<i>Présence de leaders forts en petite enfance</i>	104
4.5.6.	<i>Consultation des familles</i>	104
5.	FACTEURS COMMUNAUTAIRES FONDAMENTAUX (FOUNDATIONAL COMMUNITY FACTORS)	105
6.	DISCUSSION	109
6.1.	PRINCIPAUX CONSTATS	109
6.1.1.	<i>L'importance du cumul de facteurs favorables au développement des jeunes enfants</i>	109
6.1.2.	<i>Prépondérance de facteurs de l'environnement physique</i>	110
6.1.3.	<i>Une saine gouvernance et des services adaptés à l'échelle de la communauté locale qui favorisent le bien-être des tout-petits</i>	112
6.1.4.	<i>Les 19 FCF</i>	114
6.2.	IMPLICATIONS PRATIQUES, PORTÉES POLITIQUES ET PISTES D' ACTIONS	117
6.3.	FORCES ET LIMITES	118
6.4.	PISTES DE RECHERCHE FUTURES	119
CONCLUSION		121
BIBLIOGRAPHIE		123

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Facteurs communautaires fondamentaux à l'échelle des communautés locales dans l'étude KiCS	6
Tableau 2. Résultats des quatre quartiers en 2011-2012 et 2016-2017 quant à la vulnérabilité développementale des enfants à la maternelle et le niveau socio-économique.....	13
Tableau 3. Nombre d'aires de diffusion des quartiers	15
Tableau 4. Identification et description des indicateurs des facteurs environnementaux, sources et disponibilité des données	17
Tableau 5. Association entre les facteurs environnementaux à l'échelle des communautés locales et le développement des enfants	69
Tableau 6. Comparaison longitudinale : environnement physique	80
Tableau 7. Comparaison longitudinale : environnement social	82
Tableau 8. Comparaison longitudinale : contexte socio-économique	83
Tableau 9. Comparaison longitudinale : services	85
Tableau 10. Comparaisons transversales : environnement physique.....	87
Tableau 11. Comparaisons transversales : environnement social	89
Tableau 12. Comparaisons transversales : contexte socio-économique	91
Tableau 13. Comparaisons transversales : services	93
Tableau 14. Facteurs communautaires fondamentaux.....	107

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Matrice d'identification des communautés hors- et normo-diagonales.....	3
Figure 2. Cadre conceptuel écosystémique de l'étude KiCS.....	4
Figure 3. Les quatre quartiers centraux.....	9
Figure 4. Représentation cartographique des quartiers et des aires de diffusion qui les composent.....	14
Figure 5. Basse-Ville	32
Figure 6. Duberger–Les Saules.....	42
Figure 7. Limoilou	49
Figure 8. Vanier.....	58
Figure 9. Analyse en 3 étapes	96
Figure 10. Facteurs transversaux importants : environnement physique.....	97
Figure 11. Facteurs transversaux importants : environnement social	99
Figure 12. Facteurs transversaux importants : contexte socio-économique	100
Figure 13. Facteurs transversaux importants : services	101
Figure 14. Facteurs transversaux importants : gouvernance	103
Figure 15. Facteurs communautaires fondamentaux.....	115

REMERCIEMENTS

La parution a été rendue possible grâce à la contribution de la Direction de la Santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale.

Un merci tout particulier pour le soutien au projet à :

LYNDA SAVARD, cheffe de service, Direction de santé publique, CIUSSS de la Capitale-Nationale

MAUDE NADEAU, Conseillère en transfert et innovation, Soutien au comité stratégique de l'IRC-CN

Partenaire pour le partage et l'autorisation d'utiliser le protocole de recherche du projet CoDES réalisé à Montréal :

CATHERINE DEA, responsable médicale, Développement des enfants, Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et professeure adjointe de clinique, École de santé publique de l'Université de Montréal

LISE GAUVIN, professeure titulaire, École de santé publique - Département de médecine sociale et préventive, Université de Montréal

Partenaires qui ont contribué à l'élaboration du protocole de recherche :

JEAN-SÉBASTIEN BÉDARD, agent d'accompagnement et de liaison régionale, Avenir d'enfants

MARC BERGERON, coordonnateur, Initiative 1, 2, 3 GO ! Limoilou

CAROLE COUTURE, organisatrice communautaire, CIUSSS de la Capitale-Nationale

PATRICK DUBÉ, organisateur communautaire, CIUSSS de la Capitale-Nationale

JULIE HUOT, coordonnatrice, Commun'Action 0-5 Saint-Sauveur/Saint-Roch

STÉPHANIE JODOIN, coordonnatrice de la concertation régionale intersectorielle Grandissons tous ensemble

FRANÇOIS LABBÉ, coordonnateur, Table de quartier de Vanier

ISABELLE MAUGER, agente de planification, de programmation et de recherche, DSPublique, CIUSSS de la Capitale-Nationale

MATHIEU PICHETTE, conseiller en développement et concertation, ministère de la Famille.

CATHERINE RAYMOND, organisatrice communautaire, CIUSSS de la Capitale-Nationale

ANDRÉE-ANNE ROY-ROSS, organisatrice communautaire, CIUSSS de la Capitale-Nationale

Comité consultatif des partenaires :

MATHIEU BEAUDOIN, Ville de Québec

MAUDE BÉLIVEAU, organisatrice communautaire, secteur Duberger-Les Saules

ISABEL BERNIER, organisatrice communautaire, secteur Limoilou

FRANÇOIS LABBÉ, La Ruche Vanier

AMÉLIE L'ARRIVÉE-LAVOIE, agente de planification, de programmation et de recherche, Direction de santé publique, CIUSSS de la Capitale-Nationale

ISABELLE MAUGER, agente de planification, de programmation et de recherche, Direction de santé publique, CIUSSS de la Capitale-Nationale

MATHIEU PICHETTE, Ministère de la Famille

ÉRIC ROBITAILLE, INSPQ

EVE-MARIE ROY, agente de planification, de programmation et de recherche, Direction de santé publique, CIUSSS de la Capitale-Nationale

LYNDA SAVARD, cheffe de service, Direction de santé publique, CIUSSS de la Capitale-Nationale

GEORGE TARABULSY, directeur scientifique du Centre de recherche universitaire sur les jeunes et les familles (CRUJeF)

Contribution à la réalisation du projet :

FADOUA ABOUDRAR, auxiliaire administrative

ROSALIE BASTIEN, assistante de recherche

ARIANE BEAULIEU, assistante de recherche

MARIE-ÈVE PARÉ, assistante de recherche

MARIANNE LEMIEUX, assistante de recherche

JEANNE PRÉMONT-BOULET, assistante de recherche

ANDRÉE-ANN MÉTIVIER, agente de planification et de programmation de recherche, DSPublique, CIUSSS de la Capitale-Nationale

MONIK ST-PIERRE, agente de planification et de programmation de recherche, DSPublique, CIUSSS de la Capitale-Nationale

Merci aux participantes et aux participants sans qui le projet CoDES – Quartiers centraux de Québec n'auraient pu naître!

Contribution financière au projet :



RÉSUMÉ

Les communautés locales dans lesquelles les enfants grandissent (p. ex. les quartiers) peuvent les exposer à une variété de facteurs de risque et de protection associés à leur développement et à leur santé. De façon générale, les enfants grandissant dans des milieux défavorisés, socialement et économiquement, ont des résultats de santé et de développement inférieurs à ceux grandissant dans des milieux favorisés, bien que ce ne soit pas le cas dans toutes les communautés. Les liens entre les facteurs environnementaux, à l'échelle des communautés locales, et le développement des enfants ont fait l'objet de plusieurs recherches, mais on en sait encore relativement peu sur ces facteurs et sur les mécanismes sous-jacents. S'inspirant de l'étude australienne *Kids in Communities Study* (KiCS) (Goldfeld et al., 2015) et du projet de recherche montréalais CoDES (Lise Gauvin et Catherine Dea), l'objectif général du projet *CoDES — quartiers centraux de Québec* était d'identifier et de mieux comprendre les facteurs environnementaux, à l'échelle des communautés locales, susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants de 0 à 5 ans dans quatre quartiers centraux de la Ville de Québec : Basse-Ville, Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier. Cinq catégories de facteurs environnementaux reconnus comme étant associés au développement et à la santé des jeunes enfants à l'échelle des communautés ont retenu notre attention : 1) l'environnement physique (p. ex. les parcs, le logement), 2) l'environnement social (p. ex. le sentiment d'appartenance, la sécurité), 3) le contexte niveau socio-économique (p. ex. le niveau de défavorisation sociale et matérielle), 4) les services (p. ex. la quantité et la qualité des services et leur accès) et 5) la gouvernance (p. ex. les politiques, la participation des parents).

La section 1 présente la méthode du projet, une méthode mixte permettant de maximiser les forces et de minimiser les faiblesses des approches quantitatives et qualitatives. De plus, la méthode mixte offre une perspective multiple, élargie et approfondie des facteurs environnementaux et des mécanismes sous-jacents associés à la santé et au développement des jeunes enfants. La section 2 décrit le portrait de chacun des quartiers étudiés avec un niveau de détails permettant d'illustrer les spécificités de chacun de ces environnements pour les tout-petits. Le volet quantitatif du projet (section 3) repose sur l'utilisation secondaire de données administratives, d'enquêtes et de surveillance pour comparer les quatre quartiers en ce qui a trait aux facteurs susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants, menant à constater l'importance du cumul de ces facteurs favorables. Le volet qualitatif (section 4) explore et compare les perspectives de 21 leaders locaux et intervenant-es sur ces mêmes facteurs, nous permettant d'identifier des forces et des défis de chacun des quartiers pour le développement des tout-

petits, selon les témoignages des personnes participantes. La section 5 est un exercice de mise en relation des données quantitatives et qualitatives afin de révéler 19 facteurs communautaires fondamentaux (FCF ou « *foundational community factors* ») qui jettent les bases d'une communauté favorable pour les jeunes enfants (Goldfeld et al., 2015).

Bref, les résultats de ce projet exposés dans ce rapport permettent d'identifier des caractéristiques modifiables de l'environnement urbain associées au développement des jeunes enfants, de mettre en lumière les forces et les défis de chaque quartier et de cibler des pistes d'action afin de créer des environnements favorables à la santé et au développement des tout-petits.

INTRODUCTION

La petite enfance, c'est-à-dire la période de la naissance à l'âge de 5 ans, est déterminante pour la santé, le bien-être et la préparation à l'école des jeunes enfants (Entwisle et al., 2005). Les investissements en petite enfance ont le potentiel de développer le capital humain d'une société et de construire une économie forte et durable (Heckman, 2006; Kershaw et al., 2009). De plus, favoriser la santé et le développement des jeunes enfants peut contribuer à améliorer la santé de la population et à réduire les inégalités sociales et de santé (Alderton et al., 2019; Irwin et al., 2007; Marmot et al., 2008).

Les travaux de recherche en petite enfance portent souvent sur l'influence des facteurs individuels et familiaux sur le développement des jeunes enfants (p. ex. le tempérament de l'enfant, l'attachement, la sensibilité et les pratiques parentales (Gauthier-Légaré et al., 2022; Bernier, Matte-Gagné et Tarabulsky, 2021; Madigan et al., 2018). Dans une perspective écosystémique, les politiques fédérales, provinciales et locales, de même que les communautés dans lesquelles les enfants grandissent (c.-à-d. les quartiers), sont également susceptibles d'exercer une influence sur le développement et la santé des jeunes enfants (Alderton et al., 2019; Blair et Ford, 2019; Bronfenbrenner, 1992; Goldfeld et al., 2015).

Notamment, les jeunes enfants grandissant dans des communautés défavorisées — socialement et économiquement — ont, en moyenne, des résultats de santé et de développement inférieurs à ceux et celles grandissant dans des communautés favorisées (Christian et al., 2015; Minh et al., 2017). Par exemple, Janus et ses collègues (2016) ont mis en évidence que la proportion d'enfants à la maternelle ayant au moins une vulnérabilité développementale au moment de l'entrée à l'école est plus élevée dans les communautés défavorisées. Cela soutient l'association attendue entre le niveau socio-économique et le développement des jeunes enfants à l'échelle des communautés. Or, Tanton et ses collègues (2016) ont identifié des communautés dans lesquelles la vulnérabilité développementale des jeunes enfants ne correspond pas à ce qui est attendu, compte tenu du niveau socio-économique de la communauté (Tanton et al., 2016). Concrètement, les enfants s'y développent mieux ou moins bien que ce qui est attendu. Cela suggère que d'autres facteurs, outre le niveau socio-économique, influencent le développement des jeunes enfants à l'échelle des communautés (Goldfeld et al., 2015; Minh et al., 2017).

De plus en plus de travaux de recherche montrent effectivement que les quartiers dans lesquels les enfants grandissent exposent ces derniers à des facteurs de risque et de protection susceptibles d'avoir une influence négative ou positive sur leur développement et leur santé (p. ex. les lieux de jeux et de

socialisation, la perception de sécurité, les inégalités sociales, la densité et le coût des logements, les services) (Christian et al., 2015; Goldfeld et al., 2015; Minh et al., 2017; Villanueva et al., 2019). Ainsi, ces facteurs pourraient expliquer, au moins en partie, les situations où la vulnérabilité développementale des jeunes enfants ne correspond pas à ce qui est attendu, compte tenu du niveau socio-économique de la communauté.

Cette hypothèse a notamment été explorée dans le cadre de l'étude australienne *Kids in Communities* (KiCS) (Goldfeld et al., 2015) et du projet de recherche montréalais CoDES (Lise Gauvin et Catherine Dea) — sur lesquels s'appuie le présent projet, *CoDES — quartiers centraux de Québec*.

1. L'étude KiCS

L'étude KiCS a eu recours à des méthodes mixtes et à des mesures répétées afin de mieux comprendre les facteurs environnementaux, à l'échelle des communautés locales, associés au développement des jeunes enfants (Goldfeld et al. 2018). L'équipe de recherche a utilisé une méthode novatrice basée sur l'identification de communautés dites *hors-diagonales* (c.-à-d. des communautés présentant des indicateurs de développement des jeunes enfants qui sont différents de ce qui est attendu, compte tenu du niveau socio-économique de la communauté) ou *normo-diagonales* (c.-à-d. celles présentant des indicateurs de développement des jeunes enfants correspondant à ce qui est attendu, compte tenu du niveau socio-économique de la communauté) (Tanton et al., 2016). Cette méthode permet d'identifier des communautés où le développement des jeunes enfants ne correspond pas à ce qui est attendu, compte tenu du niveau socio-économique de la communauté (Christian et al., 2015; Janus et al., 2016; Minh et al., 2017). À titre d'exemple, une communauté plus défavorisée où les indicateurs de développement des jeunes enfants sont plus élevés est dite « hors-diagonale positive » et, à l'inverse, une communauté plus favorisée où ces indicateurs sont plus faibles est dite « hors-diagonale négative » (voir Figure 1).

		Indicateurs de développement				
Quintiles		Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
Niveau socio-économique	Q1	Normo-diagonale			Hors-diagonale négative	Hors-diagonale négative
	Q2		Normo-diagonale		Hors-diagonale négative	Hors-diagonale négative
	Q3			Normo-diagonale		
	Q4	Hors-diagonale positive	Hors-diagonale positive		Normo-diagonale	
	Q5	Hors-diagonale positive	Hors-diagonale positive			Normo-diagonale

Figure 1. Matrice d'identification des communautés hors- et normo-diagonales

Note. Les quintiles (Q) représentent chacun 20 % de la population. Ce sont des indicateurs qui informent de l'avantage ou du désavantage relatif de chaque communauté par rapport aux autres. Plus un quintile est élevé (Q5), plus une communauté est défavorisée ou plus l'indicateur de développement est défavorable (les enfants se développent moins bien). À l'inverse, plus un quintile est faible (Q1), plus une communauté est favorisée ou plus l'indicateur de développement est favorable (les enfants se développent bien).

Une fois les communautés hors-diagonales identifiées, elles sont appariées puis comparées à des communautés normo-diagonales (communautés témoins ou de comparaison). Cette méthode permet de contrôler l'influence potentielle du niveau socio-économique sur le développement des jeunes enfants pour examiner la contribution potentielle d'autres facteurs également susceptibles d'exercer une influence sur le développement et la santé des jeunes enfants à l'échelle des communautés. L'équipe de recherche de l'étude KiCS (Goldfeld et al., 2015) a comparé des communautés hors-diagonales à des communautés normo-diagonales relativement à cinq catégories de facteurs environnementaux reconnus

comme étant associés au développement et à la santé des jeunes enfants à l'échelle des communautés (Brooks-Gunn et al., 1993; Christian et al., 2016; Goldfeld et al., 2015; Lotspeich et al., 2020; Minh et al., 2017; Villanueva et al., 2019) :

1. l'environnement physique (p. ex. les parcs, le transport, la sécurité routière, le logement);
2. l'environnement social (p. ex. le capital social, le sentiment d'appartenance, la confiance, la sécurité);
3. le niveau socio-économique (p. ex. le niveau de défavorisation sociale et matérielle);
4. les services (p. ex. la quantité et la qualité des services et leur accès);
5. la gouvernance (p. ex. les politiques, la participation des parents).

La figure 2 représente le cadre conceptuel de l'étude KiCS et les cinq catégories de facteurs.

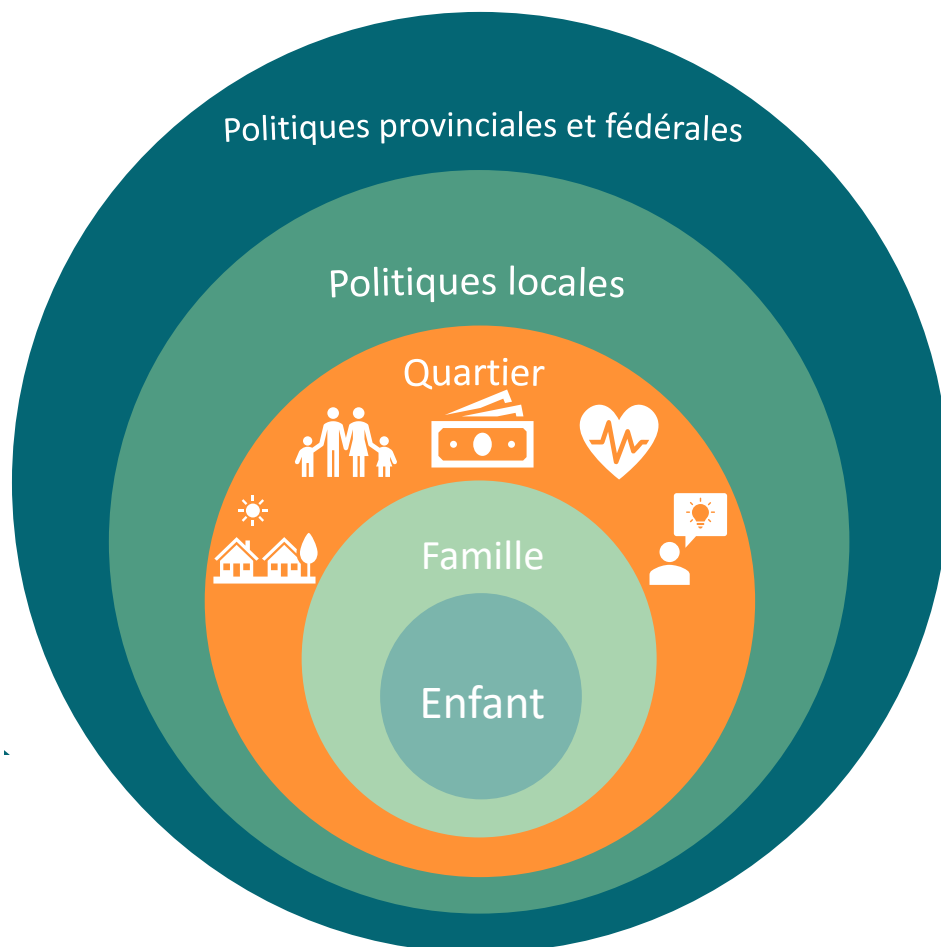


Figure 2. Cadre conceptuel écosystémique de l'étude KiCS

Les travaux de recherche en petite enfance portant souvent sur l'influence des facteurs individuels et familiaux sur le développement des jeunes enfants, les connaissances des facteurs environnementaux et des processus susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants à l'échelle des communautés sont plus limitées. Cela restreint les opportunités de prévention et d'intervention à l'échelle des communautés. De plus, la majorité des travaux considère un facteur ou une catégorie de facteurs de façon spécifique ou isolée (Mandic et al., 2015; Hilger-Kolb et al., 2019; Alderton et al., 2019); une minorité considère l'effet d'un cumul de facteurs de risque ou de protection dans les cinq catégories de facteurs ou l'effet d'interaction entre ceux-ci (ils sont interdépendants et s'influencent mutuellement).

L'étude KiCS est l'une des rares où ces cinq catégories de facteurs sont considérées de façon simultanée (Goldfeld et al., 2015; Minh et al., 2017). De plus, l'étude KiCS a eu recours à des méthodes mixtes, combinant et intégrant les méthodes qualitatives (p. ex. des entrevues et groupes de discussion avec des leaders locaux, des intervenant-es et des parents) et quantitatives (p. ex. des indicateurs statistiques) (Goldfeld et al., 2018). En effet, « les données quantitatives informent du "quoi" et de la sévérité d'une situation, alors que les données qualitatives informent du "pourquoi et comment" et des actions qui pourraient être prises pour améliorer la situation » [traduction libre] (Goldfeld et al., 2018, p. 8).

À l'aide des données qualitatives et quantitatives, l'équipe de recherche a identifié 13 facteurs communautaires fondamentaux (FCF). Les FCF sont des facteurs qui jettent les bases d'une bonne communauté pour les jeunes enfants. Ainsi, lorsqu'un FCF est favorable dans une communauté, il est possible d'observer des effets positifs sur les tout-petits, alors qu'à l'inverse, lorsqu'un FCF est un défi dans un quartier, il est possible d'observer des effets délétères sur les tout-petits.

Tableau 1 : Facteurs communautaires fondamentaux à l'échelle des communautés locales dans l'étude KiCS

#	Facteurs communautaires fondamentaux	Définitions
1	Revenu	Le revenu médian des ménages et le degré de diversité économique sont meilleurs dans les communautés défavorisées qui réussissent sur le plan du développement de la petite enfance.
2	Haut niveau de scolarité	Une plus grande proportion de la population a complété la 12 ^e année ou l'équivalent dans les milieux défavorisés qui réussissent sur le plan du développement de la petite enfance.
3	Embourgeoisement	Les familles aux revenus relativement plus élevés (mais tout de même défavorisés) s'installent dans des zones défavorisées ayant de bons résultats en matière de développement de la petite enfance, ce qui entraîne le déplacement de groupes plus défavorisés.
4	Accessibilité au logement	Les logements sont perçus comme plus abordables dans les secteurs défavorisés où la population obtient de bons résultats en matière de développement de la petite enfance.
5	Stabilité du logement	Il y a une plus petite proportion de locataires dans les secteurs défavorisés où la population obtient de bons résultats en matière de développement de la petite enfance, comparativement à la proportion de personnes qui sont propriétaires.
6	Logements sociaux	Il y a une plus faible perception de la présence de logements sociaux dans les secteurs défavorisés où la population obtient de bons résultats en matière de développement de la petite enfance.
7	Densité des logements	Il y a une plus petite proportion d'immeubles à logements de 3 étages ou plus dans les secteurs défavorisés où la population obtient de bons résultats en matière de développement de la petite enfance.
8	Stigmatisation	La réputation négative d'une communauté locale est moindre dans les secteurs défavorisés où la population obtient de bons résultats en matière de développement de la petite enfance.
9	Réputation de l'école primaire	La réputation des écoles primaires est plus positive dans les secteurs défavorisés où la population obtient de bons résultats en matière de développement de la petite enfance.

10	Perception sur l'accessibilité de l'éducation préscolaire	Il y a perception d'une plus grande accessibilité à l'éducation préscolaire dans les secteurs défavorisés où la population obtient de bons résultats en matière de développement de la petite enfance.
11	Crimes perçus	Il y a moins de crimes perçus dans les secteurs défavorisés où la population obtient de bons résultats en matière de développement de la petite enfance.
12	Événements historiques	Les dirigeants réagissent aux événements de manière à rassembler les membres d'une communauté locale pour créer une histoire commune ou s'engager dans des activités citoyennes dans les secteurs défavorisés où la population obtient de bons résultats en matière de développement de la petite enfance.
13	Prise de décisions locales	À la suite de la prise de décisions locales, de « nouvelles approches », des initiatives ou des solutions (y compris celles qui mettent l'accent sur le capital social) ont été développées dans les secteurs défavorisés où la population obtient de bons résultats en matière de développement de la petite enfance.

Ces facteurs relèvent principalement de trois des cinq catégories de facteurs, soit l'environnement social, le niveau socio-économique et les services. Bien que moins de FCF soient liés à l'environnement physique et à la gouvernance, cela ne signifie pas que ces catégories de facteurs ne sont pas importantes; il est possible qu'il y ait moins de facteurs relevant de l'environnement physique et de la gouvernance en raison de limites méthodologiques liées à la capacité à mesurer et à colliger ces données (Goldfeld et al., 2018).

Les principaux constats de l'étude KiCS sont les suivants :

- 1) Les facteurs environnementaux ne sont pas isolés les uns les autres, mais sont plutôt interreliés;
- 2) Ils s'influencent mutuellement pour expliquer « pourquoi » et « comment » les facteurs environnementaux à l'échelle des communautés sont associés au développement des jeunes enfants;
- 3) Les mécanismes et les processus par lesquels ces facteurs sont effectivement associés au développement des jeunes enfants sont complexes et multiniveau, d'où l'utilité des méthodes mixtes (Goldfeld et al., 2015; Minh et al., 2017; Ursache et al., 2021; Goldfeld et al., 2018).

En somme, l'étude KiCS a permis d'identifier des facteurs environnementaux à l'échelle des communautés associés au développement des jeunes enfants (« quoi ») et les mécanismes et processus sous-jacents à cette association (« pourquoi et comment »). Ces facteurs, au niveau local, régional, provincial ou fédéral, représentent des pistes d'action pour la prévention et l'intervention afin de soutenir le développement et la santé des jeunes enfants.

2. Pertinence du projet CoDES — quartiers centraux de Québec

Le développement du projet *CoDES — quartiers centraux de Québec* fait suite à la publication des résultats de la deuxième édition de l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle en 2017 (EQDEM) (CIUSSS de la Capitale-Nationale, 2019). L'EQDEM brosse un portrait du développement de tous¹ les enfants à la maternelle cinq ans du Québec (Simard et al., 2018). Elle indique la proportion d'enfants à la maternelle vulnérables dans au moins un domaine de développement parmi les suivants : 1) Santé physique et bien-être; 2) Compétences sociales; 3) Maturité affective; 4) Développement cognitif et langagier; 5) Habiletés de communication et connaissances générales. Les enfants dits « vulnérables » sont, comparativement aux autres enfants, moins susceptibles de satisfaire aux exigences du système scolaire (p. ex. travailler de façon autonome, être capable d'attendre son tour, manifester de l'intérêt pour les livres, participer à un jeu) (Simard et al., 2018).

Les résultats de l'EQDEM de 2017 ont mis en évidence que 25 % des enfants de la région de la Capitale-Nationale étaient vulnérables dans au moins un domaine de développement au moment de l'entrée à l'école.

La proportion d'enfants vulnérables a été stable ou a augmenté entre 2012 et 2017 dans la majorité des territoires de la région à l'exception du quartier Basse-Ville. En effet, alors que cette proportion était de 40 % en 2012, elle était de 26 % en 2017 : une diminution forte et significative de 14 % entre 2012 et 2017. En 2017, les résultats de Basse-Ville à l'EQDEM étaient dans la moyenne de la région, même si l'indice de défavorisation matérielle du quartier était supérieur à la moyenne de la région. Cette augmentation ne s'explique pas entièrement par une diminution du niveau de défavorisation de la communauté, puisque les indices de défavorisation matérielle et sociale sont restés stables entre 2012 et 2017.

¹ Taux de réponse de 81,3 % en 2012 et de 94,8 % en 2017.

Une personne influente (leader) et ses alliés œuvrant dans le quartier ont fait appel à la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale (DSPu) pour mieux comprendre ces résultats positifs dans Basse-Ville, face auxquels plusieurs acteurs du milieu communautaire en petite enfance avaient des questionnements. À cet effet, la DSPu a identifié des quartiers de comparaison présentant des similarités géographiques et socio-économiques avec le quartier Basse-Ville : Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier (voir figure 3). C’est dans ce contexte que la DSPu et le Centre de recherche universitaire sur les jeunes et les familles (CRUJeF), en partenariat avec des utilisateurs et utilisatrices des connaissances, ont développé le projet *CoDES — quartiers centraux de Québec* en s’inspirant de l’étude australienne KiCS et du projet de recherche montréalais CoDES (Lise Gauvin et Catherine Dea).

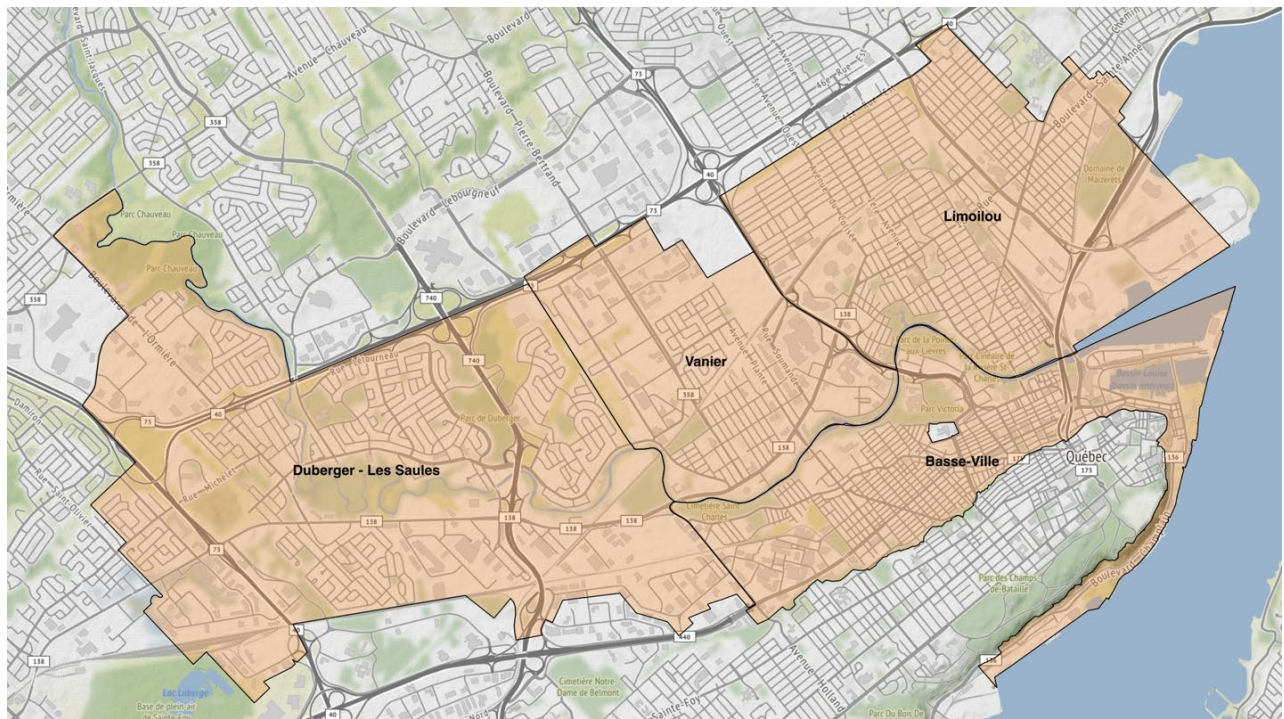


Figure 3. Les quatre quartiers centraux

3. Objectifs

L'objectif général du projet *CoDES — quartiers centraux de Québec* était de mieux comprendre les facteurs environnementaux à l'échelle des communautés locales susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants dans quatre quartiers centraux de la ville de Québec : Basse-Ville, Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier.

Le projet se déclinait en trois objectifs :

1. Identifier les communautés hors-diagonales et les communautés normo-diagonales (communautés témoins ou de comparaison) dans la région de la Capitale-Nationale.
2. Brosser le portrait des communautés et les comparer en ce qui a trait aux facteurs susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants à l'échelle des communautés (volet quantitatif).
3. Explorer et comparer les perspectives des parents, des intervenant-es et des leaders locaux quant aux facteurs et aux mécanismes susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants à l'échelle des communautés (volet qualitatif).

L'objectif 1 ayant fait l'objet d'un rapport intermédiaire (Matte-Landry et al., 2021), le présent rapport se concentre sur les objectifs 2 et 3. En bref, à propos de l'objectif 1, l'hypothèse était que le quartier Basse-Ville serait une communauté hors-diagonale positive pour deux raisons : 1) la diminution forte et significative de la proportion d'enfants vulnérables entre 2012 et 2017 et 2) les résultats de Basse-Ville à l'EQDEM en 2017, qui étaient dans la moyenne de la région même si l'indice de défavorisation matérielle était supérieur à la moyenne de la région. En outre, l'hypothèse était que les quartiers Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier seraient des communautés normo-diagonales. Le constat est que les quartiers Basse-Ville, Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier sont tous des communautés normo-diagonales : la proportion d'enfants vulnérables correspond à ce qui est attendu, compte tenu du niveau socio-économique de la communauté. Ainsi, l'hypothèse n'est pas appuyée, nonobstant la diminution forte et significative de la proportion d'enfants vulnérables entre 2012 et 2017 et les résultats de Basse-Ville à l'EQDEM en 2017. Notons que la méthode d'identification des communautés hors-diagonales et normo-diagonales informe bien de l'avantage ou du désavantage relatif de chaque communauté par rapport aux autres, mais reflète moins bien un changement relatif à soi-même. Cela dit, il est indubitable que Basse-Ville se différencie des autres quartiers sur deux plans : 1) la diminution forte

et significative de la proportion d'enfants vulnérables entre 2012 et 2017 et 2) les résultats positifs en 2017. Ces différences constituent la base des comparaisons réalisées dans l'objectif 2 du projet.

Les différences entre les quartiers dans la vulnérabilité développementale des enfants à la maternelle, quant à l'évolution de 2012 à 2017 et au portait en 2017, conjuguées à leurs similarités géographiques et socio-économiques, permettent d'identifier des facteurs environnementaux susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants à l'échelle des communautés locales en contrôlant indirectement le niveau socio-économique des quartiers.

1. DESCRIPTION SOMMAIRE DE LA MÉTHODE

1.1. Objectif 2 — Volet quantitatif

Rappel de l'objectif 2

Identifier un ensemble de caractéristiques environnementales susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants à l'échelle des quartiers et comparer les quatre quartiers en fonction de ces caractéristiques.

Une analyse secondaire de données administratives, d'enquêtes et de surveillance a été effectuée afin de brosser le portrait des quartiers et de les comparer en ce qui a trait aux facteurs environnementaux susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants à l'échelle des communautés. Les données ont été obtenues auprès de différentes sources (p. ex. Statistique Canada, INSPQ, Projet intégration jeunesse [PIJ]), puis ont été transformées, nettoyées et agrégées afin de calculer des indicateurs statistiques. Ces indicateurs visent à mesurer des facteurs relevant de l'environnement physique, de l'environnement social, du contexte socio-économique et des services à l'échelle des communautés.

1.1.1. Échantillon

1.1.1.1. Les quatre quartiers

Comme mentionné précédemment, pour mieux comprendre les résultats dans Basse-Ville, la Direction de santé publique (DSPu) a identifié trois quartiers de comparaison présentant des similarités géographiques et socio-économiques avec le quartier Basse-Ville : Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier. Plus spécifiquement, ces quartiers ont été sélectionnés sur la base de deux indicateurs et, dans une approche participative (Green et al., 1995), en colligeant les perspectives de partenaires de la communauté et de la DSPu du CIUSSS de la Capitale-Nationale quant aux réalités et aux dynamiques des quartiers. Le premier indicateur est la vulnérabilité développementale des enfants à la maternelle, telle que mesurée par l'EQDEM (décrite ci-bas). Le deuxième indicateur est le niveau socio-économique des quartiers, tel que mesuré par les indices de défavorisation matérielle (IDM; accès aux biens et aux commodités) et sociale (IDS; force du réseau social). Ces indices sont des quintiles qui informent de l'avantage ou du désavantage relatif du quartier par rapport à l'ensemble des 18 territoires de la région de la

Capitale-Nationale. La population de la région est divisée en cinq parties regroupant chacune 20 % de la population (quintiles). Un quintile plus élevé indique un niveau supérieur de défavorisation alors qu'un quintile plus faible indique un niveau inférieur de défavorisation.

Tableau 2. Résultats des quatre quartiers en 2011-2012 et 2016-2017 quant à la vulnérabilité développementale des enfants à la maternelle et le niveau socio-économique

	2011-2012			2016-2017		
	Proportion d'enfants vulnérables dans au moins un domaine de développement à l'EQDEM ¹	IDM ²	IDS ³	Proportion d'enfants vulnérables dans au moins un domaine de développement à l'EQDEM ¹	IDM ²	IDS ³
Basse-Ville	40 %	4	5	26,2 %	4	5
Duburger–Les Saules	24,3 %	3	4	30,4 %	3	4
Limoilou	34,8 %	4	5	40 %	5	5
Vanier	45,9 %	5	4	50,9 %	5	4

¹EQDEM : Enquête Québécoise sur le Développement des Enfants à la Maternelle

²IDM : Indice de Défavorisation Matérielle

³IDS : Indice de Défavorisation Sociale

Le tableau 2 montre que malgré des similarités géographiques et socio-économiques, il existe des différences entre les quartiers en ce qui a trait à la vulnérabilité développementale des enfants à la maternelle concernant l'évolution de 2012 à 2017 et le portait en 2017. Il s'agit d'une occasion d'identifier des facteurs environnementaux susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants à l'échelle des communautés locales en contrôlant indirectement le niveau socio-économique des quartiers.

1.1.1.2. Délimitation et représentation cartographique des quatre quartiers

Notons que, dans le cadre de l'EQDEM, certains des territoires de Centres locaux de services communautaires (CLSC) ont été sous-divisés par la DSPu du CIUSSS de la Capitale-Nationale, en collaboration avec des organisateurs et organisatrices communautaires et des directeurs et directrices d'établissements scolaires, pour prendre en considération les territoires

de la Ville de Québec et les réalités des quartiers. Le territoire du CLSC Limoilou-Vanier a été sous-divisé en deux quartiers, Limoilou et Vanier, et le territoire du CLSC Duberger–Les Saules–Lebourgneuf a été sous-divisé en Duberger–Les Saules et Lebourgneuf. Le quartier Lebourgneuf n’est pas à l’étude, car il est moins central et moins défavorisé. Le quartier Basse-Ville correspond essentiellement au territoire du CLSC Basse-Ville.

À partir des sous-divisions de la DSPu du CIUSSS de la Capitale-Nationale, la délimitation des quartiers a été faite avec le logiciel QGIS (Système d’Information Géographique Libre) afin de faire la représentation cartographique des quartiers.

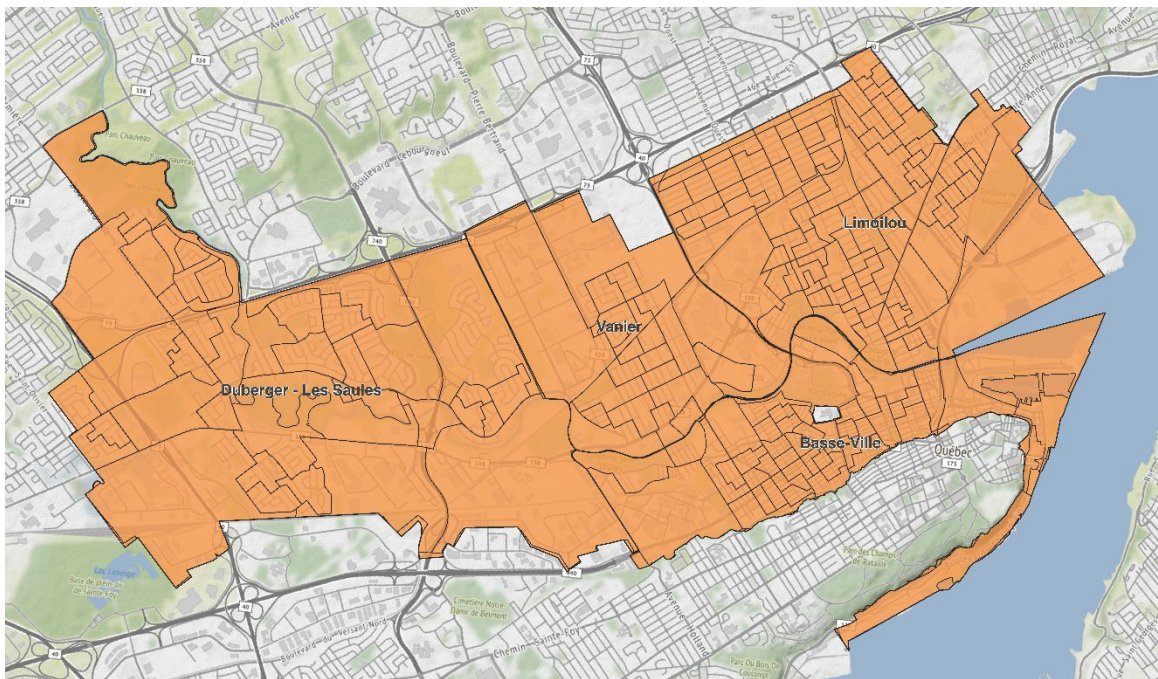


Figure 4. Représentation cartographique des quartiers et des aires de diffusion qui les composent

La représentation cartographique des quartiers a permis d’identifier avec précision les codes postaux et les aires de diffusion qui les composent. Une aire de diffusion (AD) est une petite unité géographique pour laquelle les données du recensement sont disponibles. En milieu urbain, une AD regroupe en moyenne de 400 à 700 personnes.

Tableau 3. Nombre d'aires de diffusion des quartiers

Quartiers	AD* (n)
Basse-Ville	48
Duburger–Les Saules	41
Limoilou	90
Vanier	23
Total	202

*Aire de diffusion

1.1.2. Mesures

1.1.2.1. Vulnérabilité développementale des enfants à la maternelle

L'EQDEM brosse un portrait du développement de tous² les enfants à la maternelle cinq ans du Québec (Simard et al., 2018). Elle indique la proportion d'enfants à la maternelle vulnérables dans au moins un domaine de développement. L'instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE) (Janus et Offord, 2007) est utilisé pour mesurer le développement des enfants dans cinq domaines : 1) la santé physique et le bien-être; 2) les compétences sociales; 3) la maturité affective; 4) le développement cognitif et langagier; et 5) les habiletés de communication et les connaissances générales. L'IMDPE est composé de 104 questions posées aux enseignant-es de maternelle. Un enfant est dit « vulnérable » lorsque son résultat pour un domaine de développement est égal ou inférieur au 10^e rang centile de la population de référence (c.-à-d. les enfants à la maternelle cinq ans du Québec). Les enfants dits « vulnérables » sont, comparativement aux autres enfants, moins susceptibles de satisfaire aux exigences du système scolaire (p. ex. travailler de façon autonome, être capable d'attendre son tour, manifester de l'intérêt pour les livres, participer à un jeu) (Simard et al., 2018).

1.1.2.2. Facteurs environnementaux à l'échelle des communautés

Le modèle conceptuel identifie cinq catégories de facteurs environnementaux associés au développement et à la santé des jeunes enfants : 1) l'environnement physique, 2) l'environnement social, 3) le contexte socio-économique, 4) les services et 5) la gouvernance. Pour chacune de ces catégories (à l'exception de la gouvernance), des indicateurs ont été identifiés puis obtenus, sur la base d'une recension de la littérature, de l'étude KiCS, du projet CoDES

² Taux de réponse de 81,3 % en 2012 et de 94,8 % en 2017.

(Montréal) et des données disponibles dans les quartiers. Le volet quantitatif ne documente pas la gouvernance puisqu'il y a peu ou pas d'indicateurs statistiques la mesurant.

Le tableau 4 identifie et décrit les indicateurs utilisés pour mesurer les facteurs environnementaux relatifs à l'environnement physique, à l'environnement social, au niveau socio-économique et aux services.

Tableau 4. Identification et description des indicateurs des facteurs environnementaux, sources et disponibilité des données

Source des données	Facteurs	Indicateurs	Disponibilité des données	
			2011-2012	2016-2017
Environnement physique				
INSPQ	Logement	1 Mixité du territoire (Robitaille et Laguë, 2013) La mixité du territoire se mesure avec un indice d'entropie qui montre le degré d'homogénéité ou de diversité du territoire selon l'affectation des unités (résidentielles, industrielles et manufacturières, commerciales, services et culture, récréatives et de loisirs). L'indice varie de 0 à 1; plus il est élevé, plus la mixité du territoire est grande.		X (2021)
Stat. Can.		2 Densité de logements Proportion de logements privés par kilomètre carré.	X	X
Stat. Can.		3 Densité de population Proportion de résident-es par kilomètre carré.	X	X
Stat. Can.	Mode d'occupation	4 Mode d'occupation Proportion de ménages avec un statut de propriétaire.	X	X
Stat. Can.		5 Mode d'occupation Proportion de ménages avec un statut de locataire.	X	X
Stat. Can.	Vétusté des habitations	6 Vétusté des logements Proportion de logements construits avant 1960.	X	X
Stat. Can.		7 Logements avec réparations majeures Proportion de logements nécessitant des réparations majeures (c.-à-d. plomberie ou installation électrique défectueuse; besoin de réparations structurelles).	X	X
Stat. Can.	Surpeuplement des habitations	8 Logements de taille insuffisante Proportion de ménages vivant dans des logements ayant une taille insuffisante (c.-à-d. que le logement ne comportait pas suffisamment de chambres à coucher pour la taille et la composition du ménage).	X	X
Stat. Can.	Accessibilité aux logements	9 Valeur médiane des logements	X	X

Stat. Can.		10	Coût mensuel médian d'un logement	X	X
Stat. Can.		11	Abordabilité des logements Proportion de ménages consacrant 30 % et plus de leur revenu aux frais de logement.	X	X
Walkscore	Transport actif	12	Marchabilité Indice de marchabilité mesurant le potentiel piétonnier. Il est calculé à partir de la proximité des commodités à distance de marche, entre 5 minutes et 30 minutes.		X (2021)
Stat. Can.		13	Marchabilité Proportion de résident·es ayant comme principal mode de transport la marche à pied.	X	X
Walkscore		14	Cyclabilité Indice de cyclabilité indiquant dans quelle mesure l'environnement est propice à l'utilisation du vélo. Il est calculé en tenant compte des infrastructures cyclables à proximité, de la présence de collines, des destinations, de la connectivité routière et du nombre de cyclistes.		X (2021)
Stat. Can.		15	Cyclabilité Proportion de résident·es ayant comme principal mode de transport la bicyclette.	X	X
Walkscore	Transport public	16	Transport en commun Indice de transport en commun indiquant dans quelle mesure l'environnement est desservi par le transport en commun. Il est calculé en tenant compte de la fréquence, du type et de la distance entre les arrêts.		X (2021)
Stat. Can.		17	Transport en commun Proportion de résident·es ayant comme principal mode de transport le transport en commun.	X	X
CANUE		18	Proximité à un arrêt d'autobus Mesure la proximité à un arrêt d'autobus dans une distance de marche de 1 km.		X (2019)
CANUE		19	Nombre d'arrêts d'autobus Nombre d'arrêts d'autobus dans un rayon de 500 m.		X (2019)

CANUE	Espace vert	20	Végétation Indice de végétation par différence normalisée (NVDI) mesurant la présence de végétation sur un territoire (variant entre 1 et -1; plus le chiffre est élevé, plus le couvert végétal est grand).	X	X
CANUE		21	Rues vertes NVDI mesurant la présence de végétation sur le circuit routier (variant entre 1 et -1; plus le chiffre est élevé, plus le couvert végétal est grand).		X
CANUE		22	Nombre de rues vertes Nombre de points avec un NVDI > 0,3 sur le circuit routier dans un rayon de 500 m.		X
CANUE		23	Proximité d'un parc Mesure la proximité d'un parc sur une distance de marche de 1 km.		X (2019)
CANUE	Accessibilité aux services et installations	24	Proximité d'une épicerie Mesure la proximité d'une épicerie sur une distance de marche de 1 km.		X (2019)
CANUE		25	Diversité des services Nombre de types de services différents dans un rayon de 500 m.		X (2019)
CANUE		26	Densité des services Nombre de lieux de services présents dans un rayon de 500 m.		X (2019)
CANUE		Trafic	27	Proximité d'une autoroute Distance en mètres jusqu'à l'autoroute la plus proche.	X
CANUE		28	Proximité d'une route principale Distance en mètres jusqu'à la route principale la plus proche.	X	X
Stat. Can.		29	Transport en auto Proportion de résidents ayant comme principal mode de transport l'automobile.	X	X
Environnement social					
Stat. Can.	Diversité des ménages	30	Famille avec enfants Proportion de familles avec un ou des enfants.	X	X
Stat. Can.		31	Familles avec trois enfants ou plus Proportion de ménages avec trois enfants ou plus.	X	X

Stat. Can.	Diversité des âges	32	Résident-es de 65 ans et plus Proportion de résident-es de 65 ans et plus.	X	X
Stat. Can.	Diversité culturelle	33	Immigrant-es Proportion de résident-es immigrant-es de première ou deuxième génération.	X	X
Stat. Can.		34	Immigrant-es Proportion de familles immigrantes avec un ou des enfants.	X	X
Stat. Can.		35	Réfugié-es Proportion de résident-es avec le statut de réfugié, soit une personne qui craint à raison, s'il ou elle retourne dans son pays, d'être persécutée pour des motifs variés, comme sa religion ou ses opinions politiques.	X	X
Stat. Can.		36	Compétence en français Proportion de résident-es parlant uniquement français.	X	X
Stat. Can.		37	Résident-es allophones Proportion de résident-es ne parlant ni français ni anglais.	X	X
Stat. Can.	Mobilité résidentielle	38	Déménagé.e dans la dernière année Proportion de résident-es ayant déménagé dans la dernière année.	X	X
Stat. Can.		39	Déménagé.e dans la dernière année Proportion de famille avec enfants ayant déménagé dans la dernière année.	X	X
Stat. Can.		40	Déménagé.e dans les cinq dernières années Proportion de résident-es ayant déménagé dans les cinq dernières années.	X	X
Stat. Can.		41	Familles déménagées dans la dernière année Proportion de famille avec enfants ayant déménagé dans les cinq dernières années.	X	X
Projet intégration jeunesse (PIJ)	Maltraitance	42	Faits fondés Proportion d'enfants de 0-5 ans ayant fait l'objet d'un signalement aux services de protection de la jeunesse jugé fondé.	X	X

Socio-économique

Stat. Can.	Revenu	43	Revenu médian des familles avec enfants	X	X
Stat. Can.		44	Revenu moyen des familles avec enfants	X	X
Stat. Can.		45	Résidents vivant sous le seuil du faible revenu Proportion de résident·es vivant sous le seuil du faible revenu (Mesure de faible revenu après impôt [MFR-ApI].) Le seuil de faible revenu est une limite « de revenu en deçà duquel une famille est susceptible de consacrer une part plus grande de son revenu après impôt à l'achat de nécessités comme la nourriture, le logement et l'habillement qu'une famille moyenne (Statistique Canada) ».	X	X
Stat. Can.		46	Enfants de 0-5 ans vivant sous le seuil de faible revenu Proportion d'enfants âgés entre 0 et 5 ans vivant sous le seuil du faible revenu.	X	X
INSPQ		47	Indice de défavorisation sociale (relatif à la région socio-sanitaire [RSS]) L'indice de défavorisation sociale (IDS) est développé à partir de trois indicateurs qui reflètent le bien-être social (force du réseau social) : 1) la proportion de personnes vivant seules; 2) la proportion de personnes séparées, divorcées ou veuves; et 3) la proportion de familles monoparentales. L'IDS est sous forme de quintiles (allant de 1 à 5); plus une communauté est défavorisée relativement à l'ensemble de la région, plus le quintile est élevé (5) et, à l'inverse, moins une communauté est défavorisée, plus le quintile est faible (1).	X	X
INSPQ		48	Indice de défavorisation matérielle (relatif à la région socio-sanitaire [RSS]) L'indice de défavorisation matérielle (IDM) est développé à partir de trois indicateurs qui reflètent le bien-être matériel (accès aux biens et aux commodités) : 1) le revenu moyen des particuliers; 2) la proportion de personnes avec emploi; et 3) la proportion de personnes sans diplôme. L'IDM est sous forme de quintiles (allant de 1 à 5); plus une communauté est défavorisée relativement à l'ensemble de la région, plus le quintile est élevé (5) et, à l'inverse, moins une communauté est défavorisée, plus le quintile est faible (1).	X	X

Stat. Can.	Éducation de la population	49	Parents aux études Proportion de familles de recensement avec un ou des enfants âgés entre 0 et 5 ans, dont au moins un parent est aux études à temps plein ou à temps partiel.	X	X
Stat. Can.		50	Sans diplôme Proportion de résident·es âgé·es entre 25 à 64 ans sans certificat, diplôme ou grade universitaire.	X	X
Stat. Can.		51	Diplôme universitaire Proportion de résident·es âgé·es entre 25 à 64 ans avec un certificat, diplôme ou grade universitaire.	X	X
Stat. Can.	Emploi	52	Population en emploi Proportion de résident·es âgé·es de 15 ans et plus en emploi.	X	X
Stat. Can.		53	Taux de chômage	X	X
Stat. Can.	Monoparentalité	54	Monoparentale Proportion de ménages en situation de monoparentalité.	X	X
CANUE	Embourgeoisement	55	Ménages embourgeoisés Proportion de ménages s'étant embourgeoisés entre 2006 et 2016. Un secteur s'est embourgeoisé lorsque 1) la valeur médiane des logements ou le coût mensuel des logements a augmenté plus que dans le reste de la ville et 2) la proportion de la population ayant fait des études universitaires a augmenté plus que dans le reste de la ville.		2006-2016
CANUE		56	Ménages intensément embourgeoisés Proportion de ménages s'étant intensément embourgeoisés entre 2006 et 2016. Un secteur s'est intensément embourgeoisé lorsque 1) la valeur médiane des logements ou le coût mensuel des logements a augmenté au-delà du 75 ^e rang centile de la ville et 2) la proportion de la population ayant fait des études universitaires a augmenté au-delà du 75 ^e rang centile de la ville.		2006-2016

Services					
Ministère de la Famille	Quantité de services	57	Accessibilité à des services de garde préscolaires Taux de places en garderie subventionnées et en Centre de la petite enfance (CPE) par 100 enfants.	X	X
Ville de Québec	Accessibilité aux services	58	Proximité d'un centre communautaire Distance moyenne en kilomètres d'un centre communautaire.		X (2021)
CANUE		59	Proximité d'un établissement de santé Mesure la proximité d'un établissement de santé dans une distance de 3 km.		X (2019)
CANUE		60	Proximité d'une pharmacie Mesure la proximité d'une pharmacie sur une distance de 3 km.		X (2019)
CANUE		61	Proximité d'une bibliothèque Mesure la proximité d'une bibliothèque sur une distance de marche de 1,5 km.		X (2019)
CANUE		62	Proximité d'un service de garderie Mesure la proximité d'un service de garderie sur une distance de marche de 1,5 km.		X (2019)
CANUE		63	Proximité d'une école primaire Mesure la proximité d'une école primaire sur une distance de marche de 1,5 km.		X (2019)
i-CLSC		64	Utilisation du programme SIPPE³ Proportion de familles ayant eu recours au programme SIPPE.		X
i-CLSC		65	Utilisation du programme Olo⁴ Proportion de familles ayant eu recours au programme Olo.	X	X
i-CLSC		66	Utilisation des services de la clinique prénatale Proportion de familles ayant reçu la Routine 1 (première visite) et la Routine 2 (deuxième visite) de la clinique prénatale du CLSC.	X	X
i-CLSC		67	Famille ayant reçu une visite postnatale Proportion de familles ayant reçu une visite postnatale du CLSC.	X	X

³ Les SIPPE sont les Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance qui sont des services de promotion et prévention individualisés et de longue durée en fonction de certaines vulnérabilités chez les jeunes familles de la grossesse à l'entrée à l'école.

⁴ Olo est un programme en saine alimentation de la grossesse à la petite enfance pour les familles à faible revenu.

i-CLSC

68	Enfants de 0-5 ans ayant utilisé les services jeunes en difficultés, retard de développement, orthophonie, santé mentale, soins pédiatriques, soutien à domicile, soins en Déficience intellectuelle-Trouble du spectre de l'autisme-Déficience physique (DITSADP) Proportion de familles ayant reçu ces services.	X	X
----	--	---	---

1.1.2.3. Statistique Canada

Nous utilisons les données de recensement colligées par Statistique Canada en 2011 et en 2016. En 2011, ces données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire court (10 questions) et de la nouvelle Enquête nationale auprès des ménages (ENM) à participation facultative qui remplaçait le questionnaire détaillé à participation obligatoire. En 2016, la majorité des données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire détaillé à participation obligatoire (25 % des ménages canadiens) ou un questionnaire abrégé (75 % des ménages canadiens).

Statistique Canada définit une unité statistique comme une unité d'observation ou de mesure pour laquelle des données sont recueillies ou disponibles. Les trois unités statistiques principales utilisées sont : 1) les logements privés, 2) les ménages et 3) les familles de recensement :

- **Un logement privé** représente un ensemble séparé de pièces d'habitation possédant une entrée privée.
- **Un ménage** se définit comme une personne ou un groupe de personnes qui occupent le même logement. Il peut se composer d'un groupe familial (famille de recensement), de deux familles ou plus partageant le même logement, d'un groupe de personnes non apparentées ou d'une personne vivant seule.
- **Une famille de recensement** réfère, quant à elle, à un couple marié (avec ou sans enfants du couple ou de l'un des partenaires), à un couple vivant en union libre (avec ou sans enfants du couple ou de l'un des partenaires) ou à un parent seul, peu importe son état matrimonial, demeurant avec au moins un enfant. Nous utilisons aussi les unités statistiques suivantes : familles avec enfants et familles avec enfants de 0-5 ans.

Notons que Statistique Canada a des règles d'arrondissement pour la diffusion des données. L'agrégation des valeurs des AD qui composent les quartiers implique l'addition de valeurs arrondies, augmentant la marge d'erreur et diminuant la fiabilité des données. Ceci est plus important pour les plus petites unités telles que les familles avec enfants de 0-5 ans (vs les ménages).

1.1.2.4. The Canadian Urban Environmental Health Research Consortium (CANUE)

Le CANUE est un consortium canadien composé de membres de la communauté scientifique. Il offre notamment une plateforme harmonisée de bases de données mesurant, en milieu urbain, l'exposition environnementale à de multiples facteurs. Ces bases de données géographiques favorisent une meilleure compréhension des interactions entre les facteurs des environnements urbains et la santé des populations.

1.1.2.5. Walkscore

WalkScore utilise un système breveté dont la méthodologie a été validée par des chercheur-euses universitaires pour mesurer le potentiel piétonnier, l'accès au transport en commun et la cyclabilité.

1.1.2.6. Projet Intégration Jeunesse (PIJ)

Le PIJ est un système informatique relatif à la clientèle des centres de protection de l'enfance et de la jeunesse. Cette banque de données est utilisée pour connaître la clientèle desservie, la trajectoire des services dispensés et l'attribution des ressources afin d'améliorer et d'adapter les services et les soins.

1.1.2.7. i-CLSC

i-CLSC contient des renseignements personnels et fournit des données sur les demandes de services, les usager-ères et les interventions concernant les services offerts en CSSS (mission CLSC). La banque de données sert à décrire les services dispensés en première ligne afin d'assurer la qualité et l'efficacité des services de santé et sociaux offerts.

1.1.3. Procédure et analyse

Différentes stratégies ont été utilisées pour apparier les données obtenues aux quartiers : 1) à partir des codes postaux des quartiers (p. ex. les données du ministère de la Famille et du PIJ); 2) à partir des AD des quartiers (p. ex. données de Statistique Canada); et 3) à partir de l'identification géographique des lieux dans les quartiers (géoréférencement) (p. ex. centres communautaires). Par la suite, les données ont été transformées, nettoyées et agrégées afin de calculer les indicateurs par quartier. La section 2 du rapport brosse le portrait des quartiers à partir de ces indicateurs.

En raison du devis (étude de cas comparative) et de la taille de l'échantillon (quatre quartiers), aucune analyse statistique inférentielle n'a été effectuée. En revanche, le devis permet de comparer les quartiers sur les indicateurs calculés afin d'identifier des facteurs environnementaux qui différencient Basse-Ville (où les enfants se développent mieux, en moyenne) des autres quartiers (Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier, où les enfants se développent moins bien, en comparaison). En raison des similarités sur les plans géographiques et socio-économiques, la comparaison des quartiers pourrait permettre d'identifier des facteurs environnementaux susceptibles d'influencer positivement la santé et le développement des jeunes enfants à l'échelle des communautés locales (voir section 3 sur les facteurs différenciateurs).

1.2. Objectif 3 — Volet qualitatif

Rappel de l'objectif 3

Explorer et comparer les perspectives des intervenant·es et des leaders locaux dans le quartier quant aux facteurs et aux mécanismes susceptibles d'influencer la santé et le développement des jeunes enfants à l'échelle des quartiers.

D'entrée de jeu, nous devons souligner que l'objectif initial comprenait la rencontre de parents, mais la pandémie de Covid-19 nous a forcé·es à reculer à cet égard. En effet, nous souhaitions inviter les parents à des entrevues de groupe et leur offrir un repas pendant que les enfants auraient vécu une période d'activités ludiques sous supervision. Ce type de rassemblement devenant impossible avec les précautions sanitaires liées à la pandémie, nous avons évalué d'autres options qui ne nous ont pas paru viables (p. ex. des rencontres en visioconférence avec les parents présentaient des limites liées à la littératie numérique et à la surveillance des enfants). Nous avons donc misé sur les témoignages d'intervenant·es et de leaders locaux, mais pensons que de ne pas avoir pu intégrer les voix des parents, passant sous silence leur perspective unique et significative, représente une limite à notre étude. La discussion offre des précisions quant aux forces et aux limites de l'étude.

Afin d'atteindre l'objectif 3, nous avons rencontré des leaders locaux et des intervenant·es et les avons interrogé·es lors d'entrevues semi-dirigées à propos des cinq catégories de facteurs environnementaux — 1) l'environnement physique, 2) l'environnement social, 3) le contexte socio-économique, 4) les services et 5) la gouvernance — et leurs liens avec le développement des jeunes enfants et le bien-être des familles dans les quartiers en 2017. Notons que les personnes participantes avaient l'occasion préalable de consulter leurs archives (p. ex. rapport annuel, procès-verbaux) et les

entretiens étaient conçus de manière à les replonger en 2017 (p. ex. en nommant régulièrement cette période, en rappelant des événements marquants). Les entretiens ont été transcrits afin de faciliter l'identification de thèmes récurrents.

1.2.1. Codification et analyse de contenu

Nous avons réalisé une analyse de contenu, soit une recherche de sens à partir de données écrites (c.-à-d. les transcriptions verbatim des entretiens, les notes d'observation) pour accéder au contenu latent des témoignages, c'est-à-dire le « pourquoi », au-delà de la seule description (Bardin, 1977; Niang, 2020; Paillé et Mucchielli, 2010). Dans la foulée de notre approche ethnographique, nous avons examiné ces données en tenant compte du contexte dans lesquelles elles se produisaient.

D'abord, une lecture préliminaire du contenu des entretiens a permis de départager les éléments d'intérêt en fonction des ressemblances thématiques (préanalyse). Ensuite, une lecture ultérieure a permis de systématiser les premières impressions émergeant de la phase de préanalyse. Puis, nous avons relevé des catégories significatives qui nous ont permis de procéder à une codification et à une analyse plus systématique des verbatims; nous avons rassemblé les éléments d'intérêt dans des classes conceptuelles et étudié les relations entre celles-ci. Cela a permis de faire émerger une description complète de l'objet d'étude dans un effort d'interprétation faisant appel à un fin équilibre entre une objectivité rigoureuse et une subjectivité féconde (Bardin, 1977; Niang, 2020; Paillé et Mucchielli, 2010). Une grille de codification a été constituée sur la base du modèle conceptuel (annexe 2) et a été utilisée pour analyser le contenu par quartier et par catégories de facteurs du modèle conceptuel à l'aide du logiciel NVivo (QSR International Pty Ltd., 2020). Suivant la logique inductive, de nouveaux thèmes ont émergé de l'analyse des témoignages (p. ex. logiques de concertation entre les organismes).

Les résultats présentent les forces (facteurs et processus qui pourraient influencer positivement le développement des jeunes enfants et le bien-être des familles selon les personnes consultées) et les défis (facteurs et processus qui pourraient influencer négativement le développement des jeunes enfants et le bien-être des familles). La section 2 présente les propos et la vision des personnes participantes de façon narrative, à l'aide de pseudonymes préservant l'anonymat, afin de valoriser la prise de parole citoyenne (Green et al., 1995). La section 4 permettra de dévoiler quels sont les facteurs importants identifiés comme fortement présents dans les témoignages, puis, parmi eux, lesquels peuvent être qualifiés de « transversaux ».

1.2.2. Volet mixte

Les principaux constats de l'étude australienne *Kids in Communities* (KiCS) (Goldfeld et al., 2018) sont : 1) les facteurs environnementaux ne sont pas isolés les uns des autres, mais sont plutôt interreliés; 2) ils s'interinfluencent pour expliquer *pourquoi* et *comment* les facteurs environnementaux à l'échelle des communautés sont associés au développement des jeunes enfants; et 3) les mécanismes et les processus par lesquels ces facteurs sont effectivement associés au développement des jeunes enfants sont complexes et multiniveaux, d'où l'utilité des méthodes mixtes (Goldfeld et al., 2015, 2018; Minh et al., 2017; Ursache et al., 2021). De plus, l'étude KiCS a eu recours à des méthodes mixtes, combinant et intégrant les méthodes qualitatives (p. ex. entretiens et groupes de discussion avec des leaders locaux, des intervenant-es et des parents) et quantitatives (p. ex. indicateurs statistiques) (Goldfeld et al., 2018) à des mesures répétées afin de mieux comprendre les facteurs environnementaux, à l'échelle des communautés locales associés au développement des jeunes enfants (Goldfeld et al., 2015, 2018). Les études de cas comparatives comme le projet CoDES impliquent l'analyse et la synthèse des similitudes, des différences et des modèles entre deux ou plusieurs cas qui partagent un objectif commun. Les caractéristiques spécifiques de chaque cas doivent être décrites en profondeur.

Le présent projet à méthode mixte s'appuie sur un devis séquentiel-concurrentiel qui combine et intègre les approches quantitative et qualitative, pour identifier et mieux comprendre les facteurs et les mécanismes complexes et multiniveaux susceptibles d'influencer le développement des jeunes enfants (Creswell, 2010; Goldfeld et al., 2015, 2017, 2018; Minh et al., 2017). Dans un devis mixte séquentiel, les résultats issus de l'analyse quantitative informent l'analyse qualitative et vice-versa. Au surplus, on qualifie le présent devis de recherche de concurrentiel, car les données quantitatives et qualitatives étaient collectées en même temps. Les deux aspects de la méthodologie s'influencent mutuellement dans les choix scientifiques réalisés. Enfin, mentionnons que l'étude en elle-même est longitudinale, mais qu'elle est transversale en ce qui a trait au volet qualitatif.

La complémentarité des méthodes, documentant quantitativement le phénomène et raffinant l'analyse grâce aux témoignages des personnes participantes, permet de compléter, de corroborer et de nuancer les résultats, ce qui permet d'étudier des aspects différents liés à une même thématique. La méthode mixte permet de maximiser les forces et de minimiser les limites des approches quantitatives et qualitatives en offrant une perspective multiple, élargie et approfondie des facteurs environnementaux et des mécanismes sous-jacents associés à la santé et au développement des enfants de 0-5 ans dans les

quatre quartiers centraux de Québec sélectionnés. Comme dans le cas de KiCS (Goldfeld et al. 2016, p. 3), les méthodes mixtes utilisées dans le cadre de cette étude permettent de déterminer s'il existe des facteurs constants d'une communauté à une autre à l'échelle du quartier (sur les plans de l'environnement physique, de l'environnement social, des services, du portrait socio-économique et de la gouvernance) qui seraient associés à un développement positif des tout-petits. Cette ultime étape de l'identification des facteurs communautaires fondamentaux, dont il sera question à la section 5, représente le point culminant de la triangulation des méthodes qualitative et quantitative.

2. DESCRIPTION DES QUATRE QUARTIERS CENTRAUX EN 2017

La section 2 présente un portrait riche et détaillé de chacun des quatre quartiers : Basse-Ville, Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier. Les quatre quartiers ont été traités de façon à faire ressortir les éléments les plus notables des témoignages, ceux se démarquant par leur intensité (insistance de la personne participante sur l'importance d'un élément de son témoignage ou force du récit) ou le nombre de personnes en ayant évoqué l'importance. Chacune de ces descriptions présente des données quantitatives et qualitatives conjuguées, se bonifiant mutuellement, pour dresser une image nuancée de chacune des communautés locales. Les cinq facteurs du modèle écosystémique sont présentés pour chacun des quartiers, imageant et quantifiant ce qu'il en était en 2017 concernant l'environnement physique, l'environnement social, le portrait socio-économique, les services et la gouvernance.

2.1. Basse-ville

- Le quartier Basse-Ville est un milieu urbain regroupant trois secteurs : Saint-Sauveur, Saint-Roch et Vieux-Québec–Cap-Blanc–Colline Parlementaire.
- Notons que du point de vue populaire, les participant-es définissent Basse-Ville comme comprenant Saint-Sauveur et Saint-Roch uniquement. Ainsi, le volet qualitatif porte sur ces deux secteurs.
- Basse-Ville est le territoire dans la région de la Capitale-Nationale ayant eu la plus grande diminution, entre 2012 et 2017, de sa proportion d'enfants jugé-es vulnérables dans au moins un domaine de développement lors de leur entrée à la maternelle (40 % en 2012 et 26 % en 2017).

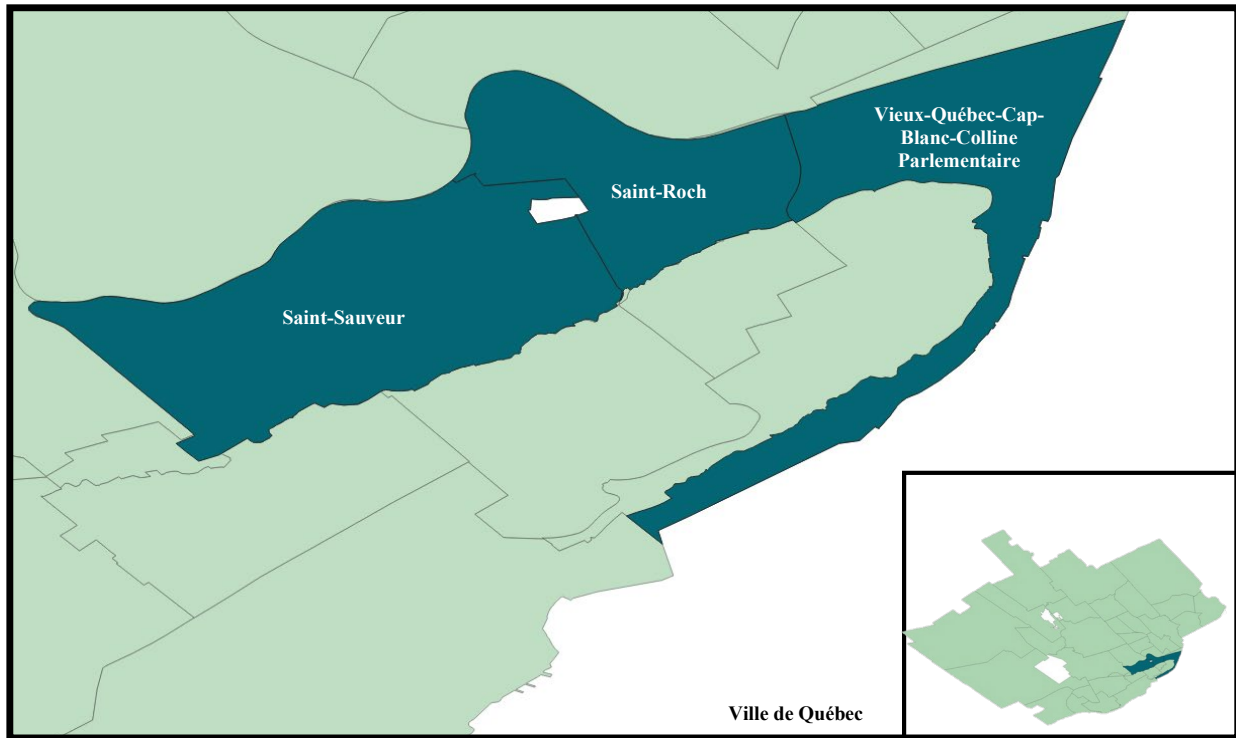


Figure 5. Basse-Ville

Le quartier Basse-Ville possède une superficie de 6,44 km². En 2016, il comptait une population d'environ 26 600 habitant-es vivant dans un peu plus de 17 700 logements. Au total, 3,50 % de la population était âgée de 5 ans et moins. Comme mentionné précédemment, du point de vue populaire, les participant-es définissent Basse-Ville comme comprenant Saint-Sauveur et Saint-Roch. Laurence [I]⁵ soutient que, souvent, les différences entre Saint-Sauveur et Saint-Roch sont mal comprises étant donné leur proximité géographique. Elle explique qu'à l'intérieur même d'un secteur comme Saint-Sauveur, il y a des délimitations informelles qui organisent le territoire et les habitudes des familles. Basse-Ville est le quartier, parmi les quatre à l'étude, ayant la plus faible proportion d'enfants jugés vulnérables dans au moins un domaine de développement lors de leur entrée à la maternelle en 2017 (26 % vs. 30 % à 50 %).

2.1.1. Environnement physique

En 2017, le quartier Basse-Ville présentait une densité de logement de 2 751 logements par kilomètre carré et une densité de population de 4 134 personnes par kilomètre carré; 61,09 % des ménages étaient locataires alors que les autres étaient propriétaires. La proportion de propriétaires était

⁵ Les personnes participantes verront leur pseudonyme être suivi de [I] s'il s'agit d'un-e intervenant-e ou de [L] s'il s'agit d'un-e leader.

légèrement plus faible (35,11 %) chez les familles avec enfants. Plus de la moitié (55,20 %) des logements avaient été construits avant les années 1960 et 2,91 % des familles vivaient dans un logement qui nécessitait des réparations majeures (c.-à-d. plomberie ou installation électrique défectueuse, besoin de réparations structurelles). Cette proportion était similaire chez les familles avec enfants (2,99 %). Au total, 1,27 % des familles vivait dans un logement de taille insuffisante (c.-à-d. que le logement ne comportait pas suffisamment de chambres à coucher pour la taille et la composition du ménage); cette proportion était légèrement supérieure (2,13 %) chez les familles avec enfants. Sylvie [L] exprime que malgré le nombre élevé de coopératives et d'organismes à but non lucratif (OBNL) d'habitation, les grands logements pour les familles étaient peu nombreux. Sylvie soulève également les enjeux liés à la contiguïté des habitations. Le fait de vivre dans des logements exigus occasionnerait des défis pour les parents et les enfants, qui ont peu d'espace pour cohabiter : « [O]n a certains HLM, les enfants vont aller courir dans les corridors, vont faire du grabuge, tout ça. Ils réveillent les tout-petits [...] cette proximité-là, ça amène des chicanes. »

Sophie [L] et Lorraine [L] expriment un avis convergent concernant le manque criant de logements suffisamment grands et adaptés pour les familles. Elles expriment aussi qu'en 2017, les coûts des loyers étaient en hausse : « Le logement, c'était vraiment un enjeu. (Sophie [L]) » En 2017, le coût médian mensuel de location d'un logement était de 636,40 \$ alors que la valeur médiane d'un logement était de 225 747,31 \$. Plus du quart des ménages (27,32 %) consacraient plus de 30 % de leur revenu aux frais du logement. Carmen [I] et Laurence [I] s'entendaient toutes deux pour dire que l'embourgeoisement⁶ avait eu un effet sur l'augmentation du coût des loyers.

Basse-Ville présentait de bons indicateurs de proximité aux services (p. ex. épicerie, arrêt d'autobus et parc) ainsi qu'une bonne densité (c.-à-d. le nombre dans un rayon donné) et une bonne

⁶ La gentrification, aussi appelée « embourgeoisement », est un phénomène de migration sélective impliquant l'arrivée dans des secteurs défavorisés de populations mieux nanties en capital culturel ou économique et le départ de populations moins bien nanties qui n'ont plus les moyens d'y vivre (Maltais et Bélanger, 2021, p. 7). Il s'agit donc d'un phénomène d'ascension socio-économique où les nouveaux venus sont plus favorisés que les prédécesseurs. Bien que mis en évidence dans les quartiers londoniens dès les années 1960 (Authier et Lehman-Frisch, 2012, p. 59), le terme *gentrification* est présent dans la presse québécoise depuis le début des années 1980, émanant d'abord de la région urbaine montréalaise (Maltais et Bélanger, 2021, p. 9). Le phénomène est au cœur de luttes urbaines et de l'action communautaire parce qu'il soulève des enjeux de justice sociale (Maltais et Bélanger, 2021, p. 7). Certains de ces enjeux, comme l'évacuation de personnes marginalisées et la création de paysages urbains d'intérêt pour les classes moyennes et moyennes supérieures au détriment possible de populations plus vulnérables, sont observés (Beaudry, 2021, p. 37; Smith, 2003). Néanmoins, la possibilité de la conservation d'une réelle mixité sociale dans ces quartiers est aussi observée (Maltais et Bélanger, 2021, p. 9).

variété (c.-à-d. différents types dans un rayon donné) d'installations et de services à proximité. Sophie [L] nomme l'initiative « Certifié Famille » : il s'agit d'une certification créée par des parents avec l'aide des agent-es de liaison et d'accompagnement, qui visait à favoriser l'accueil des familles dans les commerces. On ouvrait la porte du commerce et on aidait à porter la poussette pour y entrer. Des chaises hautes et des toilettes avec tables à langer y étaient aussi accessibles. Cette initiative a pu offrir des espaces inclusifs pour les familles des tout-petits reliant les sous-quartiers de Saint-Roch et de Saint-Sauveur jusqu'à Limoilou. En outre, Sophie [L] souligne les efforts pour inclure les tout-petits dans les aménagements urbains. Elle indique qu'aujourd'hui, la voix de leur organisme communautaire est recherchée dans ce type de projet : « [...] quand on pensait à une [...] place éphémère, on pensait aux 6-12 [ans]. [Les représentantes de notre organisme] disaient "Ben vous savez qu'il y a des enfants de 0 à 5 ans qui vivent dans [...] Basse-Ville et qui aimeraient probablement se promener sur les places éphémères, s'asseoir, boire un café... même [des familles] avec un petit bébé". »

Basse-Ville présentait aussi un très bon indice de marchabilité, ce qui suggère que la plupart des emplettes pouvaient être effectuées à pied. Également, l'indice de transport à vélo indiquait que la plupart des déplacements au sein du quartier pouvaient être réalisés à vélo. L'indice d'accès au transport en commun indiquait quant à lui la présence de plusieurs options disponibles à proximité pour les ménages du quartier. De fait, en 2017, 30,34 % de la population rapportait, comme principal mode de transport, le transport à pied et 20,34 %, le transport en commun. Malgré tout, Carmen [I] note que la pollution sonore des voitures était problématique, autant en 2017 qu'aujourd'hui. D'un autre côté, Laurence [I] soulève le fait que cela viendrait, selon elle, avec le choix de vivre en ville. Nous soulignons toutefois que, pour plusieurs familles, vivre en ville n'est pas un « choix », car il s'agit en fait de la nécessité de vivre là où les logements subventionnés sont et où les déplacements sont possibles en l'absence d'un véhicule, par exemple.

Laurence [I] rapporte que les résident-es du quartier étaient assez bien desservi-es par les transports en commun, si elle fait la comparaison avec d'autres quartiers proximaux qui auraient, selon elle, une moins bonne desserte. Néanmoins, Laurence [I] et Carmen [I] mentionnent qu'il était généralement moins compliqué de marcher avec la poussette que de prendre l'autobus pour les déplacements à l'intérieur du quartier, considérant la logistique nécessaire et la proximité des lieux utiles. Elles ont aussi l'impression que les parents des enfants de 0-5 ans du quartier vivaient en « hyperproximité » et qu'ils n'utilisaient pas beaucoup les transports en commun, se déplaçant à pied

dans les commerces locaux. Laurence [I] ajoute que les familles, surtout celles se déplaçant en poussette, accordaient beaucoup d'importance à l'idée qu'il soit facile de se rendre dans un lieu déterminé, un enjeu dans la participation aux activités pour certaines familles.

Pour Laurence [I], Carmen [I] et Sylvie [L], sur le plan de la sécurité routière et de l'aménagement urbain, c'était « la catastrophe » en 2017. Elles soulèvent le fait que les parents hésitaient à traverser certaines grandes artères plus dangereuses, constituant dès lors des limites à leurs déplacements, surtout avec des tout-petits. En outre, les trois répondantes s'entendent pour souligner la présence de nombreux obstacles sur les trottoirs (p. ex. poteaux) compliquant les déplacements, notamment hivernaux, pour les familles. Sophie [L] évoque avoir interpellé la Ville de Québec : « [Il y avait] beaucoup d'enjeux au niveau des déplacements actifs. » Sylvie [L] souligne qu'il y avait alors un plan de mobilité durable de quartier, amenant une hausse de la sensibilisation autour des enjeux de sécurité, notamment à vélo.

Sylvie [L] soutient que parmi les défis se trouve « [...] l'aménagement urbain [...] parce qu'on sait que les tout-petits sont les plus vulnérables aux îlots de chaleur ». Malgré la présence de ces îlots de chaleur nommés par Sylvie [L] et Sophie [L], la canopée et les parcs étaient jugés par cette dernière satisfaisants dans Saint-Sauveur, mais un peu moins dans Saint-Roch : « Il y a quand même pas mal de parcs dans Saint-Sauveur [...] à différents endroits du quartier, on a quand même des beaux parcs. C'est plus compliqué dans Saint-Roch. Ils sont plus petits, en général plus bétonnés. [...] on a des gros îlots de chaleur dans nos quartiers. (Sophie [L]) » En 2017, Basse-Ville présentait un indice de végétation par différence normalisée (NVDI) indiquant la présence d'un assez faible couvert végétal sur le territoire (NVDI moyen = 0,23⁷) et le circuit routier (c.-à-d. des rues et ruelles vertes) (NVDI moyen = 0,30). Carmen [I] met l'accent sur le fait que la réalité urbaine implique que beaucoup de familles n'ont pas de cour, ce qui rend les parcs nécessaires afin de permettre aux enfants de bouger. Carmen [I] et Laurence [I] s'entendent toutes les deux pour souligner la force de ce qu'elles nomment « la communauté de parcs », des petits groupes de voisin-es aussi parents mettant de l'avant l'entraide entre familles dans leur quartier. Les parcs et espaces verts, propres à l'environnement physique, favorisent la création de dynamiques sociales spécifiques et, dans ce cas-ci, positives, en stimulant le rassemblement en des lieux communs de gens qui, autrement, se côtoieraient probablement moins.

⁷ L'indice de végétation par différence normalisée (NVDI) varie entre 1 et -1.

2.1.2. Environnement social

En 2017, 14,55 % des ménages incluait au moins un enfant et 8,14 % en comptaient trois ou plus. Au total, 17,78 % de la population du quartier était immigrante de première ou deuxième génération (22,35 %⁸ était immigrante chez les familles avec enfants âgé-es de 0-5 ans) et 3,46 % était réfugiée. Environ la moitié des résident-es du quartier (51,79 %) parlait uniquement le français alors que moins de 1 % (0,69 %) ne parlait ni le français ni l'anglais. Sylvie [L] remarque qu'il y avait des changements de dynamiques communautaires, notamment une plus grande mixité culturelle en 2017. Le fait que les résident-es « se mélangent très bien » dans le quartier (p. ex. elle nomme la fréquentation des épiceries multiculturelles) l'amène à croire qu'il n'y avait pas d'enjeux systémiques de discrimination dans le quartier et souligne une forme de « volonté multiculturelle » de la part des organismes de la communauté. Si les leaders et intervenant-es rencontré-es ne considéraient pas que le racisme était un enjeu, ils et elles ont témoigné de préjugés envers les populations immigrantes et observé une sorte de scission entre « les enfants québécois [et] les enfants qui habitent aux HLM qui proviennent d'autres cultures » (Carmen [I]). Certaines frictions existaient certes, mais l'enjeu était tout spécialement la capacité à rejoindre ces familles immigrantes, car elles vivaient davantage en vase clos. Vis-à-vis de la population immigrante, le quartier a entrepris des actions et des partenariats (p. ex. le projet Immigration Petite enfance Capitale-Nationale, porté par le Centre multiethnique et les communications avec le Centre Louis-Jolliet, notamment pour les familles allophones).

Sur le plan de la mobilité résidentielle, 16,27 % des familles du quartier déménageaient chaque année; la proportion était de 50 % sur une période de cinq ans. Pour les familles avec enfant(s), 9,79 % déménageaient chaque année; cette proportion était de 48,30 % sur une période de cinq ans. Carmen [I] souligne que Saint-Roch, contrairement à Saint-Sauveur, n'était pas considéré comme « un quartier pour les familles ». Relatant sa propre expérience, elle évoque ses proches lui demandant : « [Tu habites dans Saint-Roch], vous allez déménager avant que t'accouches ? » Laurence [I] abonde dans le même sens lorsqu'elle remarque que, « [h]istoriquement, les familles restent moins, s'établissent moins pour longtemps [dans Saint-Roch]. C'est plus un genre de quartier de transition [...]. C'est pas du tout la même réalité dans Saint-Sauveur [...] ». Dans un avis partagé par l'ensemble des leaders, Carmen [I] souligne que 2017 a représenté une période pivot dans Saint-Sauveur, qui a vu naître un fort sentiment d'appartenance

⁸ Notons que les marges d'erreur sont plus élevées pour ces indicateurs et, donc, que la fiabilité est moindre.

des résident-es envers leur communauté : « On était dans le *switch* de “Saint-Sauveur *power*”, on est donc bien fiers, c’est vraiment un beau quartier pour les enfants, c’est sympathique. »

Par ailleurs, les données des services de la protection de la jeunesse révèlent qu’en 2017 le taux d’enfants âgés de 5 ans et moins ayant fait l’objet d’un signalement était de 110 enfants pour 1000. Le taux d’enfants de 5 ans et moins dont le signalement avait été retenu pour une évaluation approfondie était quant à lui de 73,8 enfants pour 1000, ce qui est 4 fois et demi plus élevé (16 enfants) que la moyenne provinciale rapportée par l’Étude d’incidence québécoise sur les situations évaluées en protection de la jeunesse (Hélie et al., 2017). Enfin, le taux d’enfants pour qui les faits étaient jugés fondés à la suite de l’évaluation approfondie était de 34,2 enfants pour 1000, ce qui est près de 3 fois plus élevé (12,40 enfants) que la moyenne provinciale en 2014 (Hélie et al., 2017).

2.1.3. Contexte socio-économique

Le revenu médian des familles avec enfant(s) était de 65 633 \$ en 2017. Plus du quart (28,20 %) de la population du quartier vivait sous le seuil du faible revenu. Cette proportion était plus faible (23,61 %) chez les familles avec enfant(s) âgé(s) de 5 ans et moins. L’indice de défavorisation sociale (IDS) était élevé (c.-à-d. cinquième quintile), révélant une défavorisation quant à la force du réseau social. L’indice de défavorisation matérielle (IDM) était modérément élevé (c.-à-d. quatrième quintile), indiquant une défavorisation relative en ce qui concerne le bien-être matériel (accès aux biens et aux commodités). Néanmoins, les témoignages mettent en évidence une hétérogénéité des caractéristiques socio-économiques de la population. Cela réfère à la mixité sociale, c’est-à-dire la coexistence dans un même espace de groupes sociaux aux caractéristiques diverses (Selod, 2005). Lorraine [L] et Sophie [L] évoquent que « [...] dans Saint-Roch, il y a quand même beaucoup de personnes marginalisées et [...] désaffiliées. Il y a aussi beaucoup d’organismes [...] en support à ces personnes-là. Donc il y a une cohabitation et une mixité sociale riches, mais qui entraînent aussi des défis ». Parmi ces défis se trouvait une impression d’insécurité qui a pu être vécue par certaines familles côtoyant des gens en situation d’intoxication ou de désorganisation dans les espaces publics.

En 2017, le quart (25,70%) des familles avec enfant(s) âgé(s) de 5 ans et moins comptaient au moins un parent aux études à temps plein ou à temps partiel dans Basse-Ville. Concernant la scolarisation de la population âgée entre 25 et 64 ans, 11,54% n’avait aucun diplôme, 16,49% détenait un diplôme d’études secondaires et 72,09% détenait un diplôme d’études postsecondaires (34,73% un diplôme

universitaire). Concernant la scolarisation de la population âgée de 25 à 64 ans, 11,54 % n'avaient aucun diplôme, 16,49 % détenaient un diplôme d'études secondaires et 72,09 % détenaient un diplôme d'études postsecondaires (34,73 % avaient un diplôme universitaire). Près des deux tiers de la population âgée de 15 ans et plus (64,98 %) exerçaient un emploi alors que l'autre tiers constituait la population inactive, incluant les retraité-es, les étudiant-es ainsi que les personnes au foyer ou en situation d'incapacité. Notons que 17,95 % de la population du quartier était âgée de 65 ans et plus. De plus, le taux de chômage était de 4,40 % en 2017. Près d'une famille sur cinq était en situation de monoparentalité (19,46 %); les trois quarts des parents étaient de sexe féminin.

Basse-Ville a été le théâtre d'un grand embourgeoisement entre 2006 et 2016. En effet, le coût d'habitation ainsi que la proportion de la population ayant fait des études universitaires ont augmenté à un rythme très élevé pendant cette période. Entre 2006 et 2016, ce serait 82,88 % des ménages du quartier qui se seraient embourgeoisés et 54,94 % qui se seraient plus intensément embourgeoisés (c.-à-d. dont la valeur des logements a augmenté au-delà du 75^e rang centile de la Ville de Québec).

Carmen [I] souligne que 2012 était davantage marquée par une pauvreté transgénérationnelle que 2017. En 2017, des familles scolarisées apparaissaient dans le paysage. Bien que ces familles aient des réalités différentes, Carmen remarque que, à l'école, il y a « des amis pour tirer vers le haut ceux qui vont moins bien ». Laurence [I] et Carmen [I] expliquent que ces élèves ayant un impact positif avaient souvent des parents impliqués dans la vie scolaire. L'impact de la mobilisation de ces parents a été qualifié d'« effet locomotive » par les personnes participantes. Selon elles, cet effet aurait joué un rôle important dans la revitalisation du quartier et l'accentuation de dynamiques sociales positives. Il est aussi noté par Laurence [I] qu'il y aurait eu un phénomène de dilution des élèves plus favorisés vers des écoles d'autres quartiers avoisinants (p. ex. en Haute-Ville) sur la base de caractéristiques ou préjugés envers les écoles de la Basse-Ville (p. ex. des besoins en francisation forts, des élèves ayant eu peu accès à la littératie, etc.). Certaines difficultés sont associées à la l'embourgeoisement. Sylvie [L] précise : « Cette gentrification-là [embourgeoisement], autant qu'elle amène un aspect positif parce que [ce sont] des gens qui viennent améliorer la qualité de vie dans le quartier, qui veulent s'impliquer pour l'améliorer, autant qu'elle amène des défis pour rejoindre les gens. » Elle évoque le défi de rejoindre les plus vulnérables, alors que des gens mieux nantis accédaient aux services pour les parents d'enfants de 0-5 ans dans la communauté.

2.1.4. Services

Basse-Ville présentait de bons indicateurs de proximité aux services (p. ex. de santé, sociaux, éducatifs, culturels et de loisirs). Les participant-es s'entendent sur le fait que la Basse-Ville présentait une offre de services variée, de qualité et de proximité. Un calendrier regroupant l'offre d'activités gratuites de tous les partenaires pour enfants de 0-5 ans a même été conçu dans une démarche de concertation et de conscientisation à l'« agir tôt » afin de rejoindre même les 0-2 ans, souvent oubliés.

Selon Carmen [I], le « hors les murs », c'est-à-dire les activités extérieures (p. ex. au parc, dans les rues), favorisant la sociabilité extérieure publique, était vraiment important. Selon elle, il s'agissait d'une caractéristique distinctive des services en petite enfance de la Basse-Ville, faisant partie de leurs forces organisationnelles. Lorraine [L] explique qu'au départ, il n'y avait pas de lieu physique pour les activités dédiées aux enfants de 0-5 ans. Une agente de liaison allait donc dans les organismes ou les lieux publics pour animer des activités auprès des familles. En 2013, les partenaires du regroupement Commun'Action 0-5 ans ont décidé d'avoir un lieu physique commun à tous les partenaires et bien connu des parents, appelé l'Espace Famille. Lorraine [L] évoque qu'en 2017, ce lieu servait à offrir différents services aux familles.

En ce qui concerne l'accessibilité à un service de garde éducatif subventionné, en 2017, il y avait 36 places en garderies subventionnées et en CPE pour 100 enfants de 5 ans et moins. Lorraine [L] décrit le manque de places pour les 0-18 mois en 2017 : « Les places poupons, en CPE, ça demande plus d'espace physique, plus de ressources humaines, ce qui fait qu'il y en a peu. » Carmen [I] et Lorraine [L] étaient aussi d'avis qu'un besoin important des parents en 2017 était d'avoir accès à une halte-garderie (besoin aujourd'hui satisfait en bonne partie grâce à Commun'Action 0-5 ans).

L'apport d'agent-es de liaison, considéré-es comme le « pont » entre les familles et les organisations dans la communauté est indéniable selon les participant-es. Lorraine [L] souligne qu'en 2017, il était impossible que chaque organisme ait un-e agent-e de liaison, mais que collectivement, il était possible d'investir en ce sens. Sophie [L] mentionne qu'il y avait beaucoup de travail de référencement personnalisé des familles par une approche adaptée à leur rythme et à leurs besoins. Selon Carmen [I], le réseautage entre les acteur-rices en petite enfance et l'approche commune au sein du quartier ont permis de diriger les familles vers les bons services (p. ex. elle évoque des collectes de vêtements de plein air pour permettre à tous les enfants du quartier de bouger dehors).

2.1.5. Gouvernance

En 2017, au sein de la Ville de Québec, une politique familiale existait et la ville était certifiée « Amie des enfants ». Dans Basse-Ville était également présente une table intersectorielle en petite enfance. Selon Lorraine [L], en 2017, le projet « Municipalités et tout-petits » était une alliance gagnante que Sophie [L] regrette de ne pas avoir vue plus active. Toutefois, Lorraine [L] déplore qu'il n'y ait « pas de vision politique [...] au niveau du développement de l'enfant ». Cette dernière aurait souhaité que la vision politique pour le bien-être des tout-petits soit davantage macroscopique et se projette à long terme.

Lorraine [L] et Sophie [L] évoquent un organisme communautaire famille notable qui présente l'implication d'une trentaine de partenaires (écoles, CPE, bibliothèque, organismes communautaires, etc.). En 2017, les partenaires ont choisi de mettre des efforts pour que toutes les tranches d'âge soient couvertes par des services et que toutes les sphères de développement de la naissance à 5 ans puissent être stimulées par des activités adaptées. Le travail de concertation et de conscientisation, impliquant les parents, était alors perçu comme une force nette du quartier. « Comment on peut construire ensemble ? » dira Sylvie [L] pour évoquer leurs dynamiques positives. Lorraine [L] explique qu'ils se sont beaucoup centrés sur ce qui les lie comme partenaires dans Basse-Ville pour être complémentaires plutôt que de se placer en posture de compétition. Elle ajoute que le financement d'Avenir d'enfants visait un regroupement de partenaires 0-5 ans, ce qui a fait en sorte qu'ils ont obtenu le soutien financier et que des partenaires qui ne se parlaient pas au préalable ont finalement travaillé ensemble. Lorraine [L] ajoute qu'ils avaient une vision collective et une capacité de (se) rassembler. Selon Sylvie [L], le travail concerté des partenaires en petite enfance était une grande force grâce à la sensibilité et à la volonté d'agir, en plus de mettre les gens du quartier au cœur de leurs actions. Lorraine [L] soutient qu'autour de 2017, tout ce que les partenaires ont pu faire ensemble a rendu le quartier attractif pour les familles.

Carmen [I] mentionne que les équipes préscolaires des différentes écoles du quartier étaient très impliquées et importantes. De plus, selon Laurence [I], les conseils d'établissement des écoles étaient des milieux où les parents d'enfants d'âge préscolaire et primaire étaient motivés, engagés et avaient l'impression qu'ils pouvaient faire changer les choses. Carmen [I] mentionne aussi que les conseils ou tables de quartier s'ouvraient alors aux familles.

En 2017, aux côtés d'autres quartiers de la Ville de Québec, Basse-Ville participait à une démarche de recherche-action participative nommée la « Voix des parents » et visant la consultation des familles d'enfants de 0-5 ans. Structurée en une quinzaine de rencontres de travail animées, la démarche valorisait l'expertise et la participation des parents ainsi que leur autonomisation, en particulier dans les milieux défavorisés. Les participant·es sont unanimes : cette démarche de mobilisation fut positive. Sylvie [L] dit que la « Voix des parents » a permis de mettre en lumière, pour une rare fois, la vision des parents de jeunes enfants, ce qu'appuie Sophie [L]. Lorraine [L] avance que d'avoir fait une place aux parents, pas seulement comme utilisateur·rices de services, mais comme décideur·euses, comme parties prenantes, comme « capables d'actions », a été un travail de longue haleine.

2.2. Duberger–Les Saules

- Le quartier Duberger–Les Saules est un milieu semi-urbain regroupant deux secteurs : Duberger et Les Saules.
- Duberger–Les Saules est l'un des territoires dans la région de la Capitale-Nationale ayant eu une augmentation de sa proportion d'enfants à la maternelle vulnérables dans au moins un domaine de développement entre 2012 et 2017 (24 % en 2012 et 30 % en 2017).

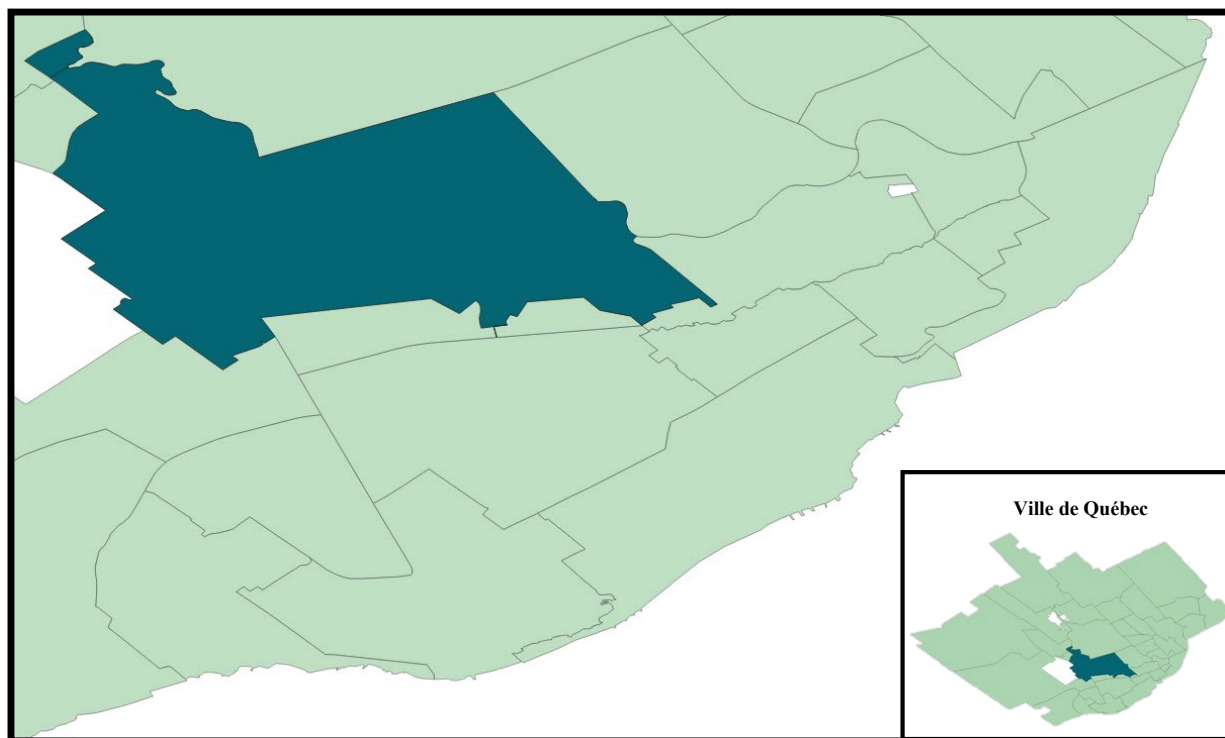


Figure 6. *Duberger–Les Saules*

Le quartier Duberger–Les Saules présente une superficie de 16,88 km². En 2016, il comptait une population d'environ 26 648 habitant·es regroupé·es dans un peu plus de 12 727 logements. Au total, 5,5 % de la population était âgée de 5 ans et moins. Globalement, le quartier, au territoire étalé et verdoyant, est défini comme une banlieue de deuxième couronne, donc un peu plus éloignée du centre-ville (Isabelle [L]). Duberger–Les Saules est l'un des territoires dans la région de la Capitale-Nationale ayant une proportion d'enfants à la maternelle vulnérables dans au moins un domaine de développement relativement haute en 2012 (24 %) et en 2017 (30 %) considérant le niveau socio-économique de la communauté.

2.2.1. Environnement physique

Duberger–Les Saules se démarque par ses espaces verts et ses parcs : « D'un point de vue externe, pour un parent [d'un enfant de] 0-5 ans, je pense qu'une force du quartier c'est [...] ses espaces, ses parcs, cette impression d'être en [campagne], mais en [ville] [...]; c'est une belle force du quartier » (Isabelle [L]). Toutefois, notons les propos de Marianne [L], qui nuancent les précédents : « T'as des autoroutes, t'as des rivières, t'as des parcs industriels, donc il y a vraiment plusieurs limites au quartier. [...] Les notions de sécurité ont souvent été ressorties par les parents quand on faisait des consultations. »

En 2017, le quartier Duberger–Les Saules avait une densité de logement de 753,97 logements par kilomètre carré et une densité de population de 1578,67 personnes par kilomètre carré; 39,34 % des ménages étaient locataires alors que les autres étaient propriétaires. La proportion de propriétaires était similaire (59,02 %) chez les familles avec enfant(s). Seulement 12,92 % des logements avaient été construits avant les années 1960 et 0,47 % des familles vivaient dans un logement qui nécessitait des réparations majeures. Cette proportion était similaire chez les familles avec enfant(s) (0,40 %). Moins de 1 % (0,40 %) des familles vivaient dans un logement de taille insuffisante; cette proportion était légèrement supérieure (0,77 %) chez les familles avec enfant(s). Selon les intervenant-es rencontré-es, la cohabitation dans les immeubles à logement représentait parfois certains défis. Le fait que des logements étaient un peu désuets et insuffisamment insonorisés a créé, selon Vanessa [I], des irritants chez certaines familles qui ne se sentaient pas bienvenues, car les enfants semblaient déranger. De plus, l'enracinement dans le quartier était souvent contrecarré par les déménagements de familles qui nécessitaient de plus gros logements.

En 2017, le coût médian mensuel de location d'un logement dans Duberger–Les Saules était de 591,66 \$ alors que la valeur médiane d'un logement était de 207 279,49 \$. Un peu moins d'un ménage sur cinq (19,18 %) consacrait plus de 30 % de leur revenu aux frais du logement. Il n'y avait pas de HLM à vocation familiale dans le quartier, mais, selon les personnes participantes, il y avait un certain nombre de coopératives d'habitation ainsi que de logements privés subventionnés. Marianne [L] souligne que les maisons étaient « vraiment chères » dans Duberger–Les Saules, parce que c'était un quartier central, accessible. Isabelle [L] ajoute qu'en 2017, les maisons se vendaient très rapidement dans le secteur. C'était vraiment un quartier recherché pour sa centralité, pour la présence d'arbres matures et de parcs à proximité. Selon Juliette [I], il était plutôt difficile pour les familles de trouver un logement à prix modique.

La proximité des services (p. ex. épicerie, arrêt d'autobus et parc), leur densité (c.-à-d. le nombre dans un rayon donné) et leur variété (c.-à-d. différents types dans un rayon donné) sont relativement faibles. Colette [L] précise que Duberger–Les Saules avait peu d'organismes en fonction de la grandeur du territoire en comparaison avec des quartiers comme Limoilou ou Basse-Ville.

Marianne [L] ajoute que le quartier présentait plusieurs barrières physiques (p. ex. autoroutes, rivières, parcs industriels). Les activités pour les parents et les tout-petits pouvaient se retrouver du côté de Duberger ou de Les Saules, compliquant les déplacements des familles.

L'indice de marchabilité de Duberger–Les Saules indique que la plupart des commodités nécessitaient l'utilisation d'une automobile. Les personnes participantes s'entendent pour dire que le quartier a été pensé pour s'y déplacer en voiture, notamment à cause de son étalement et des zones d'artères peu conviviales aux piétons et aux cyclistes. À titre d'exemple, Marianne [L] ajoute que le boulevard Père-Lelièvre présentait un trottoir d'un seul côté, ce qui compliquait les déplacements avec les jeunes enfants. Juliette [I] et Colette [L] ont souvent constaté des familles à faible revenu qui s'achetaient une voiture, même si elles devaient faire des sacrifices, et ce, afin de faciliter leurs déplacements vers les services. L'indice de transport à vélo suggère que certaines infrastructures permettaient le déplacement à vélo, mais sans que les déplacements quotidiens puissent être réalisés de cette façon. Il y a unanimité concernant le fait que la voiture était prisée dans le quartier et qu'il était difficile pour les parents de se rendre aux services à pied, voire en autobus. Andréanne souligne la difficulté pour les familles de marcher sur le boulevard Hamel et Marianne rappelle, de son côté, l'enjeu de l'étendue du territoire. De plus, l'indice d'accès au transport en commun indique qu'il existait quelques options de mobilité pour les ménages du quartier. De fait, en 2016, seulement 3,33 % de la population rapportait, comme principal mode de transport, le transport à pied, 14,60 % le transport en commun et 80,04 % l'automobile. La présence du terminus Les Saules et de nombreux autobus « express » était vue positivement pour se rendre au centre-ville de la Ville de Québec. Selon Juliette [I], l'enjeu résidait dans la circulation en transport en commun au sein du quartier, ce qui influait sur l'accessibilité aux services.

En 2017, Duberger–Les Saules avait un indice de végétation par différence normalisée (NVDI) indiquant la présence d'un couvert végétal modéré sur le territoire (NVDI moyen = 0,41) et sur le circuit routier (NVDI moyen = 0,49) suggérant la présence de rues vertes. Juliette [I] évoque un quartier qui était reconnu pour son calme, rempli de verdure, d'arbres, avec beaucoup de parcs, etc. Toutes les personnes participantes semblent d'ailleurs s'entendre sur ce point et évoquent le parc linéaire de la Rivière-Saint-Charles, « un gros atout du quartier » qui, toutefois, selon Marianne [L], bénéficierait d'animations pour les plus petit-es afin de devenir attractif pour les familles. Juliette [I] mentionne de surcroît qu'il y avait des modules de jeux adaptés aux enfants de 0-5 ans, mais pas dans tous les secteurs.

2.2.2. Environnement social

En 2017, 31,24 % des ménages incluaient au moins un enfant, dont 11,74 % en comptaient trois ou plus. Au total, 12,24 % de la population du quartier était immigrante de première ou deuxième

génération (9,92 %⁹ en ce qui concerne les familles avec enfants de 0-5 ans) et 1,07 % était réfugiée. Environ la moitié des résident·es du quartier (64,33 %) parlait uniquement le français alors que moins de 1 % (0,25 %) ne parlait ni le français ni l'anglais. En se basant sur la fréquentation scolaire, Marianne [L] recense environ une vingtaine d'origines ethniques différentes au sein de la communauté. Cette dernière a observé certaines frictions ponctuelles, sans qu'elles ne constituent un enjeu de fond nuisant au sentiment de sécurité dans le quartier : « Il n'y a pas d'inquiétude à se promener [dans le quartier], mais [...] on a eu beaucoup de situations [liées au racisme] ou [...] de cohabitation. [...] Dans le fond, dans les deux secteurs les plus défavorisés [...] c'est là où est-ce qu'il y a une plus grande proportion de familles immigrantes. Donc oui, on a vu des tensions entre des Québécois et des familles immigrantes. »

Sur le plan de la mobilité résidentielle, 9,85 % des familles du quartier déménageaient chaque année; cette proportion était de 36,46 % sur une période de cinq ans. Pour les familles avec enfant(s), 7,86 % déménageaient chaque année; cette proportion était de 39,05 % sur un intervalle de cinq ans. Selon Gisèle [L] et Isabelle [L], il n'y avait « pas de grand sentiment d'appartenance au quartier [...] parce que c'est très cher, c'est très dispendieux et le parc immobilier est vieillissant ». Toutefois, c'est un propos que démentent les intervenantes rencontrées; Vanessa [I] et Juliette [I] considèrent qu'il y avait un fort sentiment d'appartenance des résident·es du quartier. Selon Vanessa [I], ce sentiment se manifestait par la stabilité des familles, notamment celles devenant propriétaires.

Par ailleurs, les données des services de la protection de la jeunesse révèlent qu'en 2017, le taux d'enfants âgés de 5 ans et moins ayant fait l'objet d'un signalement était de 76,8 enfants pour 1000 enfants dans le quartier. Puis, le taux d'enfants de 5 ans et moins dont le signalement avait été retenu pour une évaluation approfondie était de 42,3 enfants pour 1000 enfants, ce qui est près de 3 fois plus élevé que la moyenne provinciale (16 enfants) rapportée par l'Étude d'incidence québécoise sur les situations évaluées en protection de la jeunesse (Hélie et al., 2017). Enfin, le taux d'enfants pour qui les faits étaient jugés fondés à la suite de l'évaluation approfondie était de 33,4 enfants pour 1000 enfants, ce qui est environ 2 fois et demie plus élevé que la moyenne provinciale (12,40 enfants) en 2014 (Hélie et al., 2017).

⁹ Notons que les marges d'erreur sont plus élevées pour ces indicateurs et, donc, que la fiabilité est moindre.

2.2.3. Contexte socio-économique

Le revenu médian des familles avec enfant(s) était de 85 082,05 \$. Au total, 10,26 % de la population du quartier vivait sous le seuil du faible revenu. Cette proportion était similaire (9,38 %) chez les familles avec enfant(s) âgé(s) de 5 ans et moins. En 2017, l'IDS était modérément élevé (c.-à-d. quatrième quintile), indiquant une défavorisation modérée quant à la force du réseau social. L'IDM était moyen (c.-à-d. troisième quintile), révélant un accès modéré aux biens et aux commodités. Les participant-es s'entendent pour dire qu'en matière de défavorisation sociale et matérielle, certaines zones étaient plus critiques et regroupaient aussi des familles plus favorisées, créant une mixité sur le territoire.

Le quart (24,05 %) des familles d'enfants de 0-5 ans comptaient au moins un parent aux études à temps plein ou à temps partiel. Colette [L] et Marianne [L] soulignent la présence de nombreuses familles qui avaient des parents étudiants universitaires, notamment des familles issues de l'immigration. Selon elles, la facilité d'accès au campus en transport en commun y contribuait. Concernant la scolarisation de la population âgée de 25 à 64 ans, 8,48 % des personnes n'avaient aucun diplôme, 18,03 % détenaient uniquement un diplôme d'études secondaires et 73,19 % détenaient un diplôme d'études postsecondaires, dont 25,95 % correspondaient à un diplôme universitaire.

En 2017, les deux tiers de la population âgée de 15 ans et plus (68,73 %) exerçaient un emploi alors que l'autre tiers constituait la population inactive, incluant les retraité-es, les étudiant-es, les personnes au foyer ou en incapacité. Notons que 19,20 % de la population du quartier était âgée de 65 ans et plus. Le taux de chômage était de 3,39 %. Moins d'une famille sur cinq était en situation de monoparentalité (16,97 %). Parmi ces familles, les trois quarts des parents étaient de sexe féminin. Le quartier Duberger–Les Saules s'est peu embourgeoisé entre 2006 et 2016; ce serait 19,17 % des ménages du quartier qui se seraient embourgeoisés.

2.2.4. Services

Duberger–Les Saules présentait des indicateurs de proximité aux services (p. ex. de santé, sociaux, éducatifs, culturels et de loisirs) relativement faibles.

Les services communautaires et de loisirs étaient variés et de qualité aux dires des personnes participantes : « Les centres communautaires, les écoles, c'est accessible. Les camps de jour, l'été, c'est accessible. La qualité aussi, je pense que c'est une offre de services [de qualité]. » (Isabelle [L]) L'offre

alimentaire demeurait un défi selon Colette [L], mais Juliette [I] rappelle qu'un service de minibus communautaire qui déplaçait les résident-es sans véhicule pour aller faire leur épicerie existait alors. Juliette [I] mentionne aussi qu'en 2017, il n'y avait pas de CLSC sur le territoire; il était à Vanier.

En ce qui concerne l'accessibilité à un service de garde éducatif subventionné, il y avait seulement 38,5 places en garderies subventionnées et en CPE pour 100 enfants de 5 ans et moins en 2017. Selon Colette [L], il y avait des garderies privées, plusieurs CPE et un bon nombre de services de garde éducatifs en milieu familial. Toutefois, Marianne [L] évoque que les parents nommaient avoir besoin de davantage de places de qualité. Juliette [I] évoque le souci de plusieurs parents immigrants qui peinaient alors à obtenir une place en CPE. Cette option apparaissait plus attrayante à certains parents, car les CPE étaient décrits comme des milieux plus multiethniques avec des soutiens spécifiques offerts aux familles immigrantes. En complément, Isabelle [L] indique que la halte-garderie du Centre Ressources Jardin de Familles dans le quartier comblait des besoins importants : « C'est vraiment un pivot de la vie sociale des parents 0-5 ans et des tout-petits qui ne fréquentent pas les CPE ou services de garde. »

2.2.5. Gouvernance

En 2017, Duberger–Les Saules avait une table intersectorielle en petite enfance. Selon Marianne [L], 2017 marque la fin de la présence d'une agente de mobilisation et de participation spécifiquement pour les familles d'enfants de 0-5 ans (son mandat s'étant élargi à toutes les familles). Cette personne était « une pierre angulaire de la mobilisation des parents 0-5 ans dans le secteur ». Son rôle comptait notamment celui de la mobilisation des parents, le référencement vers les ressources appropriées et l'accompagnement individualisé, notamment des mères. Un défi particulier se présentait dans la participation des pères selon Juliette [I] et Vanessa [I].

En outre, les agent-es de milieu, étant sur le terrain, entretenaient un lien privilégié avec les familles, leur permettant d'exprimer les préoccupations des parents à la Table de concertation avec crédibilité aux yeux des partenaires. Colette [L] évoque aussi la présence, sur le territoire, de deux organismes régionaux qui portaient largement les préoccupations des parents. Elle souligne aussi que dans son milieu de travail communautaire, les parents avaient la parole, notamment par le biais d'un conseil d'administration constitué de sept parents utilisateurs.

Les alliances de partenaires sont nommées comme étant une force par Marianne [L]. Isabelle [L] renchérit en expliquant la collaboration qui était présente autour du financement SIPPE : « C'est un

montant d'argent récurrent qui vient de la Santé publique qui se propose de préparer des environnements favorables pour les enfants 0-5 ans et leurs parents. » Elle ajoute que la collaboration des partenaires du quartier pour déposer des projets concertés était exceptionnelle en 2017 : « Les organismes qui se sentent interpellés vont s'asseoir ensemble pour construire un projet ensemble et tout le monde va mettre la main à la pâte pour, dans le fond, que les 0-5 ans et leurs parents puissent vraiment bénéficier, là, concrètement de ces sous-là pour des projets, là. Ce n'est pas l'organisme qui dépose un projet, l'autre organisme qui dépose un projet, pis qui va gagner le plus gros montant d'argent, là. C'est vraiment intéressant pour ça dans le quartier. » Selon Isabelle [L], les organismes communautaires avaient un grand impact, car le quartier a « les bonnes personnes aux bonnes places », des personnes qui avaient « Duberger–Les Saules tatoué sur le cœur ». Colette [L] évoque que « la collaboration, c'est la force de [c]e milieu [...] depuis des années, on travaille ensemble parce qu'on a vraiment à cœur le mieux-être de notre communauté [...] ».

Colette [L] affirme : « On est très à l'écoute des besoins des familles, on les questionne souvent. [...] C'est dur de mobiliser. Les familles, elles ne bougent pas n'importe comment. » Elle ajoute : « On fait des sondages, on passe par les intervenants. [pause] On ne se gêne pas quand on a besoin [...] de se mettre en mode [pour] les rejoindre. [...] les stratégies, on les connaît pis on est bons là-dedans, là. Ça fonctionne bien. On utilise bien des trucs et astuces [rires]. » Isabelle [L] soutient en effet que « dans le quartier aussi, il y a comme une culture de sondages, de questionner [...] sur leurs besoins ». De plus, selon Juliette [I], « il y a quand même pas mal de consultation citoyenne ». Toutefois, la capacité à rejoindre les familles est limitée. Selon elle, « il faut que les parents veuillent bien nommer ce que [sont] leurs désirs et leurs besoins pis il faut qu'ils aillent [...] à la recherche des instances qui sont là pour les écouter, que ce soit [par exemple] le conseil de quartier [...] ». La circulation de l'information demeurait un défi, mais pour Juliette [I], il y a « une volonté de mobilisation citoyenne dans le secteur [...] d'aller vers les parents pis de les impliquer dans différents projets, de voir ce qu'ils avaient envie [...] on travaillait beaucoup avec eux ». Certaines initiatives en sont nées, comme la « Brigade citoyenne », pour accueillir dans le secteur les personnes nouvellement arrivées ou les initiatives d'entraide pour la garde d'enfants.

Enfin, Marianne [L] souligne que tous les paliers de pouvoir, du municipal au provincial, étaient considérés pour faire avancer les demandes des familles. Évoquant les projets innovants déployés comme l'achat d'un minibus communautaire ou les sorties au théâtre pour les tout-petits, Isabelle [L] souligne que « la Table [de concertation], ses revendications, ses financements ont su amener une crédibilité pis ont su

amener une écoute des élus municipaux pis peut-être même au niveau de la mairie pis de grands bailleurs de fonds ».

2.3. Limoilou

- Le quartier Limoilou est un milieu urbain regroupant trois secteurs : Lairet, Maizerets et Vieux-Limoilou.
- Limoilou est l'un des territoires dans la région de la Capitale-Nationale ayant eu une augmentation de sa proportion d'enfants à la maternelle vulnérables dans au moins un domaine de développement entre 2012 et 2017 (35 % en 2012 et 40 % en 2017).

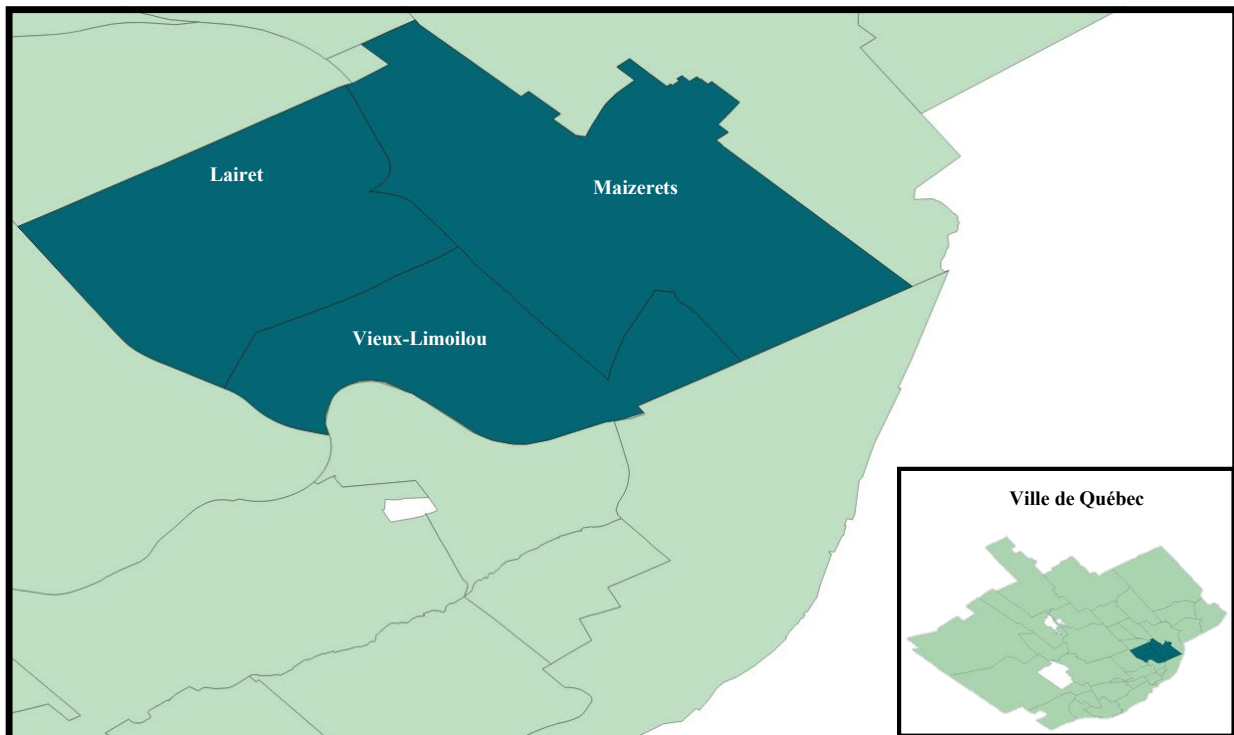


Figure 7. Limoilou

Le quartier Limoilou a une superficie de 9,85 km². En 2016, il comptait une population d'environ 45 500 habitant·es regroupé·es dans un peu plus de 26 900 logements. Au total, 4,75 % de la population était âgée de 5 ans et moins. Les répondant·es sont unanimes : Limoilou est décrit comme un quartier à trois visages : Lairet, Maizerets et Vieux-Limoilou. Alors que le sentiment d'appartenance au quartier et la fierté d'y habiter, dit « Limoilove », étaient très forts dans le Vieux-Limoilou, ils étaient moins évidents pour Lairet selon Frédérique [I] et Sébastien [I], alors que Maizerets se développe rapidement. Décrit par

Pierre-Luc [L] comme un très beau territoire, Limoilou avait, selon lui, beaucoup plus de potentiel à développer. Limoilou est l'un des territoires dans la région de la Capitale-Nationale ayant la plus haute proportion d'enfants à la maternelle vulnérables dans au moins un domaine de développement en 2012 (35 %) et en 2017 (40 %).

2.3.1. Environnement physique

En 2017, le quartier Limoilou avait une densité de logement de 2732 logements par kilomètre carré et une densité de population de 4619 personnes par kilomètre carré. Pierre-Luc [L] explique que dans Limoilou, les logements étaient d'anciens loyers d'ouvriers, donc petits et compacts, ce que soutient Frédérique [I]. Les appartements avec des entrées extérieures ou des escaliers en colimaçon compliqueraient les sorties des familles, en particulier pendant la période hivernale et pour ceux et celles qui habitent aux étages supérieurs.

En 2017, 67,09 % des ménages étaient locataires alors que les autres étaient propriétaires. La proportion de propriétaires était légèrement plus faible (29,41 %) chez les familles avec enfant(s). Près de la moitié (47,52 %) des logements avaient été construits avant les années 1960 et 2,94 % des familles vivaient dans un logement qui nécessitait des réparations majeures. Cette proportion était similaire chez les familles avec enfant(s) (2,39 %). Moins de 1 % des familles vivaient dans un logement de taille insuffisante; cette proportion était légèrement supérieure (1,25 %) chez les familles avec enfant(s). Pierre-Luc [L] avance l'enjeu de la rareté des grands logements dans Limoilou; pour les familles nombreuses, se loger n'était donc pas toujours aisé, car le coût des loyers était élevé. Selon lui, mises à part les habitations à loyers modiques (HLM), qui pouvaient offrir quelques grands logements (pour des familles répondant à des critères de sélection), il y en avait très peu. En 2017, le coût médian mensuel de location d'un logement dans Limoilou était de 678,71 \$ alors que la valeur médiane d'un logement était de 192 198 \$. Plus du quart des ménages (28,88 %) consacrait plus de 30 % de leur revenu aux frais du logement. La proximité des services (p. ex. épicerie, arrêt d'autobus et parc), leur densité (c.-à-d. un certain nombre dans un rayon donné) et leur variété (c.-à-d. plusieurs types dans un rayon donné) sont relativement faibles pour un quartier urbain.

Sébastien [I] souligne la proximité de tous les services à pied dans le Vieux-Limoilou plus particulièrement, alors que Lairet et Maizerets ne présentaient pas aussi distinctement cette force, ce qui engendrait des défis d'accès pour les jeunes familles. Limoilou présentait de bons indices de marchabilité

et de transport à vélo. Des enjeux de sécurité, notamment à vélo, demeuraient pour les enfants, alors que des accidents ont été rapportés près de l'école primaire. De plus, un indice d'accès au transport en commun indiquait la présence de plusieurs options disponibles à proximité dans le quartier. En 2017, 12,50 % de la population rapportait la marche comme principal mode de transport et 25,38 %, le transport en commun. Frédérique [I] ajoute qu'avant 2017, le Réseau de Transport de la Capitale (RTC) avait fait une consultation pour bonifier l'accessibilité, entre autres, pour les familles (poussettes, tout-petits dans l'autobus, etc.). Ajoutons que Limoilou présentait de grandes artères et des rues à haute vitesse qui seraient inquiétantes pour les familles.

En 2017, Limoilou avait un indice de végétation par différence normalisée (NVDI) indiquant la présence d'un assez faible couvert végétal sur le territoire (NVDI moyen = 0,30), quoique modéré sur le circuit routier (NVDI moyen = 0,41), ce qui suggère la présence de rues et de ruelles vertes. Selon Pierre-Luc [L] et Cynthia [I], la canopée était agréable dans Limoilou, sans toutefois être suffisante partout. « On a probablement les deux plus beaux parcs dans le secteur de Limoilou, qui est le domaine Maizerets [...] Pis il y a le parc Victoria [...] qui est de l'autre côté [...] » (Martin [L]). La présence et la distribution des parcs étaient généralement vues comme une force du quartier.

Du point de vue des participant-es, il serait impossible de passer sous silence les enjeux de pollution pour ce quartier, notamment les épisodes de poussières rouges, les émanations de l'incinérateur et d'autres pollutions (sonores et aériennes) émanant du secteur industriel et du réseau ferroviaire. Certains, comme Martin [L] et Pierre-Luc [L], s'inquiètent des effets de ces contaminants sur la santé des tout-petits.

2.3.2. Environnement social

Frédérique [I] soutient que les familles trouvaient que le quartier devenait de plus en plus accueillant en 2017. Sur le plan démographique, 20,80 % des ménages incluaient au moins un enfant, dont 11,87 % comptaient trois enfants ou plus. Au total, 17,59 % de la population du quartier était immigrante de première ou deuxième génération (19,29 %¹⁰ chez les familles avec enfants âgés de 5 ans et moins) et 3,93 % était réfugiée. Près du tiers des résident-es du quartier (61,61 %) parlaient uniquement le français alors que moins de 1 % (0,94 %) ne parlait ni le français ni l'anglais.

¹⁰ Notons que les marges d'erreur sont plus élevées pour ces indicateurs et donc que la fiabilité est moindre.

Les participant·es évoquent régulièrement les familles immigrantes au cours des entretiens. Notamment, Cynthia [I] mentionne, à titre d'exemple, qu'elle accueillait au sein de son CPE de Limoilou des enfants de plus d'une vingtaine de pays différents en 2017. Frédérique [I] soutient que le haut taux d'immigration dans le quartier a eu un effet sur les services de garde éducatifs et les écoles, qui devenaient très multiethniques. Pierre-Luc [L] ajoute que cela demandait des interventions adaptées, par exemple en organisation communautaire, pour faciliter l'acquisition de la langue pour ces familles aux origines variées ainsi que leur adaptation au fonctionnement du nouveau milieu de vie.

Sur le plan de la mobilité résidentielle, 16,48 % des familles du quartier déménageaient chaque année; cette proportion était de 50,32 % sur une période de 5 ans. Pour les familles avec enfant(s), 13,79 % déménageaient chaque année; cette proportion était de 52,11 % sur un intervalle de 5 ans. Il semble, selon Sébastien [I], que Limoilou est un milieu de transit davantage pour les familles : elles y resteraient quelques années avant de s'établir ailleurs. Pierre-Luc [L] avance que la hausse des loyers aurait un effet sur la stabilité des ménages.

Par ailleurs, les données des services de la protection de la jeunesse révèlent qu'en 2017, le taux d'enfants âgés de 5 ans et moins ayant fait l'objet d'un signalement était de 115,3 enfants pour 1000. Le taux d'enfants de 5 ans et moins dont le signalement avait été retenu pour une évaluation approfondie était quant à lui de 69,4 enfants pour 1000 enfants, ce qui est environ 4 fois et demie plus élevé (16 enfants) que la moyenne provinciale rapportée par l'Étude d'incidence québécoise sur les situations évaluées en protection de la jeunesse (Hélie et al., 2017). Enfin, le taux d'enfants pour qui les faits étaient jugés fondés à la suite de l'évaluation approfondie était de 45,4 enfants pour 1000 enfants, ce qui est environ 3 fois et demie plus élevé (12,40 enfants) que la moyenne provinciale en 2014 (Hélie et al., 2017).

2.3.3. Contexte socio-économique

En 2017, le revenu médian des familles avec enfant(s) était de 63 645 \$. Plus du quart (26,61 %) de la population du quartier vivait sous le seuil du faible revenu. Cette proportion était similaire (25,28 %) chez les familles avec enfant(s) âgé(s) de 5 ans et moins. L'indice de défavorisation sociale (IDS) était élevé (c.-à-d. cinquième quintile), révélant une défavorisation quant à la force du réseau social. L'indice de défavorisation matérielle (IDM) était aussi élevé (c.-à-d. cinquième quintile), indiquant une défavorisation concernant le bien-être matériel (accès aux biens et aux commodités). Les témoignages de Cynthia [I] et de Frédérique [I] révèlent une hétérogénéité dans les caractéristiques démographiques de la population,

dont le revenu, dans un même secteur de Limoilou. Par ailleurs, le secteur Bardy/St-Pie X est décrit par tous·tes comme un milieu défavorisé et relativement enclavé où résidaient un grand nombre de familles de tout-petits, mais où on offrait en hyperproximité des services de soutien à la famille.

En 2017, le tiers (32,74 %) des familles d'enfant(s) âgé(s) de 5 ans et moins comptaient au moins un parent aux études à temps plein ou à temps partiel. Sur le plan de la scolarisation, 13,74 % de la population âgée de 25 à 64 ans n'avait aucun diplôme, 18,19 % détenaient un diplôme d'études secondaires et 68,14 % détenaient un diplôme d'études postsecondaires (24,35 % avaient un diplôme universitaire). Près des deux tiers de la population âgée de 15 ans et plus (62,84 %) exerçaient un emploi alors que l'autre tiers (37,23 %) constituait la population inactive. Notons que 19,28 % de la population du quartier était âgée de 65 ans et plus en 2017. Le taux de chômage était de 4,58 % et près d'une famille sur quatre était en situation de monoparentalité (23,74 %). Parmi elles, les trois quarts des parents étaient de sexe féminin.

Un grand embourgeoisement a été observé dans Limoilou entre 2006 et 2016. En effet, le coût d'habitation ainsi que la proportion de la population ayant fait des études universitaires ont augmenté à un rythme très élevé pendant cette période. Entre 2006 et 2016, ce serait 59,31 % des ménages du quartier qui se seraient embourgeoisés et 24,72 % qui se seraient plus intensément embourgeoisés (c.-à-d. que la valeur des loyers et des logements a augmenté au-delà du 75^e rang centile de la Ville de Québec). Martin [L] souligne que Limoilou s'est beaucoup transformé, en particulier le Vieux-Limoilou, qui fut le théâtre d'un embourgeoisement avec l'achat d'immeubles d'habitation par des gens mieux nantis. Néanmoins, selon lui, le quartier dans son ensemble demeurait composé d'une bonne proportion de HLM, de coopératives et d'OBNL d'habitations, ce que soutient aussi Frédérique [I].

Des participant·es évoquent cet embourgeoisement comme un phénomène à double tranchant. Notamment, Pierre-Luc [L] nomme les tensions liées à la mixité sociale dans le quartier. Toutefois, « la force de la mixité, c'est l'entraide » (Martin [L]). De son côté, Pierre-Luc [L] voit comme une force « la venue des nouvelles familles plus fortunées, plus éduquées, plus faciles à mobiliser, qui ont plus de pouvoir d'influence ». Pierre-Luc [L] met cependant en garde face à une inclusivité qui pouvait s'avérer limitée : « [Les] gens qui s'en vont habiter Limoilou se disent socialement inclusifs [...] tant que ça ne vient pas t'affecter personnellement ou mettre à risque ta famille [...], on voit que rapidement, l'inclusion sociale, ça peut prendre le bord. » Il considère tout de même comme positif le fait que des familles plus engagées, « pleinement conscientes de la mixité », viennent investir le quartier, verdir les ruelles, etc.

Même si cela ne répond pas pour autant aux besoins des familles moins favorisées, ces actions participent à bonifier l'environnement du quartier. Martin [L] souligne aussi que les commerces de 2017 n'étaient pas nécessairement pensés pour les gens à plus faible revenu (p. ex. les restaurants dits bistrologiques), ce qui résultait selon lui de la dynamique d'embourgeoisement. Pierre-Luc [L] tient des propos similaires : « Quand toi t'es peut-être moins scolarisé [...] pis là tu te sens moins incluse dans la société [...] ne serait-ce que par la présence des nouveaux commerces dans Limoilou. Les épiceries fines, c'est ben, ben cool là pour quelqu'un qui a du bon revenu [...], mais pour quelqu'un qui est dans Limoilou pis qui a des revenus modestes [...] c'est un commerce de moins pour elle. Les biens et services plus dispendieux qui répondent plus [aux besoins des plus nantis] [...] ça crée une pression à la hausse, là, dans le quartier. »

2.3.4. Services

Limoilou présentait de relativement bons indices de proximité aux services (p. ex. de santé, sociaux, éducatifs, culturels et de loisirs). Toutefois, Pierre-Luc [L] affirme qu'il n'y avait pas énormément de services de santé de proximité dans Limoilou, ce que Martin [L] appuie, soulignant qu'un CLSC de proximité permettaient une meilleure offre, notamment pour les jeunes familles hésitantes à traverser certaines grandes artères.

Les témoignages révèlent que des organisations telles que l'École de cirque de Québec et le minibus 1, 2, 3 GO ! proposaient une offre très riche pour les plus petit-es; elles se déplaçaient là où les enfants étaient pour les faire bouger et socialiser. De plus, en 2017, la vie culturelle apparaissait foisonnante dans le quartier, en particulier dans le Vieux-Limoilou. Sébastien [I] nomme la présence d'une bibliothèque par secteur de Limoilou, mais Martin [L] mentionne que Lairet était moins bien desservi.

Pour Cynthia [I], « la force, c'est vraiment les organismes, les offres de services aux familles. Il y en a beaucoup, c'est diversifié ». Pour sa part, Sébastien [I] mentionne que la force de Limoilou, « c'est sa diversité ». « [...] Il y a une excellente offre de services, de façon générale [...] autant au niveau de la nature, qui est à proximité, que du côté plus urbain. Les écoles de proximité, les services de garde de proximité, les organismes communautaires de proximité, tout ça est très intéressant pis je pense que c'est une force pour les familles qui peuvent être comme en milieu urbain, mais sans être comme en ville dans un secteur qui est [...] moins accueillant pour la famille, là. Je pense que Limoilou offre vraiment ça, là. C'est sa grande force » (Sébastien [I]).

De plus, Pierre-Luc [L] pense que la qualité et l'expertise étaient présentes dans les services de garde éducatifs du quartier, les intervenantes ayant une bonne connaissance des résident-es et de leurs besoins. Or, l'accessibilité à un service de garde éducatif subventionné est assez faible, ce qu'appuient les participant-es. En 2017, il y avait 31 places en garderies subventionnées et en CPE pour 100 enfants de 5 ans et moins. L'un des enjeux, selon Martin, était l'attribution de places à des enfants d'autres quartiers, mais dont les parents travaillaient dans le quartier.

Sébastien [I] mentionne que la Santé publique identifie certains secteurs comme des déserts alimentaires, c'est-à-dire un secteur du quartier Lairet (communauté locale Lairet Nord-Ouest) et un secteur du quartier Maizerets (communauté locale Saint-Pascal et communauté locale Maizerets-Sud)¹¹. Frédérique [I] évoque le grand nombre d'enfants qui se présentaient en service de garde éducatif ou à l'école sans avoir déjeuné. Il ajoute toutefois qu'un petit marché à vélo avait été mis en place dans le quartier Limoilou pour distribuer des fruits et des légumes frais et abordables aux familles dans des points de chute stratégiques.

2.3.5. Gouvernance

En 2017, dans Limoilou, était présente une table intersectorielle en petite enfance. Pierre-Luc [L], dans un témoignage reflétant aussi l'avis des autres leaders interrogés, mentionne qu'il y avait peu de partenaires qui faisaient « cavalier seul ». C'est un quartier qui agissait dans une optique collaborative pour s'améliorer; on y observait une volonté commune d'agir ensemble.

Cette instance, selon toutes les personnes participantes, exerçait une influence positive sur les jeunes familles dans le quartier. Elle avait pour rôle de mobiliser les acteurs et actrices afin de mettre en place des actions communes pour les familles. Sébastien [I] explique qu'elle proposait beaucoup d'événements pour les jeunes familles et qu'elle participait à unifier l'esprit de quartier. Pierre-Luc [L] mentionne qu'il s'agissait d'un leader en petite enfance dans Limoilou. Sébastien [I] précise que cette instance endossait un rôle de leader, ce qui permettait de tisser des liens entre les organismes, de créer des partenariats afin d'éviter le « repli sur leur propre mission ». Martin [L] avance que le rôle de leader

¹¹ Équipe Pauvreté/Développement social et des communautés. Iniquités d'accès géographique aux aliments sains et nutritifs dans les zones de défavorisation de la région de la Capitale-Nationale : le point sur les déserts alimentaires, Direction régionale de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, 2014, 40 p.

en petite enfance consiste à mettre en place des actions qui soutiendront à la fois le développement des bambins, mais qui, surtout, lanceront un message très clair : la petite enfance, c'est important !

Sébastien [I] appuie l'opinion de Cynthia [I] : les leaders dans le quartier étaient ultimement ceux qui portaient les services aux familles, donc les organismes communautaires. Selon Frédérique [I], les organisations démontraient une belle mobilisation et des perspectives innovantes. Par exemple, Pierre-Luc [L] soutient que les leaders positifs du quartier présentaient des talents de réseautage et d'implication dans les projets en petite enfance. Il ajoute que les CPE du secteur étaient impliqués et avaient à cœur la question de la petite enfance.

Les parents du quartier étaient consultés régulièrement, selon Sébastien [I]. Frédérique [I] ajoute que les leaders des projets du quartier tentaient d'inclure le plus possible les parents sur les comités afin de leur donner une voix et pour que les projets évoluent selon leurs intérêts et leurs décisions. En complément, Martin [L] mentionne qu'en 2017, il y avait beaucoup de lieux de prise de parole et de gouvernance pour les parents (p. ex. les conseils d'établissement des écoles, les conseils d'administration des centres de la petite enfance, qui sont gérés par des parents). À titre d'exemple de participation citoyenne des jeunes parents, Pierre-Luc [L] mentionne la participation des parents d'enfants de 0-5 ans dans une démarche d'identification des besoins des jeunes familles en matière de scolarisation, les mobilisant envers le « Lab-École Québec ». En outre, Sébastien [I] mentionne un organisme qui proposait des activités dans le milieu de vie des familles de l'un des vastes HLM du quartier afin de rejoindre les parents et de leur redonner du pouvoir d'agir. Cynthia [I] et Martin [L] expliquent que la mobilisation des parents permettait vraiment de faire progresser les projets. Toutefois, Martin [L] expose le défi de l'implication dans la vie communautaire par les parents aux horaires occupés. Également, Sébastien [I] mentionne qu'en 2017, il n'y avait pas de « voix attirée pour les 0-5 ans », qui étaient alors souvent oubliés.

Concernant les logiques de coordination des instances, Cynthia [I] explique que les partenaires travaillaient ensemble à créer des tables visant la concertation, la discussion et la mise en action de projets. Par exemple, appuyée par les propos de Pierre-Luc [L], Cynthia [I] explique que dans le secteur des HLM St-Pie X a été créée une table « terrain » qui regroupait tous les partenaires de St-Pie X. Tous les acteurs et actrices qui œuvraient au sein de la population des appartements St-Pie X se rencontraient régulièrement pour identifier les dynamiques particulières, les problématiques spécifiques, s'il y avait des familles ou des personnes qui avaient des besoins particuliers. Le tout était alors discuté dans une visée

constructive afin de tenter de résoudre les difficultés en concertation. Cynthia [I] soutient que cette table aidait beaucoup le quartier. En effet, elle mentionne avoir vu, *a posteriori*, beaucoup moins de violences diverses et de grabuge. Pour Frédérique [I], un défi important résidait dans la pérennisation des actions et des concertations. Mais il demeure que, dans Limoilou, il y a « une volonté commune d’agir ensemble pour créer un environnement plus sain pour la famille » (Pierre-Luc [L]). Enfin, Pierre-Luc [L] explique aussi que les centres de loisirs sont des acteurs à ne pas oublier dans les concertations; certains développent des réponses adaptées aux besoins des familles et peuvent aussi participer à des concertations dans le milieu.

2.4. Vanier

- Le quartier Vanier est un milieu semi-urbain.
- Vanier est l’un des territoires dans la région de la Capitale-Nationale ayant eu une augmentation de sa proportion d’enfants à la maternelle vulnérables dans au moins un domaine de développement entre 2012 et 2017 (46 % en 2012 et 51 % en 2017).

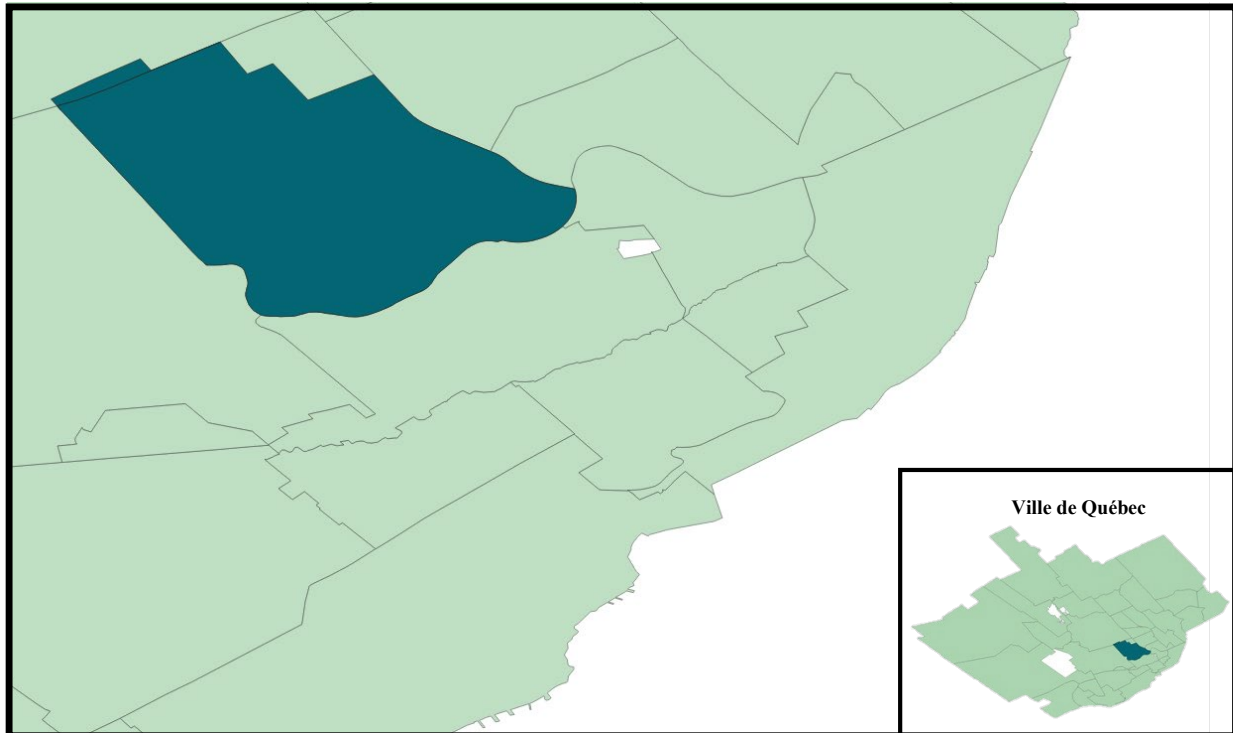


Figure 8. Vanier

Le quartier Vanier présente une superficie de 5,86 km². En 2017, il comptait une population d'environ 13 026 habitant-es regroupé-es dans un peu plus de 6 963 logements. Au total, 3,76 % de la population était âgée de 5 ans et moins. Selon Caroline [I], Fabien [L] et Clémence [L], Vanier est un quartier enclavé, bordé de rues très passantes et d'autres limites physiques (p. ex. chemin de fer). De plus, le quartier, que Clémence [L] qualifie de « central, mais un peu décentré », présente un parc industriel. Vanier est le territoire dans la région de la Capitale-Nationale ayant la plus haute proportion d'enfants à la maternelle vulnérables dans au moins un domaine de développement relativement en 2012 (46 %) et en 2017 (51 %).

Selon Fabien [L], Vanier présentait un beau potentiel de développement général : « Tout est tellement à faire [dans Vanier] que ça devient un beau terrain de jeu [...]. Le terrain est comme un peu vierge pis il [n']a tellement pas d'allure que tout est à faire, donc ça nous donne de belles possibilités. » Selon ce dernier, Vanier, c'est un « village gaulois qui fait à sa tête, mais qui est aussi créatif pis novateur ».

2.4.1. Environnement physique

En 2017, le quartier Vanier avait une densité de logement de 1188 logements par kilomètre carré et une densité de population de 2223 personnes par kilomètre carré; 58,40 % des ménages étaient

locataires alors que les autres étaient propriétaires. La proportion de propriétaires était plus faible (32,99 %) chez les familles avec enfant(s). Clémence [L] dit qu'au nord du quartier, il y avait une zone plus favorisée de maisons unifamiliales et, ailleurs, les gens habitaient davantage des logements. Près du quart (23,03 %) des logements avait été construit avant les années 1960 et 2,35 % des familles vivaient dans un logement qui nécessitait des réparations majeures. Cette proportion était similaire chez les familles avec enfant(s) (2,04 %). Sonia [I] indique que des logements étaient désuets et peu salubres, amenant des démarches de défense des droits des locataires. Elle évoque que, selon elle, ces logements étaient offerts à des personnes immigrantes qui se plaindraient peu, arrivant de pires milieux (p. ex. camps de réfugiés).

Au total, 2,51 % des familles vivaient dans un logement de taille insuffisante; cette proportion était supérieure (4,08 %) chez les familles avec enfant(s). Rachel [I] évoque de « sérieux » problèmes de salubrité dans certains blocs à haute densité qui vivaient des enjeux récurrents de vermines (p. ex. punaises de lit), ayant des effets délétères sur les tout-petits (p. ex. démangeaisons, problèmes de sommeil). Caroline [I] relate : « [...] On a eu des enfants qui ont eu des punaises pendant je dirais un bon trois ans qui n'ont pas été capables de s'en sortir [...] malgré toute l'aide. »

En 2017, le coût médian mensuel de location d'un logement dans Vanier était de 607,17 \$ alors que la valeur médiane d'un logement était de 92 271 \$. Plus du quart des ménages (27,84 %) consacraient plus de 30 % de leur revenu aux frais du logement. Rachel [I] évoque qu'en 2017, les logements dans le quartier étaient les moins chers de la Ville de Québec; cela participait donc selon elle à une plus grande concentration de personnes d'immigration récemment arrivées.

La proximité des services (p. ex. épicerie, arrêt d'autobus et parc), leur densité (c.-à-d. le nombre dans un rayon donné) et leur variété (c.-à-d. différents types dans un rayon donné) sont relativement élevées. Annabelle [L] mentionne la présence de plusieurs artères commerciales; il y avait donc, selon elle, un bon accès aux épiceries, notamment. Vanier présentait aussi un relativement bon indice de marchabilité, suggérant que certaines commodités, mais pas toutes, pouvaient être accessibles à la marche. Sonia [I] indique cependant que les rues n'étaient pas très « *family-friendly* ». En effet, elle explique que les véhicules roulaient très vite en 2017 et que c'est encore le cas. Annabelle [L] et Clémence [L] s'entendent pour dire qu'un des principaux enjeux des déplacements concernait les lieux de traversée sécuritaire, notamment en raison de la voie ferrée traversant le quartier. Clémence [L] mentionne l'apport de brigadières et de passerelles piétonnes par-dessus la voie ferrée. Elle ajoute que de ne pas avoir de voiture faisait en sorte que certains devaient faire un grand détour pour avoir accès

aux centres commerciaux. Fabien [L] explique que cela ajoutait aussi à cette impression que le quartier n'a pas été pensé pour être habité par les gens, mais pour être un lieu de transit pour le transport. Par ailleurs, l'indice de transport à vélo suggérait que la plupart des déplacements pouvaient être faits à vélo et l'indice d'accès au transport en commun indiquait la présence de quelques options de mobilité disponibles à proximité pour les ménages du quartier. En 2017, 10,29 % de la population rapportait, comme principal mode de transport, le transport à pied et 15,62 %, le transport en commun. Ne pas posséder de voiture et travailler à l'extérieur de Vanier était très difficile selon Fabien [L], notamment parce que les trajets d'autobus étaient longs et segmentés (en mode « *run de lait* », dit-il) ou que les secteurs étaient mal desservis, ce que Sonia [I] et Caroline [I] appuient, d'autant plus avec des tout-petits.

En 2017, Vanier avait un indice de végétation par différence normalisée (NVDI) indiquant la présence d'un assez faible couvert végétal sur le territoire (NVDI moyen = 0,31) et sur le circuit routier (NVDI moyen = 0,35). Fabien [L] explique qu'un projet de ruelle verte portée avec les citoyen·nes a été tenté, mais a posé de gros défis, car ladite ruelle était entourée de bitume. Il s'agissait donc d'un lieu extrêmement chaud pour les travaux de verdissement, qui ont mené à un projet moins positif que prévu. De plus, Annabelle [L] se range du côté de Fabien [L] en disant que Vanier n'était pas le quartier le plus garni en arbres ni en parcs ou espaces verts suffisamment étendus (à l'exception des terrains vagues d'Hydro-Québec qui font office de plus grands espaces verts du quartier). Les parcs du territoire, très petits selon Fabien [L], sont à proximité des lieux d'habitation. Rachel soutient que les parcs présentaient une sécurité relative en raison des rues à haute vitesse que les enfants devaient traverser pour y accéder, ce que confirment Caroline [I] et Fabien [L].

2.4.2. Environnement social

En 2017, 22,31 % des ménages incluaient au moins un enfant; 12,50 % de ces ménages comptaient trois enfants ou plus. Au total, 17,50 % de la population du quartier était immigrante de première ou deuxième génération (29,03 %¹² était immigrante chez les familles avec enfant(s) âgé(s) de 5 ans et moins) et 6,18 % des familles étaient réfugiées. Les trois quarts des résident·es du quartier (73,69 %) parlaient uniquement le français alors que 1,51 % ne parlait ni le français ni l'anglais. Caroline [I] explique qu'offrir des services aux enfants de familles immigrantes présentait des défis : « [...] Les enfants issus de l'immigration [...] ont eu certaines difficultés en très bas âge, donc [...] le travail est fait auprès d'eux [...]

¹² Notons que les marges d'erreur sont plus élevées pour ces indicateurs et, donc, que la fiabilité est moindre.

de développer toute cette autorégulation-là par le jeu, par des activités qui vont être planifiées avec les éducatrices de groupe [...] [ainsi que l'apprentissage du] français. C'était très difficile parce que [...] [les enfants] ne sont pas capables de s'exprimer, ils ne sont pas capables de nous dire ce qu'ils veulent, de nous dire ce qui ne va pas. »

Le secteur traversé par la courte avenue Claude-Martin a été décrit par la totalité des participant-es comme un secteur ayant un environnement social distinct des autres; très familial, il accueillait une forte concentration de familles immigrantes. Selon Fabien [L], il y avait un ensemble d'immeubles locatifs privés qui totalisaient approximativement 300 portes. À partir des années 1990, plusieurs familles réfugiées se seraient installées dans ce secteur, si bien qu'on en est venu à le nommer « La Petite Colombie », « Le Petit Népal », « La Petite Afrique » ou encore « Le Petit Bhoutan », selon les vagues de réfugié-es qui changeaient aux quatre à cinq ans selon Fabien [L] et Annabelle [L]. Les participant-es nomment aussi le secteur « Place de la Rive », qui fut autrefois le théâtre de certaines querelles liées à des « guerres de gangs » selon Annabelle [L]. Des interventions policières et sociales ont dû avoir lieu en 2017 pour ouvrir le dialogue et limiter la polarisation, des éléments nommés par tous-tes les participant-es. Rachel [I] explique, à l'instar de Sonia [I], que les enjeux de racisme dans Vanier n'opposaient pas seulement des Québécois-es aux autres communautés culturelles, mais aussi les communautés culturelles entre elles : « Il y avait vraiment du racisme [...] autant entre différents immigrants [...] Pis aussi de Québécois envers [...] [des] gens de différentes origines, peu importe le pays. » (Sonia [I])

Sur le plan de la mobilité résidentielle, 10,83 % des familles du quartier déménageaient chaque année; cette proportion était de 39,56 % sur une période de cinq ans. Pour les familles avec enfant(s), 11,90 % déménageaient chaque année; cette proportion était de 49,66 % sur un intervalle de cinq ans. Caroline [I] évoque la présence de familles vaniéroises qui sont ancrées dans le quartier depuis plusieurs générations, dont des familles en situation de vulnérabilité. Annabelle [L] souligne toutefois que le réseau social de ces familles enracinées était très développé, apportant soutien et solidarité dans le quartier : « Vanier, c'est un quartier très familial [...] c'est de génération en génération que les gens demeurent là. [...] Le soutien qui peut être apporté est quand même présent dans ce milieu-là parce que les grands-parents ne sont pas loin, parce que l'environnement des gens est connu dans le sens que, souvent, [ce sont] des personnes qui ont grandi dans le milieu, donc leur réseau social/tissu social est quand même important. » À l'unanimité, il est nommé que le sentiment d'appartenance des familles était assez fort

(Fabien [L] évoque le « Vanier, à la vie, à la mort. » d'une partie de la population), quoique ce n'était pas autant le cas chez les familles immigrantes ou chez les jeunes familles qui vivaient Vanier comme un tremplin ou un lieu de transition.

Par ailleurs, les données des services de la protection de la jeunesse révèlent qu'en 2017, le taux d'enfants âgés de 5 ans et moins ayant fait l'objet d'un signalement était de 185,7 enfants pour 1000 enfants dans le quartier. Puis, le taux d'enfants de 5 ans et moins dont le signalement avait été retenu pour une évaluation approfondie était de 124,5 enfants pour 1000 enfants, ce qui est 7 fois et demie plus élevé que la moyenne provinciale (16 enfants) rapportée par l'Étude d'incidence québécoise sur les situations évaluées en protection de la jeunesse (Hélie et al., 2017). Enfin, le taux d'enfants pour qui les faits étaient jugés fondés à la suite de l'évaluation approfondie était de 79,6 enfants pour 1000 enfants, ce qui est environ 6 fois et demie plus élevé que la moyenne provinciale (12,40 enfants) en 2014 (Hélie et al., 2017). Fabien [L] et ses collègues, par le biais de l'intervention de proximité, ont fait le constat, en 2017, qu'il y avait de la violence verbale dans les familles. Rachel [I] nomme la sensibilisation aux pratiques éducatives comme un enjeu et indique que des problématiques ayant découlé de signalements à la DPJ auraient soulevé la grogne de la communauté. De son point de vue d'intervenante, Caroline [I] renchérit sur les défis ayant trait à l'adoption de « saines habitudes de vie » dans de nombreuses familles.

2.4.3. Contexte socio-économique

Le revenu médian des familles avec enfant(s) du quartier était de 64 200 \$. Le quart (25,16 %) de la population vivait sous le seuil du faible revenu. Cette proportion était plus élevée (30,77 %) chez les familles avec enfant(s) âgé(s) de 5 ans et moins. L'IDS était modérément élevé (c.-à-d. quatrième quintile), révélant une défavorisation relative quant à la force du réseau social. L>IDM était élevé (c.-à-d. cinquième quintile), indiquant une défavorisation en ce qui concerne le bien-être matériel (accès aux biens et aux commodités). En 2017, 20,43 % des familles d'enfant(s) âgé(s) de 5 ans et moins comptaient au moins un parent aux études à temps plein ou à temps partiel. Concernant la scolarisation de la population âgée de 25 à 64 ans, 20,52 % des personnes n'avaient aucun diplôme, 21,90 % détenaient un diplôme d'études secondaires et 56,76 % détenaient un diplôme d'études postsecondaires (14,07 % avaient un diplôme universitaire). La totalité des participant-es considère que les conditions socio-économiques de Vanier représentaient en soi un défi. Vanier était un quartier « où les conditions de défavorisation matérielle et sociale sont vraiment importantes », où le « taux de scolarisation est vraiment peu élevé » (Clémence [L]).

En 2017, un peu plus de la moitié de la population âgée de 15 ans et plus (55,76 %) exerçait un emploi alors que l'autre moitié constituait la population inactive. Notons que 28,30 % de la population du quartier était âgée de 65 ans et plus. Clémence [L] dit que c'est une population qui était alors vieillissante. Le taux de chômage était de 3,53 %. Rachel [I] a remarqué que de moins en moins de familles bénéficiaient de l'aide sociale et travaillaient dorénavant. Cependant, elle et Sonia [I] soulignent qu'il s'agissait de familles qui avaient de grands besoins, qui avaient les mêmes vulnérabilités que si elles se trouvaient sur l'aide sociale, notamment à cause de la précarité de la situation d'emploi. Une famille sur cinq était en situation de monoparentalité (20,95 %); dans ces familles, les trois quarts des parents étaient de sexe féminin.

Le quartier Vanier a été le théâtre d'un embourgeoisement entre 2006 et 2016. En effet, le coût d'habitation ainsi que la proportion de la population ayant fait des études universitaires ont augmenté à un rythme très élevé pendant cette période. Entre 2006 et 2016, ce serait 48,64 % des ménages du quartier qui se seraient embourgeoisés et 46,74 % qui se seraient plus intensément embourgeoisés. Cela dit, l'embourgeoisement n'a pas été soulevé par les participant-es. Selon Fabien [L] s'ajoutait aux Vanierois-es enraciné-es dans le quartier depuis longtemps une vague de nouveaux-elles résident-es qui ont déserté d'autres quartiers centraux pour des raisons économiques : « Il y en a plusieurs en fait qui sont dans le quartier parce que dans certains secteurs de Limoilou ou dans Saint-Sauveur, il y a un embourgeoisement lent qui s'est fait, donc on a aussi des réfugiés économiques [rires] qui arrivent de Saint-Sauveur [par exemple], qui sont des Québécois. » De plus, Sonia [I] indique que l'offre de logements subventionnés pour les familles était maigre et que cela amenait les familles à déménager lorsqu'une unité leur était offerte dans un autre quartier.

2.4.4. Services

Vanier présentait de relativement faibles indices de proximité aux services (p. ex. de santé, sociaux, éducatifs, culturels et de loisirs). Cela rejoint les propos de Clémence [L], qui souligne la perte de commerces et de services de proximité (après la fusion de la Ville de Québec en 2002), appuyée par Fabien [L] et Clémence [L] qui nomment, de plus, la difficulté à accéder aux services existants sans voiture à partir de certaines zones plus isolées de Vanier. Un problème nommé par Fabien [L] et Annabelle [L] est qu'il n'y avait pas de CLSC dans Vanier qui desservait les résident-es. Le CLSC qui desservait Vanier se trouvait dans Saint-Roch (Basse-Ville). Néanmoins, Sonia [I] évoque une diversité adéquate de services communautaires destinés aux tout-petits et « des organismes qui perdurent dans le temps, qui sont là ancrés depuis

longtemps », mais à l’instar de Sonia, Rachel [I], évoque aussi un défi d’accès aux services pour les plus vulnérables. Fabien [L], Annabelle [L] et Clémence [L] considèrent toutefois que la diversité des services en petite enfance pouvait alors être bonifiée. L’accès aux loisirs semblait adéquat pour les plus petit-es, notamment grâce à divers acteurs communautaires. En 2017, il y avait 52,86 places en garderies subventionnées et en CPE pour 100 enfants de 5 ans et moins. Sonia [I] et Rachel [I] soulignent le manque flagrant de places en CPE dans Vanier en 2017.

L’intervention de proximité a été nommée par plusieurs participant-es comme un atout important dans Vanier en 2017. À titre d’exemples, citons la présence d’intervenant-es « famille » attirées à des zones spécifiques, mais aussi de policier-ères formé-es et connu-es de la population et d’organismes se déplaçant dans les secteurs pour une offre d’activités adaptées aux besoins des résident-es. Pour Annabelle [L], « l’intervention de proximité [...] a permis de mettre en place des actions plus collectives ». La présence de l’intervenante de proximité a, par exemple, permis d’identifier un besoin récurrent lié aux pratiques éducatives. En plus d’intervenir de façon individuelle, le besoin a été comblé de façon collective au travers d’ateliers regroupant différents organismes : « S’il n’y avait pas eu d’interventions de proximité [permettant d’identifier les besoins sur le terrain] [...], il aurait eu peut-être 15 intervenants cliniques différents qui seraient allés cogner à toutes les portes au lieu de la même personne qui est capable de ramasser de l’info pis, justement, créer quelque chose de plus collectif parce que c’est quelque chose qui est vécu par un ensemble de personnes. »

2.4.5. Gouvernance

Plusieurs organismes étaient des leaders influents dans Vanier, notamment ceux ayant une mission de développement social. Sonia [I] et Annabelle [L] mentionnent aussi la présence de gardien·nes des intérêts des tout-petits, notamment par leur présence dans les concertations. Annabelle [L] ajoute qu’il était important dans Vanier de s’assurer de la complémentarité des projets et d’éviter les doublons d’initiatives visant des objectifs similaires.

En 2017, Vanier n’avait pas de table intersectorielle en petite enfance. Cependant, il existait un comité 0-5 ans à la Table de quartier, qui était, selon Rachel [I] et Sonia [I], un lieu de concertation central, car, en 2017, tout s’y passait. Tous les organismes étaient présents pour essayer de parler un langage commun et d’assurer une fluidité dans les ressources. Les concertations étaient très fortes vers 2017, selon les personnes participantes. Néanmoins, l’intégration des actions pour les enfants de 0-5 ans aux

concertations générales était un défi : il fallait faire valoir les intérêts des tout-petits dans les enjeux généraux. Afin de ne pas les oublier, des « gardiennes et gardiens » des intérêts des tout-petits étaient nécessaires, ce qui n'était pas toujours aisé.

La concertation, bien que porteuse, présentait des défis dans Vanier en 2017. Fabien [L] explique que chaque année, il y avait du travail à faire pour maintenir un ensemble de partenaires engagés. Selon lui, faire comprendre le « travailler ensemble » et amener les citoyen·nes à utiliser les ressources et espaces existants pour influencer les décisions (partage de pouvoir avec les citoyen·nes) était un travail constant. En outre, Clémence [L] et Annabelle [L] évoquent un pouvoir qui était, vers 2017, relativement centralisé dans Vanier; alors que certains organismes étaient très forts, Annabelle [L] aspirait à un pouvoir plus partagé, réfléchi et construit en équipe. Clémence [L] estime que le quartier présentait moins de synergie dans le travail de concertation. Annabelle [L] soutient l'absence d'un sentiment de collaboration entre les organismes qui offraient des services aux parents d'enfants de 0-5 ans. Clémence [L] et Annabelle [L] évoquent que le partage difficile du leadership entre les milieux communautaires et institutionnels participait à un éloignement entre ces milieux. Ces défis n'ont pas empêché toutefois la mise en place de projets porteurs.

Parmi les initiatives notables, Annabelle [L] mentionne qu'il y a eu des interventions de proximité, vers 2017; à Place de la Rive et dans le secteur Claude-Martin. Des intervenant·es « famille » étaient présent·es sur place et pouvaient entendre les préoccupations des parents et essayer de travailler avec eux. Le contact proximal permettait une compréhension plus fine de leur vécu et de leurs défis. D'une part, Clémence [L] explique qu'à Place de la Rive, la démarche en intervention de proximité était toujours en coordination partagée. Annabelle [L] précise qu'il y avait une Table d'intervention de proximité au HLM Place de la Rive. D'autre part, selon Caroline [I], le local communautaire Claude-Martin faisait une grosse différence pour les parents d'enfants de 0-5 ans et leurs proches, notamment au sein des familles immigrantes. Clémence [L] ajoute qu'une intervenante famille à temps plein au local communautaire travaillait à valoriser le pouvoir d'agir des familles. Rachel [I] mentionne que la concertation de nombreux·euses acteur·rices et l'innovation dont les partenaires du CLSC faisaient preuve a permis l'émergence de ce local communautaire qu'elle et Sonia [I] jugent comme important; sa fin (quand ou pourquoi ?) aurait participé à fragmenter les liens entre les acteur·rices et les familles. Sonia [I] et Caroline [I] soulignent sa présence comme étant un vecteur de dynamiques positives, dont le sentiment d'appartenance. D'ailleurs, Rachel [I] précise : « Tout un quartier qui est mobilisé autour des besoins des

enfants, c'est ça, en 2017, je pense, qui ressortait de notre communauté, c'est qu'on était vraiment [pause] C'est cette concertation-là qui a mis en place le local communautaire. »

Par ailleurs, Fabien [L] explique qu'il existait, en 2017, une volonté de mobiliser les parents autour de projets; de penser avec les parents à ce qui pourrait être fait pour améliorer l'environnement physique et social, mais aussi d'offrir des activités aux parents, aux enfants ou aux dyades parent-enfant. De plus, Fabien [L] explique que des consultations directement dans les milieux où se trouvaient de nombreuses familles étaient réalisées. Ces consultations permettaient de prendre le pouls du quartier afin de retransmettre les préoccupations en tant que porte-voix.

Toutefois, selon Sonia [I], plusieurs parents ne cherchaient pas à se faire entendre ou à participer à une quelconque mobilisation, car ils étaient en quête de combler leurs besoins de base. Ainsi, souvent, c'était plutôt l'organisme qui était porteur de la voix des parents. Le local Claude-Martin est à nouveau mentionné par Rachel [I] et Sonia [I] comme un lieu pivot où les parents côtoyaient des intervenant-es qui pouvaient plaider pour eux ensuite. Clémence [L] dit que Ressources Parents Vanier et le Carrefour des enfants de Saint-Malo étaient aussi des organismes qui permettaient de donner une voix aux parents. Annabelle [L] affirme : « [...] La démarche d'implication citoyenne [...] c'était pas quelque chose de naturel [...] comme dans [...] Basse-Ville, où, t'sais, il y a un conseil, un comité de citoyens engagés, tout ça. » C'est un enjeu aussi nommé par Clémence [L]. Selon elle, la mobilisation des parents était ardue, car ils vivaient un cumul de conditions de vie difficiles qui étaient prioritaires dans leur quotidien. Elle ajoute aussi qu'il n'y avait pas d'alliance avec des parents plus aisés ou qui pouvaient prendre plus de leadership (effet « locomotive »).

3. FACTEURS DIFFÉRENCIATEURS

3.1. Facteurs différenciateurs

Les facteurs différenciateurs sont des facteurs environnementaux à l'échelle des communautés locales qui distinguent les quartiers pour lesquels les indicateurs du développement des enfants sont supérieurs (c.-à-d. les enfants s'y développent mieux) en comparaison avec d'autres quartiers pour lesquels les mêmes indicateurs sont inférieurs (c.-à-d. les enfants s'y développent moins bien), malgré un niveau socio-économique similaire. Ainsi, les facteurs différenciateurs pourraient expliquer, au moins en partie, pourquoi certains quartiers ont des indicateurs du développement des enfants supérieurs à d'autres quartiers.

Basse-Ville se distingue de Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier sur les indicateurs du développement des enfants. Premièrement, de façon longitudinale : la proportion d'enfants ayant une vulnérabilité développementale dans Basse-Ville, tel qu'indiqué par l'EQDEM, diminuait entre 2012 et 2017, alors qu'elle était stable ou augmentait dans les trois autres quartiers pourtant similaires aux plans géographique et socio-économique. Deuxièmement, de façon transversale : la proportion d'enfants ayant une vulnérabilité développementale dans Basse-Ville, comme indiqué par l'EQDEM, en 2017, était similaire à la moyenne de la région de la Capitale-Nationale (25 %), alors que les proportions dans Limoilou et Vanier (40 % et 51 %, respectivement) étaient supérieures à la moyenne de la région. Dans Duberger-Les Saules, la proportion en 2017 (30 %) était, comme pour Basse-Ville, similaire à la moyenne de la région, mais supérieure à ce qui était attendu compte tenu du niveau socio-économique du quartier (Matte-Landry et al., 2021). Ainsi, Basse-Ville a été comparé à Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier pour identifier des facteurs différenciateurs qui les distinguent et qui pourraient expliquer, au moins en partie, pourquoi Basse-Ville présente des indicateurs du développement des enfants supérieurs aux autres quartiers qui présentent un niveau socio-économique similaire à Basse-Ville.

Cette section est divisée en trois parties. Premièrement, les associations attendues entre les facteurs environnementaux à l'échelle de la communauté et le développement des enfants seront présentées et décrites sur la base d'une recension exploratoire de la littérature. Deuxièmement, Basse-Ville sera comparé aux autres quartiers de façon longitudinale : seront examinés les facteurs à l'échelle des communautés qui évoluent favorablement entre 2012 et 2017 alors que la proportion d'enfants ayant une vulnérabilité développementale diminue afin d'identifier si ces facteurs peuvent

expliquer, au moins en partie, les changements positifs dans Basse-Ville entre 2012 et 2017 en matière de développement des enfants. Troisièmement, Basse-Ville sera comparé aux autres quartiers de façon transversale : seront examinés les facteurs environnementaux à l'échelle des communautés qui, en 2017, distinguaient favorablement Basse-Ville des autres quartiers afin d'identifier si ces facteurs peuvent expliquer, au moins en partie, les résultats positifs dans Basse-Ville en 2017 en matière de développement des enfants. Puisque les comparaisons visent à expliquer les changements ou les résultats positifs dans Basse-Ville, nous nous concentrons à identifier des facteurs différenciateurs qui sont favorables au développement des enfants.

3.2. Association entre les facteurs environnementaux à l'échelle des communautés locales et le développement des enfants

Sur la base d'une recension exploratoire de la littérature sur les associations entre les facteurs environnementaux à l'échelle de la communauté et le développement des enfants, nous avons émis des hypothèses quant aux résultats attendus dans Basse-Ville (voir tableau suivant).

Tableau 5. Association entre les facteurs environnementaux à l'échelle des communautés locales et le développement des enfants

Potentiels facteurs différenciateurs		Facteurs/hypothèses	Références
Environnement physique			
Logement	1	Mixité du territoire Plus forte diversité de bâtiments attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Kearns et al., 2012; Leyden, 2003; Miles et al., 2012; Wood et al., 2010)
	2	Densité de logements Plus faible proportion de logements par kilomètre carré attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Buys et Miller, 2012; Kearns et al., 2012; McCulloch, 2012)
	3	Densité de population Plus faible proportion de résidents par kilomètre carré attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Buys et Miller, 2012; Kearns et al., 2012; McCulloch, 2012)
Mode d'occupation	4	Mode d'occupation Plus forte proportion de ménages avec un statut de propriétaire attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Boyle, 2002; Haurin et al., 2002; Leventhal et Newman, 2010; Taylor et Edwards, 2012)
	5	Mode d'occupation Plus faible proportion de ménages avec un statut de locataire attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Boyle, 2002; Haurin et al., 2002; Leventhal et Newman, 2010; Taylor et Edwards, 2012)
Vétusté des habitations	6	Vétusté des logements Plus faible proportion de logements construits avant 1960 attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Leventhal et Newman, 2010)
	7	Logements avec réparations majeures Plus faible proportion de logements nécessitant des réparations majeures attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Leventhal et Newman, 2010)
Surpeuplement des habitations	8	Logements de taille insuffisante Plus faible proportion de ménages vivant dans des logements ayant une taille insuffisante attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Leventhal et Newman, 2010)

Accessibilité aux logements	aux	9	Valeur médiane des logements Valeur médiane des logements plus élevée attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Carroll et al., 2011; Harkness et Newman, 2005; Leventhal et Newman, 2010; Newman et Holupka, 2016)
		10	Coût mensuel médian d'un logement Coût mensuel médian des logements plus élevé attendu dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Carroll et al., 2011; Harkness et Newman, 2005; Leventhal et Newman, 2010; Newman et Holupka, 2016)
		11	Abordabilité des logements Plus faible proportion de ménages consacrant 30 % et plus de leur revenu aux frais de logement attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Carroll et al., 2011; Harkness et Newman, 2005; Leventhal et Newman, 2010; Newman et Holupka, 2016)
Transport actif		12	Marchabilité Indice de « marchabilité » plus élevé attendu dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Bejleri et al., 2009; Carroll et al., 2011; Chomitz et al., 2011; H. Christian et al., 2015; Giles-Corti et al., 2016, 2016; Leyden, 2003; Napier et al., 2011; Tappe et al., 2013; Wood et al., 2010)
		13	Marchabilité Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, est attendue une plus forte proportion de résidents ayant comme principal mode de transport la marche à pied.	(Bejleri et al., 2009; Carroll et al., 2011; Chomitz et al., 2011; H. Christian et al., 2015; Giles-Corti et al., 2016a, 2016b; Leyden, 2003; Napier et al., 2011; Tappe et al., 2013; Wood et al., 2010)
		14	Cyclabilité Indice de « cyclabilité » plus élevé attendu dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Bejleri et al., 2009; Carroll et al., 2011; Chomitz et al., 2011; Giles-Corti et al., 2016, 2016; Leyden, 2003; Tappe et al., 2013; Wood et al., 2010)

	15	Cyclabilité Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, est attendue une plus grande proportion de résidents ayant comme principal mode de transport la bicyclette.	(Bejleri et al., 2009; Carroll et al., 2011; Chomitz et al., 2011; Giles-Corti et al., 2016, 2016; Leyden, 2003; Tappe et al., 2013; Wood et al., 2010)
Transport public	16	Transport en commun Indice de transport en commun plus élevé attendu dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Giles-Corti et al., 2009, 2016; Rosier et McDonald, 2011; Rothman et al., 2014)
	17	Transport en commun Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proportion de résident-es ayant comme principal mode de transport le transport en commun est attendue.	(Giles-Corti et al., 2009, 2016; Rosier et McDonald, 2011; Rothman et al., 2014)
	18	Proximité à un arrêt d'autobus Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proximité aux arrêts d'autobus est attendue.	(Giles-Corti et al., 2009, 2016; Rosier et McDonald, 2011; Rothman et al., 2014)
	19	Nombre d'arrêts d'autobus Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, un plus grand nombre d'arrêts d'autobus est attendu.	(Giles-Corti et al., 2009, 2016; Rosier et McDonald, 2011; Rothman et al., 2014)
Espaces verts	20	Végétation Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, un plus grand indice de végétation est attendu.	(Coley et al., 1997; Fjørtoft et Sageie, 2000; Kaczynski et al., 2014; Miles et al., 2012; Schipperijn et al., 2010; Ward et al., 2016)
	21	Rues vertes Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, un plus grand indice de végétation en bordure des routes est attendu.	(Coley et al., 1997; Fjørtoft et Sageie, 2000; Kaczynski et al., 2014; Miles et al., 2012; Schipperijn et al., 2010; Ward et al., 2016)
	22	Nombre de rues vertes Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, un plus grand nombre de rues vertes est attendu.	(Coley et al., 1997; Fjørtoft et Sageie, 2000; Kaczynski et al., 2014; Miles et al., 2012; Schipperijn et al., 2010; Ward et al., 2016)

		23	Proximité à un parc Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proximité d'un parc est attendue.	(Chomitz et al., 2011; Coley et al., 1997; Fjørtoft et Sageie, 2000; Kaczynski et al., 2014; Loukaitou-Sideris et Sideris, 2009; Miles et al., 2012; Rothman et al., 2014; Schipperijn et al., 2010; Tappe et al., 2013; Ward et al., 2016)
Accessibilité aux services et installations	aux et	24	Proximité d'une épicerie Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proximité d'une épicerie est attendue.	(Carroll et al., 2011; Francis et al., 2012)
		25	Diversité des services Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande diversité de services est attendue.	(Carroll et al., 2011; Francis et al., 2012)
		26	Densité des services Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, un plus grand ratio de services et d'installations par kilomètre carré est attendu.	(Carroll et al., 2011; Francis et al., 2012)
Trafic		27	Proximité à une autoroute Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une moins grande proximité à une autoroute est attendue.	(Carroll et al., 2011; Giles-Corti et al., 2016; Page et al., 2010; Tappe et al., 2013)
		28	Proximité à une route principale Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une moins grande proximité à une route principale est attendue.	(Carroll et al., 2011; Giles-Corti et al., 2016; Page et al., 2010; Tappe et al., 2013)
		29	Transport en auto Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proportion de résident-es ayant comme principal mode de transport l'automobile est attendue.	(Carroll et al., 2011; Giles-Corti et al., 2016; Page et al., 2010; Tappe et al., 2013)

Environnement social

Diversité des ménages	des	30	Famille avec enfants Plus forte proportion de familles avec enfant(s) attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Goldfeld et al., 2015, 2018; Leventhal, 2018; Leventhal et Brooks-Gunn, 2000; Wood et al., 2010)
-----------------------------	-----	----	--	---

	31	Familles avec trois enfants ou plus Plus forte proportion de ménages avec trois enfants ou plus attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Goldfeld et al., 2015, 2018; Leventhal, 2018; Leventhal et Brooks-Gunn, 2000; Wood et al., 2010)
Diversité des âges	32	Résident-es de 65 ans et plus Plus faible proportion de résident-es de 65 ans est plus attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Goldfeld et al., 2015, 2018; Leventhal, 2018; Leventhal et Brooks-Gunn, 2000; Wood et al., 2010)
Diversité culturelle	33	Immigrant-es Plus faible proportion de résident-es immigrant-es de première ou deuxième génération attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Barbarin et al., 2008; Janus et al., 2021; Klein et Merritt, 2014; Puchala et al., 2010; Riina et al., 2016)
	34	Immigrants Plus faible proportion de familles immigrantes avec enfant(s) attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Barbarin et al., 2008; Janus et al., 2021; Klein et Merritt, 2014; Puchala et al., 2010; Riina et al., 2016)
	35	Réfugiés Plus faible proportion de résident-es avec le statut de réfugié attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Barbarin et al., 2008; Janus et al., 2021; Klein et Merritt, 2014; Puchala et al., 2010; Riina et al., 2016)
	36	Compétence en français Plus forte proportion de résident-es parlant uniquement français attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Barbarin et al., 2008; Janus et al., 2021; Klein et Merritt, 2014; Puchala et al., 2010; Riina et al., 2016)
	37	Résident-es allophones Plus faible proportion de résident-es ne parlant ni français ni anglais attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Barbarin et al., 2008; Janus et al., 2021; Klein et Merritt, 2014; Puchala et al., 2010; Riina et al., 2016)
Mobilité résidentielle	38	Déménagé-e dans la dernière année Plus faible proportion de résident-es ayant déménagé dans la dernière année attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(May et al., 2018; Riina et al., 2016; Sharkey et Faber, 2014; Taylor et Edwards, 2012)

	39	Déménagé-e dans la dernière année Plus faible proportion de familles avec enfant(s) ayant déménagé dans la dernière année attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(May et al., 2018; Riina et al., 2016; Sharkey et Faber, 2014; Taylor et Edwards, 2012)
	40	Familles déménagées dans les cinq dernières années Plus faible proportion de résidents ayant déménagé dans les cinq dernières années attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(May et al., 2018; Riina et al., 2016; Sharkey et Faber, 2014; Taylor et Edwards, 2012)
	41	Déménagé-e dans la dernière année Plus faible proportion de familles avec enfant(s) ayant déménagé dans les cinq dernières années attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(May et al., 2018; Riina et al., 2016; Sharkey et Faber, 2014; Taylor et Edwards, 2012)
Maltraitance	42	Faits fondés Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus faible proportion d'enfants âgés entre 0 et 5 ans ayant un signalement aux services de protection de la jeunesse jugé fondé.	(Bell et al., 2018; Conger et al., 1994; Green et al., 2018; Robinson et al., 2009; Rossen et al., 2019; R.-Turgeon et al., sous presse)
Socio-économique			
Revenu	43	Revenu médian des familles avec enfant(s) Revenu médian des familles avec enfant(s) plus élevé attendu dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Coulton et Pandey, 1992; Cushon et al., 2011; Drukker et al., 2003; Duncan et al., 1994; Jutte et al., 2021; McCulloch, 2012; McLeigh et al., 2018; Wolf et al., 2017)
	44	Revenu moyen des familles avec enfant(s) Revenu moyen des familles avec enfant(s) plus élevé attendu dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Coulton et Pandey, 1992; Cushon et al., 2011; Drukker et al., 2003; Duncan et al., 1994; Jutte et al., 2021; McCulloch, 2012; McLeigh et al., 2018; Wolf et al., 2017)

- | | | |
|----------------------------|---|---|
| | <p>45 Résidents vivant sous le seuil du faible revenu
Plus faible proportion de résidents vivant sous le seuil du faible revenu attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.</p> <p>46 Enfants de 0-5 ans vivant sous le seuil de faible revenu
Plus faible proportion d'enfants âgés entre 0 et 5 ans vivant sous le seuil du faible revenu attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.</p> <p>47 Indice de défavorisation sociale
Indice de défavorisation sociale plus faible attendu dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.</p> <p>48 Indice de défavorisation matérielle
Indice de défavorisation matérielle plus faible attendu dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.</p> | <p>(Coulton et Pandey, 1992; Cushon et al., 2011; Drukker et al., 2003; Duncan et al., 1994; Jutte et al., 2021; McCulloch, 2012; McLeigh et al., 2018; Wolf et al., 2017)</p> <p>(Coulton et Pandey, 1992; Cushon et al., 2011; Drukker et al., 2003; Duncan et al., 1994; Jutte et al., 2021; McCulloch, 2012; McLeigh et al., 2018; Wolf et al., 2017)</p> <p>(Coulton et Pandey, 1992; Cushon et al., 2011; Drukker et al., 2003; Duncan et al., 1994; Jutte et al., 2021; McCulloch, 2012; McLeigh et al., 2018; Wolf et al., 2017)</p> <p>(Coulton et Pandey, 1992; Cushon et al., 2011; Drukker et al., 2003; Duncan et al., 1994; Jutte et al., 2021; McCulloch, 2012; McLeigh et al., 2018; Wolf et al., 2017)</p> |
| Éducation de la population | <p>49 Parents aux études
Plus forte proportion de familles de recensement avec enfant(s) âgé(s) de 0 à 5 ans dont au moins un parent est aux études à temps plein ou à temps partiel attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.</p> | <p>(Barrera, 1990; Carneiro et al., 2013; K. Christian et al., 1998)</p> |

	50	Sans diplôme Plus faible proportion de résident-es âgé-es de 25 à 64 ans sans certificat, diplôme ou grade universitaire attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Barrera, 1990; Carneiro et al., 2013; K. Christian et al., 1998)
	51	Diplôme universitaire Plus forte proportion de résident-es âgé-es entre 25 à 64 ans avec un certificat, diplôme ou grade universitaire attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Barrera, 1990; Carneiro et al., 2013; K. Christian et al., 1998)
Emploi	52	Population en emploi Plus forte proportion de résident-es en emploi attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(D. E. Kohen et al., 2002, 2008; D. Kohen et Findlay, 2014; McClelland, 2000)
	53	Taux de chômage Plus faible taux de chômage attendu dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(D. E. Kohen et al., 2002, 2008; D. Kohen et Findlay, 2014; McClelland, 2000)
Monoparentalité	54	Monoparentale Plus faible proportion de ménages monoparentaux attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Fergusson et al., 2007; Sarsour et al., 2011)
Embourgeoisement	55	Ménages embourgeoisés Plus forte proportion de ménages s'étant embourgeoisés entre 2006 et 2016 attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Atkinson et al., 2011; Duncan et al., 1994; Formoso et al., 2010)
	56	Ménages intensément embourgeoisés Plus forte proportion de ménages s'étant intensément embourgeoisés entre 2006 et 2016 attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Atkinson et al., 2011; Duncan et al., 1994; Formoso et al., 2010)
Services			
Quantité de services	57	Accessibilité à des services de garde préscolaire Plus forte proportion de places en garderie subventionnée et en Centre de la petite enfance (CPE) attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	(Barnett et Ackerman, 2006; Breunig et al., 2011; Brilli et al., 2016; K. Christian et al., 1998; Cloney et al., 2016; Klein, 2009)

Accessibilité aux services	58	Proximité d'un centre communautaire Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proximité d'un centre communautaire est attendue.	(Barnett et Ackerman, 2006; Dorch et al., 2010; Ferguson et al., 2013; Francis et al., 2012; Freisthler et al., 2005; Giles-Corti et al., 2009; Goldfeld et al., 2015; Janus et al., 2021; Rothman et al., 2014)
	59	Proximité d'un établissement de santé Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proximité à un établissement de santé est attendue.	<i>Idem</i>
	60	Proximité d'une pharmacie Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proximité à une pharmacie est attendue.	<i>Idem</i>
	61	Proximité d'une bibliothèque Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proximité à une bibliothèque est attendue.	<i>Idem</i>
	62	Proximité d'un service de garderie Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proximité à un service de garderie est attendue.	<i>Idem</i>
	63	Proximité d'une école primaire Dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés, une plus grande proximité à une école primaire est attendue.	<i>Idem</i>
	64	Utilisation du programme SIPPE Plus faible proportion de familles ayant eu recours au programme SIPPE attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	<i>Idem</i>
	65	Utilisation du programme Olo Plus faible proportion de familles ayant eu recours au programme Olo attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.	<i>Idem</i>

- 66 **Utilisation des services de la clinique prénatale** *Idem*
Plus faible proportion de familles ayant reçu la Routine 1 (première visite) et la Routine 2 (deuxième visite) de la clinique prénatale du CLSC attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.
- 67 **Famille ayant reçu une visite postnatale** *Idem*
Plus faible proportion de familles ayant reçu une visite postnatale du CLSC attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.
- 68 **Enfants de 0-5 ans ayant utilisé les services jeunes en difficultés, retard de développement, orthophonie, santé mentale, soins pédiatriques, soutien à domicile, soins en DIDPTSA.** *Idem*
Plus faible proportion de familles ayant reçu ces services attendue dans Basse-Ville, où les indicateurs du développement des enfants sont les plus élevés.

3.3. Comparaisons longitudinales : quels changements dans les facteurs environnementaux à l'échelle des communautés pourraient expliquer les changements positifs en matière de développement des enfants ?

Ici, Basse-Ville est comparé aux autres quartiers de façon longitudinale : on examine les facteurs à l'échelle des communautés qui évoluent favorablement entre 2012 et 2017 alors que la proportion d'enfants ayant une vulnérabilité développementale diminue afin d'identifier si ces facteurs peuvent expliquer, au moins en partie, les changements positifs dans Basse-Ville entre 2012 et 2017 en matière de développement des enfants. On identifie des facteurs différenciateurs longitudinaux. Comme mentionné précédemment, puisque les comparaisons visent à expliquer les changements positifs dans Basse-Ville, nous nous concentrons sur l'identification des facteurs différenciateurs longitudinaux qui sont favorables au développement des enfants. Ainsi, on identifiera des facteurs de promotion ou de protection du développement des enfants (p. ex. mixité du territoire) augmentant entre 2012 et 2017 alors que diminue la proportion d'enfants ayant une vulnérabilité développementale. De plus, on identifiera des facteurs de risque au développement des enfants (p. ex. densité de logement) diminuant entre 2012 et 2017 alors que diminue aussi la proportion d'enfants ayant une vulnérabilité développementale.

Pour qu'un facteur soit identifié comme un facteur différenciateur longitudinal, l'augmentation ou la diminution des indicateurs entre 2012 et 2017 devait être observée dans Basse-Ville, mais pas dans au moins deux des trois quartiers de comparaison. Dans les autres quartiers, l'indicateur devait rester stable, augmenter s'il diminuait dans Basse-Ville ou diminuer s'il augmentait dans Basse-Ville.

Deux approches ont été utilisées : l'une illustre la différence absolue (A) entre les données de 2012 et de 2017; l'autre illustre la différence relative (R) des données de 2017 par rapport à celles de 2012. Une différence a été jugée « significative » lorsque la différence était d'au moins 5 % entre 2012 et 2017. Le critère de différence absolue est plus difficile à atteindre (plus conservateur) que celui de différence relative (plus libéral). Par exemple, si un indicateur a une valeur de 50 en 2012, une différence absolue significative nécessite que la valeur soit de 55 en 2017, alors qu'une différence relative significative nécessite que la valeur soit de 52,5 (2,5 représente 5 % de 50). Cette stratégie a été privilégiée puisque le devis (étude de cas comparative) ne permettait pas de faire des analyses statistiques.

3.3.1. Environnement physique : facteurs différenciateurs longitudinaux

Tableau 6. Comparaison longitudinale : environnement physique

Environnement physique			Basse-Ville (référence)		Duberger- Les Saules		Limoilou		Vanier	
			A	R	A	R	A	R	A	R
Logement	2	Densité de logements	-	-	-	-	-	-	-	-
	3	Densité de population	-	-	-	-	-	-	-	-
Mode d'occupation	4	Mode d'occupation — Propriétaire	-	↑	-	-	↑	↑	↑	↑
	5	Mode d'occupation — Locataire	-	-	-	↑	-	↓	↓	↓
Vétusté des habitations	6	Vétusté des logements	-	↓	-	-	-	-	-	↑
	7	Logements avec réparations majeures	†	↑	-	↓	-	↓	-	↓
Surpeuplement de l'habitation	8	Logements de taille insuffisante	-	-	-	↓	-	↑	-	-
Accessibilité aux logements	9	Valeur médiane des logements	-	↑	-	↑	-	↑	-	↑
	10	Coût mensuel médian d'un logement	-	↑	-	↑	-	↑	-	-
	11	Abordabilité des logements	-	-	-	↓	-	↓	-	↓
Transport actif	13	Marchabilité	†	↑	-	↑	†	-	↑	‡
	15	Cyclabilité	†	↑	-	-	†	-	↑	‡
Transport public	17	Transport en commun	†	↑	-	-	†	-	↑	‡
Espace vert	20	Végétation	-	↓	-	↓	-	↓	-	↓
Trafic	27	Proximité d'une autoroute	-	-	-	-	-	-	-	-
	28	Proximité d'une route principale	-	-	-	-	-	-	-	-
	29	Transport en auto	†	↓	-	-	†	-	-	‡

Note. Les flèches représentent les différences jugées significatives selon le critère décrit précédemment. ↑ L'indicateur a augmenté entre 2012 et 2017. ↓ L'indicateur a diminué entre 2012 et 2017. — La différence avec Basse-Ville n'est pas significative. † Marge d'erreur se situant entre 5 % et 10 % (fiabilité modérée). ‡ Marge d'erreur supérieure à 10 % (fiabilité faible).

Si on examine les différences absolues, les indicateurs de l'environnement physique n'ont pas changé significativement entre 2012 et 2017, alors que si on examine les différences relatives, les indicateurs de plusieurs facteurs ont changé significativement entre 2012 et 2017. Pour ce qui est favorable au développement des jeunes enfants, on identifie un facteur de promotion/protection ayant augmenté dans Basse-Ville ainsi qu'un facteur de risque au développement des enfants ayant diminué dans Basse-Ville, mais pas dans au moins deux des trois autres quartiers.

3.3.1.1. Facteur de promotion/protection ayant augmenté entre 2012 et 2017

- La proportion de résident-es ayant un mode de transport actif (soit la marche ou le vélo) ou en commun (autobus) a augmenté dans tous les quartiers, mais le vélo a augmenté dans Basse-Ville et Limoilou, alors qu'il est resté stable dans Duberger–Les Saules et Vanier. Notons que les marges d'erreur sont plus élevées pour ces indicateurs et, donc, que la fiabilité est moindre.

3.3.1.2. Facteur de risque ayant diminué entre 2012 et 2017

- Pour ce qui est de la vétusté des logements, la proportion de logements construits avant 1960 a diminué dans Basse-Ville, alors qu'elle est restée stable dans Duberger–Les Saules et Limoilou et qu'elle a augmenté dans Vanier. Notons que les marges d'erreur sont plus élevées pour cet indicateur et, donc, que la fiabilité est moindre.

3.3.3. Environnement social

Tableau 7. Comparaison longitudinale : environnement social

		Basse-Ville (référence)		Duberger- Les Saules		Limoilou		Vanier	
Environnement social		A	R	A	R	A	R	A	R
Diversité des ménages	30	Familles avec enfants	–	–	–	–	–	–	–
	31	Familles avec trois enfants ou plus	–	↓	–	↑	–	↑	–
Diversité des âges	32	Résident·es de 65 ans et plus	–	↑	–	↑	–	–	–
Diversité culturelle	33	Immigrant·es	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
	34	Immigrant·es	†	↑	↑	†	↑	↑	†
	36	Compétence en français	↓	↓	–	–	↓	↓	–
	37	Résident·es allophones	–	↑	–	↓	–	↑	–
Mobilité résidentielle	38	Déménagé·e dans la dernière année	–	↑	–	↓	–	–	–
	39	Déménagé·e dans la dernière année	‡	↑	↑	–	↑	↑	‡
	40	Déménagé·e dans les cinq dernières années	–	–	–	↓	–	–	–
	41	Déménagé·e dans les cinq dernières années	‡	↑	↑	–	–	†	–
Maltraitance	42	Faits fondés	–	↑	–	↑	–	↑	–

Note. Les flèches représentent les différences jugées significatives selon le critère décrit précédemment. ↑ L'indicateur a augmenté entre 2012 et 2017. ↓ L'indicateur a diminué entre 2012 et 2017. – La différence avec Basse-Ville n'est pas significative. † Marge d'erreur se situant entre 5 % et 10 % (fiabilité modérée). ‡ Marge d'erreur supérieure à 10 % (fiabilité faible).

Les résultats montrent qu'aucun facteur de promotion/protection n'a augmenté et qu'aucun facteur de risque n'a diminué dans Basse-Ville en comparaison avec les autres quartiers.

3.3.4. Contexte socio-économique : facteurs différenciateurs longitudinaux

Tableau 8. Comparaison longitudinale : contexte socio-économique

Socio-économique		Basse-Ville (référence)		Duberger- Les Saules		Limoilou		Vanier			
		A	R	A	R	A	R	A	R		
Revenu	44		Revenu moyen des familles avec enfant(s)	-	↑	-	↑	-	↑	-	↑
	45	†	Résident·es vivant sous le seuil du faible revenu	-	↓	‡	-	↓	†	-	-
	46	†	Enfants de 0-5 ans vivant sous le seuil de faible revenu	-	-	‡	-	↓	↑	↑	↑
	47		Indice de défavorisation sociale	-	-	-	-	-	-	-	-
	48		Indice de défavorisation matérielle	-	-	-	-	-	↑	-	-
Éducation de la population	49		Parents aux études	↑	↑	↑	↑	↑	↑		n/a
	50		Sans diplôme	-	↓	-	↓	-	-	-	-
	51		Diplôme universitaire	↑	↑	-	↑	-	↑	↑	↑
Emploi	52		Population en emploi	-	-	-	-	-	-	-	-
	53		Taux de chômage	-	↓	-	↑	-	↑	-	↓
Monoparentalité	54		Monoparentale	-	↓	-	-	-	-	-	-

Note. Les flèches représentent les différences jugées significatives selon le critère décrit précédemment. ↑ L'indicateur a augmenté entre 2012 et 2017. ↓ L'indicateur a diminué entre 2012 et 2017. – La différence avec Basse-Ville n'est pas significative. † Marge d'erreur se situant entre 5 % et 10 % (fiabilité modérée). N/A Non applicable.

À nouveau, si l'on examine les différences absolues, les indicateurs du contexte socio-économique n'ont pas changé significativement entre 2012 et 2017, alors que si l'on examine les différences relatives, les indicateurs de plusieurs facteurs ont changé significativement entre 2012 et 2017. En effet, on identifie trois facteurs de risque au développement des enfants ayant diminué dans Basse-Ville, mais pas dans au moins deux des trois autres quartiers.

3.3.4.1. Facteurs de promotion/protection ayant augmenté entre 2012 et 2017

- Aucun.

3.3.4.2. Facteurs de risque ayant diminué entre 2012 et 2017

- La proportion de résident·es sans diplôme a diminué dans Basse-Ville et dans Duberger-Les Saules alors qu'elle est restée stable dans Limoilou et Vanier.
- Le taux de chômage a diminué dans Basse-Ville et dans Vanier alors qu'il a augmenté dans Duberger-Les Saules et Limoilou.
- La proportion de familles monoparentales a diminué dans Basse-Ville alors qu'elle est restée stable dans les autres quartiers.

3.3.6. Services : facteurs différenciateurs longitudinaux

Tableau 9. Comparaison longitudinale : services

Services			Basse-Ville (référence)		Duberger- Les Saules		Limoilou		Vanier	
			A	R	A	R	A	R	A	R
Quantité de services	57	Accessibilité à des services de garde préscolaire	↑	–	↑	↑	↑	–	↑	↑
	65	Utilisation du programme Olo	–	↓	–	↑	↑	↑	↓	↓
	66	Utilisation des services de la clinique prénatale	↓	↓	↑	↑	↓	↓	↓	↓
	67	Familles ayant reçu une visite postnatale	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
Accessibilité aux services	68	Familles avec enfants de 0-5 ans ayant utilisé les services jeunes en difficulté, retard de développement, orthophonie, santé mentale, soins pédiatriques, soutien à domicile, soins en DIDPTSA.	↓	↓	↑	↑	–	–	↓	↓

Note. Les flèches représentent les différences jugées significatives selon le critère décrit précédemment. ↑ L'indicateur a augmenté entre 2012 et 2017. ↓ L'indicateur a diminué entre 2012 et 2017. – La différence avec Basse-Ville n'est pas significative.

Notons que les données de plusieurs facteurs de la catégorie Services n'étaient pas disponibles en 2012 (exclues du tableau 9). Contrairement aux autres catégories de facteurs, la catégorie « Services » présente plusieurs différences absolues entre 2012 et 2017. Cependant, ces différences sont aussi observées dans au moins deux des trois autres quartiers. Ainsi, on identifie peu de facteurs différenciateurs longitudinaux pour la catégorie « Services » : deux facteurs de risque au développement des enfants ont diminué dans Basse-Ville, mais pas dans au moins deux des trois autres quartiers.

3.3.6.1. Facteurs de promotion/protection ayant augmenté entre 2012 et 2017

- Aucun

3.3.6.2. Facteurs de risque ayant diminué entre 2012 et 2017

- La proportion de familles avec enfants de 0-5 ans utilisant le programme Olo a diminué dans Basse-Ville et dans Vanier, alors qu'elle a augmenté dans Duberger–Les Saules et Limoilou.
- Un portrait similaire est observé pour la proportion de familles avec enfant(s) âgé-es de 0 à 5 ans ayant recouru aux services du CLSC pour les jeunes en difficulté, les retards de développement, l'orthophonie, la santé mentale, les soins pédiatriques, le soutien à domicile ou les soins en déficience intellectuelle et déficience physique et troubles du spectre de l'autisme (DIDPTSA). La proportion a diminué dans Basse-Ville et dans Vanier, a augmenté dans Duberger–Les Saules et est restée stable dans Limoilou.

3.4. Comparaisons transversales : quels facteurs environnementaux pourraient expliquer les résultats positifs en matière de développement des enfants à l'échelle des communautés ?

Ici, Basse-Ville est comparé aux autres quartiers de façon transversale : on examine les facteurs à l'échelle des communautés qui, en 2017, distinguaient Basse-Ville des autres quartiers afin d'identifier si ces facteurs peuvent expliquer, au moins en partie, les résultats positifs dans Basse-Ville en matière de développement des enfants en 2017. On identifie ici des facteurs différenciateurs transversaux. Ces facteurs offrent un cliché de 2017 alors que les facteurs différenciateurs longitudinaux portent sur le changement entre 2012 et 2017 dans les quartiers.

Comme mentionné précédemment, puisque les comparaisons visent à expliquer les résultats positifs dans Basse-Ville, nous nous concentrerons à identifier des facteurs différenciateurs qui sont favorables au développement des enfants. Ainsi, nous identifierons des facteurs de promotion ou de protection au développement des enfants plus élevés dans Basse-Ville en 2017 ainsi que des facteurs de risque plus faibles dans Basse-Ville en 2017 par rapport à au moins deux des trois autres quartiers. Une différence entre Basse-Ville et un autre quartier a été jugée « significative » lorsque la différence était d'au moins 5 %.

3.4.1. Environnement physique : facteurs différenciateurs transversaux

Tableau 10. Comparaisons transversales : environnement physique

			Basse-ville (référence)	Dubergier- Les Saules	Limoilou	Vanier
Environnement physique						
Logement	1	Mixité du territoire	1	—	—	↓
	2	Densité de logements	1	↓	—	↓
	3	Densité de population	1	↓	↑	↓
Mode d'occupation	4	Mode d'occupation — Propriétaire	1	↑	↓	—
	5	Mode d'occupation — Locataire	1	↓	↑	—
Vétusté des habitations	6	Vétusté des logements	1	↓	↓	↓
	7	Logements avec réparations majeures	1	↓	—	↓
Surpeuplement des habitations	8	Logements de taille insuffisante	1	↓	↓	↑
Accessibilité aux logements	10	Coût mensuel médian d'un logement	1	↓	↑	—
	9	Valeur médiane des logements	1	↓	↓	↓
	11	Abordabilité des logements	1	↓	↑	—
Transport actif	12	Marchabilité	1	↓	↓	↓
	13	Marchabilité	1	↓	↓	↓
	14	Cyclabilité	1	↓	↑	↓
	15	Cyclabilité	1	↓	↓	↓
Transport public	16	Transport en commun	1	↓	↓	↓
	17	Transport en commun	1	↓	↑	↓
	18	Proximité d'un arrêt d'autobus	1	↓	↓	↓
	19	Nombre d'arrêts d'autobus	1	↓	↓	↓
Espace vert	20	Végétation	1	↑	↑	↑
	21	Rues vertes	1	↑	↑	↑
	22	Nombre de rues vertes	1	↑	↑	↑
	23	Proximité d'un parc	1	↓	↓	↓
Accessibilité aux services et installations	24	Proximité d'une épicerie	1	↓	↓	↓
	25	Diversité des services	1	↓	↓	↓
	26	Densité des services	1	↓	↓	↓
Trafic	27	Proximité d'une autoroute	1	↓	↓	↑
	28	Proximité d'une route principale	1	↑	↓	↑
	29	Transport en auto	1	↑	↑	↑

Note. Les flèches représentent les différences jugées significatives selon le critère décrit précédemment. ↑ L'indicateur est plus élevé dans ce quartier que dans Basse-Ville. ↓ L'indicateur est plus faible dans ce quartier que dans Basse-Ville. — La différence avec Basse-Ville n'est pas significative.

Les comparaisons transversales montrent plusieurs différences entre Basse-Ville et au moins deux des trois autres quartiers à l'étude relativement à l'environnement physique. Concernant ce qui est favorable au développement des jeunes enfants, sont identifiés plusieurs facteurs de promotion/protection plus élevés et un facteur de risque plus faible dans Basse-Ville en comparaison avec les autres quartiers.

3.4.1.1. Facteurs de promotion/protection plus élevés dans Basse-Ville

- La valeur médiane des logements est plus élevée dans Basse-Ville que dans les trois autres quartiers.
- Pour ce qui est des indicateurs relatifs au transport actif, Basse-Ville a un indice de marchabilité¹³ plus élevé que les trois autres quartiers et une proportion plus grande de sa population utilisant comme principal mode de transport la marche ou le vélo que dans les trois autres quartiers.
- Pour ce qui est des indicateurs relatifs au transport public, l'indice de transport en commun,¹⁴ l'indice de proximité à un arrêt d'autobus et le nombre d'arrêts d'autobus sont plus élevés dans Basse-Ville que dans les trois autres quartiers. En outre, il y a dans Basse-Ville une plus grande proportion de résident-es ayant comme principal mode de transport le transport en commun que dans Duberger–Les Saules et Vanier.
- Dans Basse-Ville, il y a une plus grande proximité d'un parc et d'une épicerie que dans les trois autres quartiers.
- L'accessibilité aux services et aux installations démarque Basse-Ville : les citoyen-nés de Basse-Ville ont accès, à distance de marche, à une plus grande diversité et une plus grande densité de services que ceux des trois autres quartiers.

¹³ L'indice de marchabilité mesure le potentiel piétonnier. Il est calculé à partir de la proximité aux commodités à distance de marche entre 5 minutes et 30 minutes.

¹⁴ L'indice de transport en commun mesure la qualité de la desserte d'un lieu par les transports en commun. Cet indice est calculé à partir de la fréquence des itinéraires, des types de transport en commun (train, bus, etc.) et de leur proximité.

3.4.1.2. Facteurs de risque plus faibles dans Basse-Ville

- Basse-Ville a une plus faible proximité aux routes principales, sources de bruits, que Duberger–Les Saules et Vanier.

3.4.2. Environnement social : facteurs différenciateurs transversaux

Tableau 11. Comparaisons transversales : environnement social

			Basse-ville (référence)	Duberger– Les Saules	Limoulou	Vanier
Environnement social						
Diversité des ménages	30	Familles avec enfant(s)	1	↑	↑	↑
	31	Familles avec trois enfants ou plus	1	↑	↑	↑
Diversité des âges	32	Résident-es de 65 ans et plus	1	↑	↑	↑
Diversité culturelle	33	Immigrant-es	1	↓	–	–
	34	Immigrant-es	1	↓	↓	↑
	35	Réfugié-es	1	↓	↑	↑
	36	Compétence en français	1	↑	↑	↑
	37	Résident-es allophones	1	↓	↑	↑
Mobilité résidentielle	38	Déménagé-e dans la dernière année	1	↓	–	↓
	39	Déménagé-e dans la dernière année	1	↓	–	↓
	40	Déménagé-e dans les cinq dernières années	1	↓	–	↓
	41	Déménagé-e dans les cinq dernières années	1	↓	–	↓
Maltraitance	42	Faits fondés	1	–	↑	↑

Note. Les flèches représentent les différences jugées significatives selon le critère décrit précédemment. ↑ L'indicateur est plus élevé dans ce quartier que dans Basse-Ville. ↓ L'indicateur est plus faible dans ce quartier que dans Basse-Ville. – La différence avec Basse-Ville n'est pas significative.

Les comparaisons transversales montrent plusieurs différences entre Basse-Ville et au moins deux des trois autres quartiers à l'étude relativement à l'environnement social. Concernant ce qui est favorable au développement des jeunes enfants, sont identifiés plusieurs facteurs de risque plus faibles dans Basse-Ville en comparaison avec les autres quartiers.

3.4.2.1. Facteurs de promotion/protection plus élevés dans Basse-Ville

- Aucun

3.4.2.2. Facteurs de risque plus faibles dans Basse-Ville

- La proportion des résident·es de 65 ans et plus dans Basse-Ville est plus faible que dans les trois autres quartiers.
- Contrairement à Limoilou et à Vanier, Basse-Ville présente une plus faible proportion de résident·es allophones et de résident·es ayant un statut de réfugié·es.
- La proportion d'enfants victimes de maltraitance est plus faible dans Basse-Ville que dans deux des trois autres quartiers. Dans Vanier, cette proportion est plus de deux fois plus élevée que dans Basse-Ville.

3.4.3. Contexte socio-économique : facteurs différenciateurs transversaux

Tableau 12. Comparaisons transversales : contexte socio-économique

			Basse-ville référence)	Duburger- Les Saules	Limoilou	Vanier
Socio-économique						
Revenu	43	Revenu médian des familles avec enfant(s)	1	↑	–	–
	44	Revenu moyen des familles avec enfant(s)	1	↑	↓	↓
	45	Résident-es vivant sous le seuil du faible revenu	1	↓	↓	↓
	46	Enfants de 0-5 ans vivant sous le seuil de faible revenu	1	↓	↑	↑
	47	Indice de défavorisation sociale	1	↓	–	↓
	48	Indice de défavorisation matérielle	1	↓	↑	↑
Éducation de la population	49	Parents aux études	1	↓	↑	↓
	50	Sans diplôme	1	↓	↑	↑
	51	Diplôme universitaire	1	↓	↓	↓
Emploi	52	Population en emploi	1	↑	–	↓
	53	Taux de chômage	1	↓	–	↓
Monoparentalité	54	Monoparentale	1	↓	↑	↑
Embourgeoisement	55	Ménages embourgeoisés	1	↓	↓	↓
	56	Ménages intensément embourgeoisés	1	↓	↓	↓

Note. Les flèches représentent les différences jugées significatives selon le critère décrit précédemment. ↑ L'indicateur est plus élevé dans ce quartier que dans Basse-Ville. ↓ L'indicateur est plus faible dans ce quartier que dans Basse-Ville. – La différence avec Basse-Ville n'est pas significative.

Les comparaisons transversales montrent plusieurs différences entre Basse-Ville et au moins deux des trois autres quartiers à l'étude relativement au contexte socio-économique. Concernant ce qui est favorable au développement des jeunes enfants, sont identifiés plusieurs facteurs de promotion/protection plus élevés ainsi que plusieurs facteurs de risque plus faibles dans Basse-Ville en comparaison avec les autres quartiers.

3.4.3.1. Facteurs de promotion/protection plus élevés dans Basse-Ville

- Le revenu moyen des familles avec enfant(s) dans Basse-Ville est plus élevé que celui des familles dans Limoilou et Vanier.
- Le niveau d'éducation de la population de Basse-Ville se distingue de celui de Duberger–Les Saules et de Vanier par la présence d'une proportion plus élevée de parents d'enfants de 0-5 ans qui sont aux études à temps plein ou à temps partiel. De plus, la proportion de résident-es ayant un diplôme d'étude universitaire est plus élevée dans Basse-Ville que dans les trois autres quartiers.
- Basse-Ville est le quartier ayant la plus grande proportion de ménages s'étant embourgeoisés entre 2006 et 2016. En effet, le rythme auquel a augmenté le coût des habitations ainsi que la proportion de la population ayant fait des études universitaires sont plus élevés dans Basse-Ville que dans les trois autres quartiers. Pareillement, Basse-Ville est le quartier présentant la plus grande proportion de ménages s'étant intensément embourgeoisés (c.-à-d. les ménages pour lesquels la valeur des loyers et du logement a augmenté au-delà du 75^e rang centile de la Ville de Québec) entre 2006 et 2016 comparativement aux trois autres quartiers.

3.4.3.2. Facteurs de risque plus faibles dans Basse-Ville

- La proportion d'enfants de 0-5 ans vivant sous le seuil du faible revenu dans Basse-Ville est plus faible que celle de Limoilou et de Vanier. De plus, l'indice de défavorisation matérielle de ces deux quartiers est plus élevé (cinquième quintile) que dans Basse-Ville (quatrième quintile).
- La proportion de résident-es sans diplôme est plus faible dans Basse-Ville que dans Limoilou et Vanier.
- Basse-Ville présente également une plus faible proportion de familles monoparentales que Limoilou et Vanier.

3.4.4. Services : facteurs différenciateurs transversaux

Tableau 13. Comparaisons transversales : services

			Basse-ville (référence)	Dubergier- Les Saules	Limoilou	Vanier
Services						
Quantité de services	57	Accessibilité à des services de garde préscolaires	1	↑	↓	↑
Accessibilité aux services	58	Proximité d'un centre communautaire	1	↑	↓	↑
	59	Proximité d'un établissement de santé	1	↓	↑	↓
	60	Proximité d'une pharmacie	1	↓	↓	↓
	61	Proximité d'une bibliothèque	1	↓	↓	↓
	62	Proximité d'un service de garderie	1	↓	↑	↓
	63	Proximité d'une école primaire	1	↓	↓	↓
	64	Utilisation du programme SIPPE	1	↓	↑	↑
	65	Utilisation du programme Olo	1	↓	↓	↑
	66	Utilisation des services de la clinique prénatale	1	↑	↑	↓
	67	Femmes ayant reçu une visite postnatale	1	↑	↑	↓
	68	Enfants de 0-5 ans ayant utilisé les services jeunes en difficulté, retard de développement, orthophonie, santé mentale, soins pédiatriques, soutien à domicile, soins en DIDPTSA.	1	↑	↑	↑

Note. Les flèches représentent les différences jugées significatives selon le critère décrit précédemment. ↑ L'indicateur est plus élevé dans ce quartier que dans Basse-Ville. ↓ L'indicateur est plus faible dans ce quartier que dans Basse-Ville. – La différence avec Basse-Ville n'est pas significative.

Les comparaisons transversales montrent plusieurs différences entre Basse-Ville et au moins deux des trois autres quartiers à l'étude relativement aux services. Pour ce qui est favorable au développement des jeunes enfants, sont identifiés un facteur de promotion/protection plus élevé et plusieurs facteurs de risque plus faibles dans Basse-Ville en comparaison avec les autres quartiers.

3.4.4.1. Facteurs de promotion/protection plus présents dans Basse-Ville

- Basse-Ville présente une plus grande proximité avec un établissement de santé, une pharmacie, une bibliothèque, une garderie et une école primaire qu'au moins deux des trois autres quartiers.

3.4.4.2. Facteurs de risque moins présents dans Basse-Ville

- La proportion de familles ayant eu recours aux services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE) est plus faible dans Basse-Ville que dans Limoilou et Vanier.
- Une plus faible proportion de familles de Basse-Ville utilise les services de la clinique prénatale du CLSC comparativement aux familles de Duberger–Les Saules et Limoilou.
- Une plus faible proportion de femmes de Basse-Ville a reçu une visite postnatale du CLSC comparativement aux femmes de Duberger–Les Saules et Limoilou.
- Enfin, la proportion familles avec enfants âgés de 0- 5 ans ayant recours aux services du CLSC pour les jeunes en difficulté, les retards de développement, l'orthophonie, la santé mentale, les soins pédiatriques, le soutien à domicile ou les soins en déficience intellectuelle et déficience physique et troubles du spectre de l'autisme (DIDPTSA) est plus faible dans Basse-Ville que dans les trois autres quartiers.

4. FACTEURS IMPORTANTS

Les facteurs perçus comme importants pour le développement des jeunes enfants et le bien-être des familles ont été présentés précédemment (voir section 2). Ces « facteurs importants » sont issus des témoignages des leaders locaux et des intervenant·es rencontré·es sur ce qu'ils et elles considéraient comme important pour le développement des tout-petits à l'échelle de la communauté, que le facteur soit considéré comme une force ou un défi dans leur quartier. Les quatre quartiers ont été traités, faisant ressortir les éléments les plus notables des témoignages de façon à en brosser un portrait général pour chacun d'eux. La présente section permettra de dévoiler quels sont les facteurs importants identifiés comme « forts » dans les témoignages des personnes participantes, puis, parmi eux, lesquels peuvent être qualifiés de « transversaux », car ils apparaissent comme étant « forts » dans trois des quatre communautés ou les quatre.

Parmi les facteurs importants, certains ont été identifiés comme « forts » en fonction de l'un ou l'autre de ces trois critères, utilisés dans l'étude KiCS (Goldfeld et al., 2017) :

- **Spontanéité** : Les participant·es ont mentionné un facteur particulier sans y être incité·es ou interrogé·es (parfois avec une certaine intensité ou insistance dans le récit) ou ils ou elles ont indiqué qu'un facteur ou un thème était important;
- **Cohérence entre les leaders locaux et les intervenant·es** : Différents groupes de participant·es (leaders locaux, intervenant·es) identifient un thème commun comme étant important; ou
- **Fréquence** : Au moins deux participant·es d'un même quartier ont indiqué qu'un facteur particulier était important.

Parmi les facteurs importants forts, certains ont été identifiés comme étant « transversaux ». Ces derniers sont des facteurs importants forts (étape précédente de l'analyse) dans au moins trois des quatre communautés locales étudiées.

Cette démarche d'analyse en trois étapes est illustrée par la figure suivante :

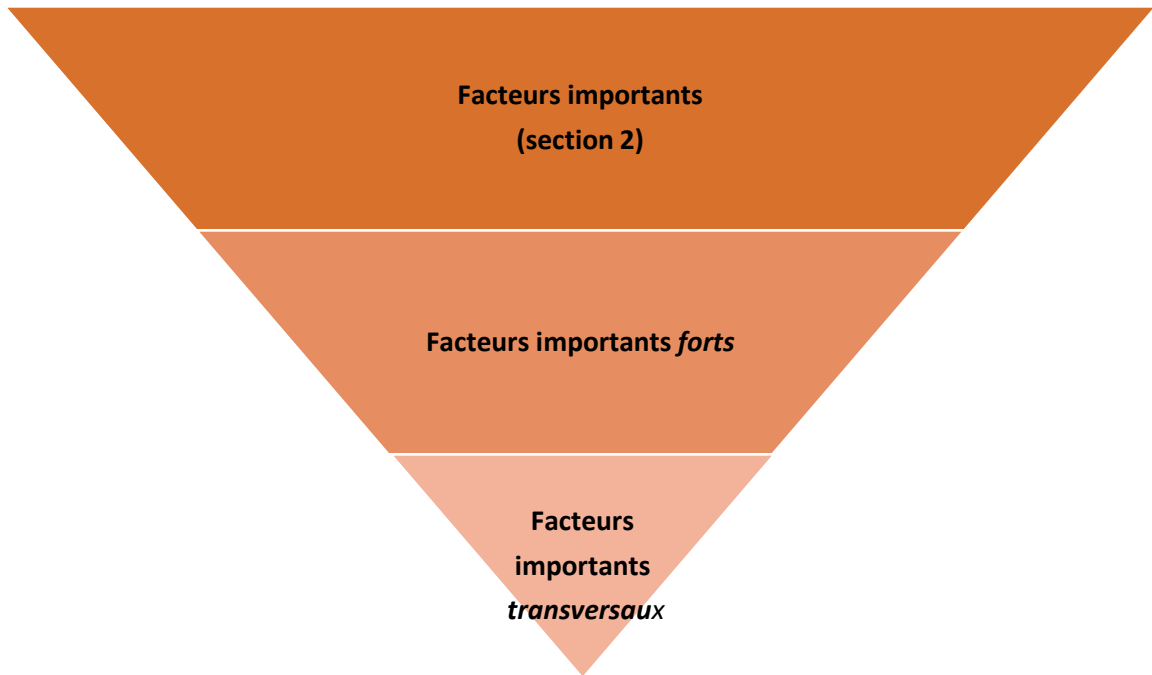


Figure 9. Analyse en 3 étapes

Les facteurs importants transversaux sont ci-après présentés dans des tableaux en fonction de l'environnement physique, de l'environnement social, des facteurs socio-économiques, des services et de la gouvernance. Les facteurs ont été placés dans la catégorie à laquelle ils correspondaient le mieux, mais notons l'enchevêtrement des catégories; des éléments pourraient en effet correspondre à plus d'une catégorie (p. ex. les parcs et espaces verts font partie de l'environnement physique, mais bonifient aussi la sociabilité publique extérieure, ce qui fait référence à l'environnement social du quartier). Pour chacun des tableaux, la colonne « facteurs importants transversaux » indique d'un crochet turquoise les facteurs importants « forts » qui sont aussi transversaux, donc qui concernent trois ou quatre quartiers. Les croix orange indiquent des facteurs importants qui se sont qualifiés comme étant « forts », mais non « transversaux », car ils touchent moins de trois quartiers sur quatre. Un texte explicatif accompagne les facteurs transversaux.

4.1. Environnement physique


	Facteurs transversaux importants
Parc immobilier hétérogène	✗
Contiguïté des habitations	✗
Taille des habitations	☑
Désuétude et insalubrité des habitations	✗
Prix des habitations et offre de logements sociaux	☑
Obstacles et sécurité lors des déplacements piétonniers	☑
Proximité des lieux permettant les déplacements piétonniers	☑
Transport en commun permettant les déplacements au sein du quartier	☑
Transport en commun permettant les déplacements vers l'extérieur du quartier	☑
Pollutions variées (incluant les voitures)	☑
Parcs et espaces verts	☑
Canopée et aménagement urbain	☑

Figure 10. Facteurs transversaux importants : environnement physique

4.1.1. Taille des habitations

Documentée dans les quatre quartiers, la taille des logements pour les familles est considérée comme insuffisante dans chacun d'eux.

4.1.2. Prix des habitations et offre de logements sociaux

Documentés dans les quatre quartiers, les prix pour se loger sont considérés comme trop dispendieux dans chacun d'eux. Ceci inclut une offre de logements subventionnés jugée généralement trop faible.

4.1.3. Obstacles et sécurité lors des déplacements piétonniers

Documentés dans les quatre quartiers, les déplacements sont considérés comme difficiles dans chacun d'eux en raison de la sécurité, de l'encombrement des trottoirs ou de leur absence à des endroits névralgiques.

4.1.4. Proximité des lieux permettant les déplacements piétonniers

Identifié dans les quatre quartiers. Toutefois, les impressions divergent en fonction du quartier. Il s'agit d'une force nette pour Basse-Ville, d'un défi net pour Vanier et Duberger–Les Saules, alors que ces quartiers sont nommés comme étant construits pour les voitures. Limoilou présente deux sous-quartiers où il s'agit d'un défi — Lairet et Maizerets —, alors que la perception est positive pour Vieux-Limoilou.

4.1.5. Transport en commun permettant les déplacements au sein du quartier

Identifié comme un défi dans Limoilou (spécialement dans Maizerets), Duberger–Les Saules et Vanier.

4.1.6. Transport en commun permettant les déplacements vers l'extérieur du quartier

Identifié dans les quatre quartiers. Perçu comme une force pour Basse-Ville, Limoilou et Duberger–Les Saules, alors que Vanier soulève l'enjeu de trajets longs et segmentés.

4.1.7. Pollutions variées (incluant les voitures)

Les pollutions diverses (aériennes, sonores, etc.) sont considérées comme un problème pour les enfants de Basse-Ville, Limoilou et Vanier, mais sous des formes qui varient légèrement selon le quartier.


4.1.8. Parcs et espaces verts

Identifié dans les quatre quartiers. Résolument une force dans Duberger–Les Saules et un défi dans Vanier. Les deux autres quartiers sont plus nuancés : Basse-Ville a une impression positive pour Saint-Sauveur et négative pour Saint-Roch, alors que Limoilou a une impression positive de son territoire, sauf pour Lairet.

4.1.9. Canopée et aménagement urbain

Le territoire est perçu comme une force dans Limoilou et Duberger–Les Saules et présente des défis marqués dans Basse-Ville et Vanier.

4.2. Environnement social



	Facteurs transversaux importants
Discrimination/racisme	<input type="checkbox"/>
Diversité ethnique au sein du milieu de vie	<input checked="" type="checkbox"/>
Enracinement des familles dans le milieu de vie	<input checked="" type="checkbox"/>
Sentiment d'appartenance au milieu de vie	<input checked="" type="checkbox"/>
Mixité sociale	<input type="checkbox"/>
Désaffiliation sociale	<input type="checkbox"/>
Violences éducatives	<input type="checkbox"/>

Figure 11. Facteurs transversaux importants : environnement social

4.2.1. Diversité ethnique au sein du milieu de vie

Identifié dans les quatre quartiers. La cohabitation est perçue comme une force pour Basse-Ville, Limoilou et Duberger–Les Saules, alors que Vanier présenterait davantage de défis de cohabitation.


4.2.2. Enracinement des familles dans le milieu de vie

Identifié dans les quatre quartiers. L'enracinement, ou le désir de s'établir et de demeurer dans le quartier, est perçu comme une force dans Basse-Ville et Vanier, mais pas dans Limoilou et Duberger–Les Saules, qui seraient davantage des quartiers de transition, de passage.

4.2.3. Sentiment d'appartenance au milieu de vie

Identifié dans les quatre quartiers. Le sentiment d'appartenance à son quartier est un facteur présent et d'importance au développement des tout-petits (seule nuance : en Basse-Ville, il serait moins présent dans Saint-Roch que dans Saint-Sauveur).

4.3. Contexte socio-économique



	Facteurs transversaux importants
Mixité sociale	<input checked="" type="checkbox"/>
Cohabitation avec des individus marginalisés	<input checked="" type="checkbox"/>
Concentration de défavorisation sociale et matérielle en zones distinctes	<input checked="" type="checkbox"/>
Défavorisation sociale et matérielle	<input type="checkbox"/>
Scolarisation	<input type="checkbox"/>
Précarité d'emploi	<input type="checkbox"/>

Figure 12. Facteurs transversaux importants : contexte socio-économique

4.3.1. Mixité sociale

Des effets positifs à l'embourgeoisement (effet « locomotive » ou développement d'une mixité favorable par la présence de modèles positifs aux tout-petits) ont été identifiés comme un facteur important favorable aux jeunes enfants dans trois quartiers : Basse-Ville, Limoilou et Vanier.

4.3.2. Cohabitation avec des individus marginalisés


La cohabitation avec des individus en situation de marginalité (p. ex. consommation, itinérance) représente un facteur important défavorable aux tout-petits dans trois quartiers : Basse-Ville, Limoilou et Vanier.

Des effets négatifs à l'embourgeoisement ont été identifiés comme un facteur important défavorable aux jeunes enfants dans trois quartiers : Basse-Ville, Limoilou et Vanier.

4.3.3. Concentration de défavorisation sociale et matérielle en zones distinctes

Trois quartiers — Limoilou, Duberger–Les Saules et Vanier — présentent, selon les participant·es, des zones de défavorisation sociale et matérielle particulièrement concentrées, ce qui est perçu comme un facteur défavorable au développement des tout-petits.

4.4. Services



	Facteurs transversaux importants
Services innovants ou créatifs	<input checked="" type="checkbox"/>
Services diversifiés	<input checked="" type="checkbox"/>
Services de qualité	<input checked="" type="checkbox"/>
Référencement personnalisé pour les familles	<input checked="" type="checkbox"/>
Travail de proximité auprès des familles	<input checked="" type="checkbox"/>
Qualité des services de garde éducatifs	<input checked="" type="checkbox"/>
Accès aux services de garde éducatifs	<input checked="" type="checkbox"/>
Présence d'activités culturelles (dont celles axées vers la littératie) et de loisirs	<input checked="" type="checkbox"/>
Approvisionnement alimentaire — proximité	<input type="checkbox"/>
Proximité des soins de santé	<input checked="" type="checkbox"/>
Proximité des services sociaux et communautaires	<input checked="" type="checkbox"/>

Figure 13. Facteurs transversaux importants : services

4.4.1. Services innovants ou créatifs

L'innovation ou la créativité dans les services offerts sur le territoire est nommée comme une force pour le développement des tout-petits dans trois quartiers : Limoilou, Duberger–Les Saules et Vanier.

4.4.2. Services diversifiés

Identifié dans les quatre quartiers. Considérés suffisants pour soutenir le développement des tout-petits dans Basse-Ville, Limoilou et Duberger–Les Saules. Cela représenterait toutefois un défi pour les tout-petits de Vanier.

4.4.3. Services de qualité

Documenté dans les quatre quartiers. La qualité des services offerts est considérée comme positive et importante dans chacun d'eux.

4.4.4. *Référencement personnalisé pour les familles*

Le référencement personnalisé des familles aux services offerts est nommé comme une force pour le développement des tout-petits dans trois quartiers : Basse-Ville, Duberger–Les Saules et Vanier.

4.4.5. *Travail de proximité auprès des familles*

Documenté dans les quatre quartiers. La mise en place d'une approche de travail de proximité adaptée aux besoins locaux est considérée comme une force pour le développement des tout-petits dans chacun d'eux.

4.4.6. *Qualité des services de garde éducatifs*

La qualité des services de garde éducatifs est nommée comme une force pour le développement des tout-petits dans trois quartiers : Limoilou, Duberger–Les Saules et Vanier.

4.4.7. *Accès aux services de garde éducatifs*

Documenté dans les quatre quartiers. L'accès aux services de garde éducatifs est considéré comme insuffisant dans chacun d'eux.

4.4.8. *Présence d'activités culturelles (dont celles axées vers la littératie) et de loisirs*

Documenté dans les quatre quartiers. L'accès à des activités culturelles, de littératie et de loisirs variées est considéré comme important et favorable dans chacun d'eux.


4.4.9. *Proximité des soins de santé*

La proximité à des services de santé pour les tout-petits et leur famille est jugée importante, mais insuffisante dans Limoilou, Duberger–Les Saules et Vanier. Pour la Basse-Ville, ce facteur est jugé important et favorable.

4.4.10. *Proximité des services sociaux et communautaires*

La proximité à des services communautaires ou sociaux pour les tout-petits et leur famille est jugée importante, mais insuffisante dans Duberger–Les Saules et Vanier. Pour la Basse-Ville, ce facteur est jugé important et favorable.

4.5. Gouvernance



	Facteurs transversaux importants
Concertation des acteurs en petite enfance (au sens de « circulation de l'information »)	<input checked="" type="checkbox"/>
Travail collaboratif des acteurs dans un but commun (au sens de « travailler ensemble »)	<input checked="" type="checkbox"/>
Vision macropolitique à long terme	<input type="checkbox"/>
Participation tangible des citoyen·nes, dont les familles	<input checked="" type="checkbox"/>
Volonté de mobilisation des familles	<input checked="" type="checkbox"/>
Présence de leaders forts en petite enfance	<input checked="" type="checkbox"/>
Pérennisation des actions et partenariats	<input type="checkbox"/>
Sentiment d'appartenance des travailleur·euses	<input type="checkbox"/>
Consultation des familles	<input checked="" type="checkbox"/>

Figure 14. Facteurs transversaux importants : gouvernance

4.5.1. Concertation des acteurs en petite enfance

Documenté dans les quatre quartiers. La concertation des acteurs en petite enfance, donc la circulation de l'information dans une visée commune, est considérée comme bonne et porteuse pour le développement des tout-petits dans chacun des quartiers.

4.5.2. Travail collaboratif des acteurs dans un but commun

Documenté dans les quatre quartiers. Le travail collaboratif et les projets conjoints des acteurs en petite enfance sont jugés positivement dans chacun des quartiers.

4.5.3. Participation tangible des citoyen·nes dont les familles

Les quatre quartiers nomment ce facteur comme étant important, mais deux l'observent favorablement dans leur quartier — Basse-Ville et Limoilou —, alors qu'une amélioration serait nécessaire dans Duberger–Les Saules et Vanier selon les participant·es.

4.5.4. Volonté de mobilisation des familles

Documenté dans les quatre quartiers. La volonté d'inclure et de mobiliser les familles (pour des projets, dans la gouvernance, etc.) est considérée comme importante et positive dans chacun des quartiers. La volonté de mobiliser les familles est à distinguer de leur participation tangible. C'est-à-dire que les milieux peuvent vouloir consulter et faire participer les familles, mais le fait que celles-ci participent concrètement est indépendant de la volonté des intervenant-es ou des leaders locaux, par exemple.

4.5.5. Présence de leaders forts en petite enfance

Documenté dans les quatre quartiers. La présence de leaders forts et proactifs en petite enfance est considérée comme importante et présente dans chacun d'eux.

4.5.6. Consultation des familles

Documenté dans les quatre quartiers. La consultation des familles afin de connaître leurs priorités et préoccupations est considérée comme importante et présente dans chacun d'eux.

En bref, les constats précédents nous permettent d'évoquer que les facteurs importants transversaux sont nombreux. Certaines catégories comportent davantage de facteurs importants transversaux unanimes, c'est-à-dire constatés dans les quatre quartiers. Il est possible de constater que l'environnement physique rallie les quatre quartiers quant à son importance dans la vie des tout-petits, récoltant une majorité de facteurs importants transversaux unanimes. Il en va de même avec la gouvernance et les services, deux sphères intimement liées. Ces éléments nous permettent de tirer certains constats dont il sera question plus abondamment dans la discussion.

5. FACTEURS COMMUNAUTAIRES FONDAMENTAUX (*FOUNDATIONAL COMMUNITY FACTORS*)

Comme dans le cas de KiCS (Goldfeld et al. 2016, p 3), les méthodes mixtes utilisées dans le cadre de cette étude nous ont amenées à identifier des facteurs qui seraient associés à un développement positif des tout-petits. Il s'agit des facteurs communautaires fondamentaux (FCF; Goldfeld et al. 2015). Concrètement, ces FCF sont des facteurs environnementaux qui jettent les bases d'une communauté adéquate pour les jeunes enfants. Ils aident à mieux comprendre ce qui, dans les communautés, est susceptible de faciliter ou d'entraver le développement des jeunes enfants. Ainsi, lorsqu'un FCF est favorable dans une communauté, il est possible qu'il soit associé à des effets positifs sur les tout-petits, alors qu'à l'inverse, lorsqu'un FCF est un défi dans un quartier, il est possible qu'il soit associé à des effets néfastes sur les tout-petits.

Les FCF, sont susceptibles d'aider les communautés à renforcer l'engagement et le développement des parties prenantes et à formuler des recommandations politiques en identifiant ce qui est important pour le développement des jeunes enfants dans le contexte local. Par exemple, ils peuvent être utilisés pour informer et impliquer les résident-es et les organisations locales de facteurs susceptibles d'aider les tout-petits dans leur développement à l'échelle du quartier, d'identifier les problèmes clés, de discuter des priorités et de planifier les orientations futures dans les communautés locales. En sensibilisant tout d'abord les communautés aux FCF, les acteurs locaux peuvent alors dépasser les informations anecdotiques et entamer une discussion fondée sur des données probantes concernant le suivi de la communauté afin d'éclairer les initiatives locales. Une meilleure compréhension des FCF en tant que données probantes peut contribuer à orienter des décisions politiques et des actions à l'échelle de la communauté adaptées au contexte local.

La liste de 19 FCF ici-bas pourra soutenir les acteurs du milieu à identifier ce qui est important pour le développement des jeunes enfants dans le contexte local et, ainsi, les principaux domaines d'actions à poser pour la création de meilleurs environnements pour la santé et le bien-être des enfants en s'appuyant sur les données de recherche.

Des FCF sont identifiés dans l'étude KiCS et nous en identifions aussi dans le projet CoDEs – Quartiers centraux de Québec. Nous utilisons une définition et une méthode similaire. Comme pour

l'étude KiCS, mais en fonction de critères adaptés au type d'échantillon, notamment, les FCF du projet CoDES ont été identifiés en combinant les résultats quantitatifs et qualitatifs selon une démarche mixte. L'identification des FCF repose sur la triangulation, donc la mise en dialogue, des données chiffrées et celles issues des témoignages.

Voici les critères utilisés pour identifier les 19 FCF. Un FCF pouvait être identifié selon un seul de ces critères ou plusieurs à la fois (voir la colonne centrale du tableau suivant). Bref, pour être identifié comme un FCF, un facteur devait être un :

- A. Facteur différenciateur (longitudinal OU transversal — quantitatif) ET un facteur important transversal (qualitatif);
- B. Facteur différenciateur longitudinal ET transversal (critère uniquement quantitatif);
- C. Facteur important transversal unanime, constaté au sein des quatre quartiers (critère uniquement qualitatif).

Tableau 14. Facteurs communautaires fondamentaux

FCF (19)	Critère(s) d'identification	Définition
1. Accessibilité aux services et installations	[A, B, C]	Ce facteur concerne la densité des services et à la proximité des lieux à distance de marche. Y sont inclus la proximité d'une bibliothèque/d'activités culturelles et d'un établissement de santé.
2. Transport actif	[B et C]	Ce facteur concerne à la possibilité de déplacements à vélo ou à pied grâce à la présence d'un réseau organisé.
3. Accessibilité aux logements	[A et C]	Ce facteur comprend le prix des habitations (valeur médiane des logements) ainsi que l'offre de logements sociaux.
4. Transport public	[A et C]	Ce facteur comprend l'offre de transport en commun, la proximité d'un arrêt d'autobus et le nombre d'arrêts d'autobus. De plus, on y considère la capacité de déplacement au sein du quartier et à l'extérieur du quartier.
5. Espaces verts	[A et C]	Ce facteur considère la proximité d'un parc de même que la présence d'espaces verts.
6. Cohabitation interethnique	[A et C]	Ce facteur concerne la proportion de personnes réfugiées et de résident-es allophones dans un quartier. D'une part, ces situations sont associées à un cumul de défis. D'autre part, il y a tout de même présence d'entraide et d'ouverture qui soutiennent une cohabitation harmonieuse.
7. Embourgeoisement (gentrification)	[A]	Ce facteur concerne la proportion de ménages embourgeoisés et intensément embourgeoisés d'un quartier. Celui-ci réfère aussi à la mixité sociale générée qui est favorable à la mobilisation citoyenne, mais qui représente à la fois un défi dans l'accès aux commerces et à l'habitation abordable pour les ménages à plus faible revenu.
8. Revenu familial	[A]	Ce facteur concerne le revenu moyen des familles avec enfant(s) et la proportion des enfants de 0-5 ans vivant sous le seuil de faible revenu. Ce facteur s'intéresse aussi à la défavorisation et à sa concentration en zones distinctes.
9. Proportion des familles en situation de monoparentalité	[B]	Il s'agit de la proportion de familles vivant une situation de monoparentalité dans le quartier.
10. Scolarisation de la population	[B]	Il s'agit de la proportion de résident-es sans diplôme universitaire dans le quartier.
11. Taille des logements en fonction des besoins	[C]	Ce facteur concerne la taille des habitations en fonction du nombre d'enfants par logement.
12. Mobilité résidentielle	[C]	Ce facteur comprend le sentiment d'appartenance au milieu de vie de même que l'enracinement des familles. Ce facteur prend aussi en compte les quartiers considérés comme transitoires, là où les familles ne sont de passage que pour une brève période.

FCF (19)	Critère(s) d'identification	Définition
13. Perception de la qualité des services	[C]	Ce facteur concerne la perception de la qualité des services offerts sur le territoire.
14. Quantité des services	[C]	Ce facteur comprend la présence suffisante de services dans le quartier (dont les services de garde éducatifs, les soins de santé et services sociaux, etc.).
15. Travail de proximité auprès des familles	[C]	Ce facteur concerne la présence de travail de proximité auprès des familles par le biais d'interventions collectives dans les milieux de vie.
16. Concertation et travail collaboratif des acteurs en petite enfance	[C]	Ce facteur concerne le travail collaboratif et de concertation des acteurs en petite enfance et développement des communautés dans un but commun : le bien-être des familles.
17. Participation citoyenne des familles	[C]	Ce facteur comprend la participation tangible des citoyen-nes, dont les familles, à la vie politique et associative du quartier.
18. Consultation des familles	[C]	Ce facteur concerne la volonté organisationnelle de mobilisation et de consultation des familles.
19. Leadership organisationnel	[C]	Ce facteur réfère à la présence de leaders forts en petite enfance, des porteurs de voix pour les tout-petits.

6. DISCUSSION

Le projet CoDES – quartiers centraux de Québec s’est intéressé à la petite enfance, une phase particulièrement sensible du développement (Entwisle et al., 2005). Le projet s’est penché sur les liens entre l’environnement à l’échelle des communautés, le développement des jeunes enfants et le bien-être des familles, par le biais de quatre cas de figure que sont les quartiers Basse-Ville, Duberger–Les Saules, Limoilou et Vanier.

6.1. Principaux constats

6.1.1. L’importance du cumul de facteurs favorables au développement des jeunes enfants

Dans Basse-Ville, où les enfants ont des indicateurs du développement supérieurs aux autres quartiers, nous avons identifié un cumul de facteurs différenciateurs favorables au développement des jeunes enfants, qui pourraient, au moins en partie, expliquer les résultats et les changements positifs en matière du développement des enfants dans ce quartier. La majorité des travaux considère un facteur ou une catégorie de facteurs de façon spécifique ou isolée en lien avec le développement des jeunes enfants (Mandic et al., 2015; Hilger-Kolb et al., 2019; Alderton et al., 2019). En comparaison, moins de travaux considèrent l’effet du cumul de facteurs de risque ou de protection dans les cinq catégories de facteurs et les interrelations entre ceux-ci en lien avec le développement des jeunes enfants. L’étude KiCS est l’une des rares où les cinq catégories de facteurs sont considérées de façon simultanée pour tenir compte de leurs effets cumulatifs (Goldfeld et al., 2015; Minh et al., 2017).

Nous avons identifié plusieurs facteurs différenciateurs transversaux et quelques facteurs différenciateurs longitudinaux dans toutes les catégories explorées (environnement physique, environnement social, contexte socio-économique, services). Ensemble, ces résultats signifient que les facteurs environnementaux, outre le niveau socio-économique, expliquent au moins en partie le développement des jeunes enfants à l’échelle des communautés. En plus de ces facteurs environnementaux, les facteurs individuels et familiaux (Gauthier-Légaré et al., 2022; Bernier et al., 2021; Madigan et al., 2018) et, dans une perspective écosystémique, les politiques fédérales, provinciales et locales (Alderton et al., 2019; Blair et Ford, 2019; Bronfenbrenner, 1992; Goldfeld et al., 2015) influencent aussi le développement des jeunes enfants à l’échelle des communautés.

6.1.2. Prépondérance de facteurs de l'environnement physique

Nous avons identifié des facteurs différenciateurs dans toutes les catégories explorées. Il existerait donc plusieurs sphères (catégories) importantes sur lesquelles nous pouvons agir pour soutenir le développement des jeunes enfants à l'échelle des communautés. Bien que ces sphères soient interreliées, nous avons identifié une plus grande proportion de facteurs différenciateurs de l'environnement physique. Cela souligne l'importance des lieux bâtis et de l'aménagement des espaces pour le développement et le bien-être des enfants et des familles. Les études révèlent aussi l'importance de l'aménagement physique d'un quartier sur le bien-être des enfants, notamment en ce qui a trait à l'habitation, aux capacités de déplacements urbains simples (Timperio et al., 2006) et à la sécurité (Shah et al., 2023). Notre étude, à l'instar d'autres, indiquent que les aires de jeux extérieures semblent importantes pour le développement des jeunes enfants (Aarts et al., 2012; Brussoni et al., 2017; Chandwania et al., 2022). Au surplus, vivre dans un quartier au couvert végétal abondant participe à un environnement physique pouvant influencer favorablement le développement des tout-petits et le bien-être des familles comme en témoignent notamment notre étude et celle de Myging et al. (2021).

En contrepartie, très peu de facteurs différenciateurs de l'environnement social ont été identifiés, ce qui nous a paru surprenant considérant l'importance de cette catégorie de facteurs en lien avec le développement des enfants. En effet, les études montrent l'importance de la cohésion sociale (la mobilisation, l'implication et le sentiment de communauté et d'une identité commune) dans la perception d'une vie caractérisée par un sentiment de bien-être (Barnhart et al., 2018; Hilger-Kolb et al., 2019; Jean et Bilodeau, 2016). En outre, la « sociabilité publique », c'est-à-dire les relations entre les personnes dans les lieux publics (Jean, 2017, p. 230) y contribue aussi, ce que notre étude a permis d'observer en termes de « communautés de parcs », notamment. Cela étant posé, nos résultats ne signifient toutefois pas que l'environnement social a une moindre importance que l'environnement physique, mais cela veut plutôt dire que dans le contexte local, moins de facteurs de l'environnement social expliqueraient les résultats et les changements positifs en matière du développement des enfants.

La prépondérance de facteurs de l'environnement physique est aussi évidente d'un point de vue qualitatif; sept (7) facteurs transversaux importants sont nommés dans les quatre quartiers. Il s'agit de : 1) Taille des habitations; 2) Prix des habitations et offre de logements sociaux; 3) Obstacles et sécurité lors des déplacements piétonniers; 4) Proximité des lieux permettant les déplacements piétonniers; 5) Transport en commun permettant les déplacements vers l'extérieur du quartier; 6) Parcs et espaces verts; 7) Canopée et aménagement urbain. Certains de ces facteurs sont aussi des facteurs différenciateurs (la valeur médiane des logements, le transport en commun et la proximité à un parc). L'environnement physique est aussi lié aux dynamiques sociales qui ont cours dans un quartier et donc, par ricochet, à l'expérience de la parentalité urbaine. Il s'agit ici d'une synergie entre les facteurs relevant de l'environnement physique et ceux relevant de l'environnement social.

Nous observons d'un point de vue qualitatif que les logements sociaux et les personnes issues de l'immigration récente se retrouvent souvent dans les zones denses présentant une faible canopée, ce qui peut entraîner d'éventuelles limitations pour le développement des tout-petits et leur santé. Pensons notamment au fait que les tout-petits joueront probablement moins dehors, que s'ils le font, ils seront probablement dans des milieux moins adaptés et moins sécuritaires (p. ex. stationnement d'immeuble) plutôt que dans un espace privatif telle une cour arrière verdie. De plus, les enfants sont sensibles aux effets de la pollution dans leur milieu de vie principal (il faut ajouter une référence pour affirmer cela ou dire : nos résultats suggèrent... si c'est le cas). Par exemple, la pollution sonore crée un milieu de vie moins paisible pour les tout-petits, ce qui peut engendrer des effets négatifs, notamment sur leurs apprentissages (Martin et al., 2015, p. 19). Les îlots de chaleur urbains, qui affectent particulièrement les personnes vulnérables comme les tout-petits ou les personnes enceintes, sont également des freins au temps de qualité passé à l'extérieur par les familles des quartiers centraux (Giguère, 2009). En ce qui a trait au parc immobilier, les tout-petits peuvent être affectés par un logement qui serait trop dispendieux ou trop petit pour leur famille, en raison, par exemple, de l'instabilité économique ou du stress parental qui peut en découler (idem : il faut ajouter une référence pour affirmer cela ou dire : nos résultats suggèrent... si c'est le cas).

Goldfeld et al. (2015; 203) indiquent d'ailleurs un certain chevauchement entre les environnements sociaux et physiques, les deux ayant le potentiel d'exercer une influence sur le développement des enfants. En effet, les barrières physiques, telles que les rivières et les voies de circulation, peuvent influencer les interactions sociales et l'accès aux services. Ceci montre comment les

domaines physiques, sociaux et les services sont interconnectés (Goldfeld et al., 2015, p. 203). Au-delà des barrières physiques urbaines, certaines zones des quartiers centraux ne sont pas aménagées de façon optimale. En effet, ces zones peuvent présenter des terrains vagues, des viaducs, des parcs obsolètes, etc., ce qui peut générer des activités illicites ou jugées dérangeantes par des gens fréquentant ces espaces. Il peut parfois en découler une cohabitation moins aisée avec des gens en situation de vulnérabilité, notamment en lien avec la consommation ou l'itinérance. Les témoignages indiquent que cela peut être un enjeu quant au sentiment de sécurité et de quiétude des familles dans leur quartier. Ces désagréments auraient des liens avec l'enracinement dans la communauté et la mobilité résidentielle, car ils pourraient inciter des familles à vouloir élever leurs enfants dans un autre type de milieu.

6.1.3. Une saine gouvernance et des services adaptés à l'échelle de la communauté locale qui favorisent le bien-être des tout-petits

Sur le plan de la gouvernance, six (6) facteurs transversaux importants nommés à l'unanimité (dans les quatre quartiers) ont été identifiés : 1) Concertation des acteurs en petite enfance; 2) Travail collaboratif des acteurs dans un but commun; 3) Participation tangible des citoyen·nes dont les familles; 4) Volonté de mobilisation des familles; 5) Présence de leaders forts en petite enfance; 6) Consultation des familles. La gouvernance était difficile à évaluer d'un point de vue quantitatif, mais s'est révélée très présente dans les témoignages des participant·es; il s'agit d'un point d'articulation avec plusieurs autres éléments, dont les services en particulier. En effet, la question de la gouvernance influe directement sur l'offre de services et la qualité de ceux-ci. Notamment, un travail collaboratif entre des partenaires mobilisés permet la mise en place de services adaptés, qui ne se dédoublent pas et répondent adéquatement aux besoins de la population desservie. Ainsi, une saine concertation des acteurs·rices en petite enfance permet de mieux rejoindre les tout-petits avec des services qui se complètent. De plus, la prise en compte des voix citoyennes permet d'entendre la population, en l'occurrence les familles, pour offrir des services ancrés dans la réalité de leur quotidien ou les accompagner dans une démarche de prise de pouvoir qu'ils et elles mettent en œuvre.

Il existe un intérêt croissant pour la mobilisation des parents, mais ces derniers sont encore peu consultés (Brook et Salmon, 2017; McNeilly et al., 2017), alors qu'ils souhaiteraient l'être davantage, ce que plusieurs participant·es rencontré·es ont dit tâcher de mettre de l'avant autant que possible. Au-delà de la mobilisation des parents, la coordination des services dans les communautés (p. ex. les partenariats) peut aussi favoriser le développement des jeunes enfants, ce que notre étude et d'autres appuient

(Goldfeld et al., 2017; Okuda, 2021) avec clarté. Pour ce qui est des services, nous avons identifié six (6) facteurs transversaux importants nommés dans les quatre quartiers : 1) Services diversifiés; 2) Services de qualité; 3) Travail de proximité auprès des familles; 4) Accès aux services de garde éducatifs; 5) Présence d'activités culturelles (dont celles axées sur la littératie) et de loisirs; 6) Proximité des soins de santé. Les participant-es considèrent indéniablement les services variés et de qualité comme importants pour le développement des enfants et leur bien-être. Sur la base de groupes de discussion composés de parents avec enfants âgés de 0-5 ans, Partain et al. (2018) soutiennent que les programmes communautaires en petite enfance jouent un rôle positif sur le développement des enfants. De plus, les services de garde éducatifs et les programmes de stimulation précoce peuvent prévenir la maltraitance chez les tout-petits (Gagné et Goulet, 2017, p. 15). Au sein des quartiers étudiés, la qualité de ces services n'est pas remise en cause, mais leur accès demeure un problème, ce que soulevaient aussi d'autres études (Castro et Villeneuve, 2019; Gautam et Bhadra, 2023). Parmi ces services se retrouvent les services de santé, mais aussi les services de garde éducatifs, qui viennent soutenir le développement des tout-petits tout en permettant aux parents, les mères en particulier, de travailler ou d'étudier. En outre, la présence d'activités liées à la culture, comme l'accès aux bibliothèques, au théâtre jeunesse, aux arts, etc., est soulevée comme réellement importante. Par le développement de l'expression des émotions et l'exploration du monde, les activités d'éveil à la culture et à l'art sont favorables au développement des tout-petits et participent à créer des ponts entre les milieux de garde éducatifs et les familles (Jardiné, 2005; Rateau, 2005).

Le travail de proximité (p. ex. présence d'un-e agent-e de milieu ou de liaison, locaux communautaires dans les milieux de vie) apparaît comme une manière porteuse d'aller vers les jeunes enfants, voire d'intervenir collectivement ou individuellement, et est largement encouragée par les participant-es pour rejoindre les familles un peu plus isolées, créant une passerelle entre elles et les services offerts. Dans les milieux défavorisés, l'approche de proximité des organismes communautaires, qui favorise la connaissance personnalisée des familles et les actions adaptées aux besoins spécifiques des milieux, permet aux personnes intervenantes de développer des relations positives avec les tout-petits, ce qui peut améliorer l'impact des interventions précoces auprès des familles (Archambault et al., 2020). Les résultats de notre étude appuient clairement la pertinence de l'intervention de proximité pour ces familles. Or, l'accès à ces services peut représenter un défi pour certaines familles. Les travailleur-euses de milieu qui font de l'intervention de proximité sont des « tisseurs de liens » entre des personnes marginalisées, isolées et les structures sociales existantes pour leur faire profiter de services variés

(Saulnier, 2016, p. 25). Une saine gouvernance peut contrer les défis d'accès pour les familles plus vulnérables en établissant des stratégies concertées par les différents acteur·rices en petite enfance pour rejoindre les tout-petits et leurs proches par des approches inclusives (idem : il faut ajouter une référence pour affirmer cela ou dire : nos résultats suggèrent... si c'est le cas). Même si les études sur la gouvernance à l'échelle des communautés locales sont rares, celles disponibles soulignent, comme la nôtre, l'importance des approches participatives reconnaissant l'expertise parentale et de la coordination des services (Brook et Salmon, 2017; Goldfeld et al., 2017; McNeilly et al., 2017).

6.1.4. Les 19 FCF

Comme mentionné dans la section 5 du présent rapport, les facteurs communautaires fondamentaux (FCF) (KiCS, 2018) sont des facteurs environnementaux qui jettent les bases d'une communauté adéquate pour les jeunes enfants. Nous en avons identifié 19; ces FCF aident à mieux comprendre ce qui, dans les communautés, est susceptible de faciliter ou d'entraver le développement des jeunes enfants. Ainsi, lorsqu'un FCF est favorable dans une communauté, il est possible qu'il soit associé à des effets positifs sur les tout-petits, alors qu'à l'inverse, lorsqu'un FCF est un défi dans un quartier, il est possible qu'il soit associé à des effets néfastes sur les tout-petits.

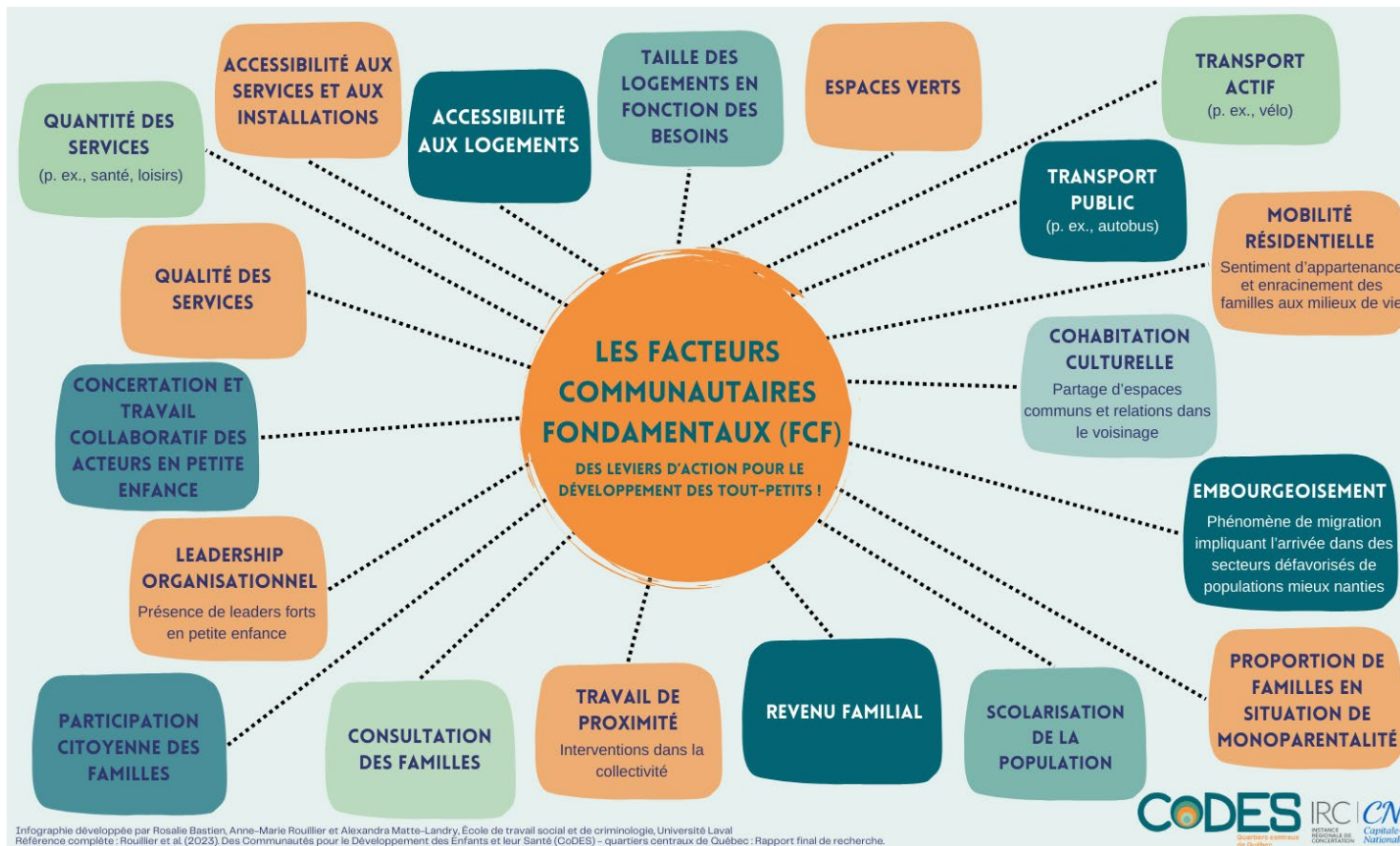


Figure 15. Facteurs communautaires fondamentaux

Pour sa part, l'étude KiCS (Goldfeld et al. 2018) identifie 13 facteurs communautaires fondamentaux (FCF) (voir le tableau 1 en introduction). Plusieurs FCF de notre étude sont aussi identifiés dans KiCS comme tels. Il s'agit de : revenu familial, scolarisation de la population, embourgeoisement, accessibilité aux logements¹⁵, mobilité résidentielle, leadership organisationnel (appelé prise de décisions locales dans l'étude KiCS) et, partiellement, ce que nous nommons l'accessibilité aux services et aux installations¹⁶, car l'étude KiCS recense la perception de l'accessibilité de l'éducation préscolaire comme étant un FCF.

Certains FCF de KiCS se distinguent des FCF de CoDES - quartiers centraux de Québec, ce qui pourrait s'expliquer, notamment, par les différences méthodologiques entre les deux études. Ces FCF de KiCS non identifiés comme FCF pour CoDES - quartiers centraux de Québec comprennent : densité des habitations¹⁷, stigmatisation, réputation perçue de l'école primaire, criminalité perçue et événements historiques. Toutefois, ces éléments, sans être des FCF au sens de la définition utilisée dans l'étude CoDES, se retrouvent, pour la plupart, considérés dans nos résultats quantitatifs ou qualitatifs.

Alors que chaque FCF spécifique peut être important en lien avec le développement des jeunes enfants, aucun FCF spécifique n'est probablement plus important que l'effet cumulatif des FCF favorables. Une meilleure compréhension des FCF peut contribuer à orienter des décisions politiques et des actions à l'échelle de la communauté, notamment en permettant de prioriser les gestes à poser pour multiplier les facteurs de promotion/protection. Chacun des FCF représente concrètement un levier d'action pour les tout-petits et leur famille.

Parmi les FCF identifiés, un seul l'a été en fonction des trois critères possibles. Il s'agit de l'accessibilité aux services et aux installations. Même si aucun FCF spécifique n'est plus important que le cumul de FCF favorables, celui-ci semble particulièrement important. Il concerne la densité des services et la proximité des lieux à distance de marche. Y sont inclus la proximité d'une bibliothèque, d'activités culturelles et d'un établissement de santé. L'accessibilité aux services et aux installations pour les familles devient donc un élément incontournable pour soutenir le développement des jeunes enfants.

¹⁵ Le logement social représente un FCF spécifique pour KiCS, alors que nous incluons cet aspect à l'accessibilité au logement.

¹⁶ KiCS présente un FCF spécifique pour l'accès aux milieux de garde éducatifs et un autre pour l'accès aux services « autres » que nous incluons à ce FCF générique « accessibilité aux services et installations ».

¹⁷ CoDES présente toutefois un FCF portant sur le surpeuplement des habitations.

Notamment, la littérature indique les effets importants de l'inaccessibilité aux services de santé, entravant les possibilités de développement des enfants (Gautam et al., 2023).

6.2. Implications pratiques, portées politiques et pistes d'actions

Les constats présentés dans la partie 1 de la présente discussion permettent de dégager des implications et pistes d'action potentielles pour favoriser le développement des tout-petits et le bien-être des familles :

- Les facteurs à l'échelle des communautés sont importants en ce qui concerne le développement des jeunes enfants et, donc, le développement des communautés. Les programmes et services ciblent souvent directement les tout-petits et les familles, mais en tant que collectivité, il est possible de soutenir leur développement et leur bien-être en misant sur les facteurs de promotion/protection et en amenuisant les facteurs de risque à l'échelle des communautés. En ce sens, les facteurs communautaires fondamentaux (FCF) offrent un outil de réflexion et constituent des leviers d'action afin d'identifier des priorités pour soutenir le développement des tout-petits et favoriser le bien-être des familles de jeunes enfants.
- Il semble important d'assurer une bonne concertation entre tous les partenaires d'un quartier pour soutenir la mobilisation et l'établissement de projets porteurs en petite enfance. Cela passe notamment par l'établissement d'une saine gouvernance, la circulation favorable des informations et le travail collaboratif dans un but commun, c'est-à-dire le bien-être des familles de jeunes enfants. Une meilleure concertation permet d'éviter le dédoublement de services et de favoriser la recherche de financement d'une manière favorable plutôt que compétitive.
- Il importe de rendre les services plus accessibles pour répondre aux besoins des familles, notamment celles en situation de vulnérabilité qui, dans certains cas, rencontreront plus de défis pour y accéder. Favoriser une offre de services qui fait usage des lieux communs du quartier est une manière de bénéficier des forces de l'environnement physique de chaque quartier et de rejoindre les familles là où elles se trouvent (p. ex. parcs et espaces verts). La question de l'accessibilité invite à repenser à des quartiers adaptés aux tout-petits, à ceux et à celles qui en prennent soin et, par extension, à toutes les personnes qui les entourent.

- Les initiatives locales, à l'intérieur d'un quartier, sont importantes, mais, dans une perspective transversale, agir en concertation « inter-quartier » pour améliorer les défis identifiés à une échelle plus vaste pourrait se révéler porteur. En effet, des défis peuvent toucher plus d'un quartier à la fois (p. ex. l'embourgeoisement qui implique le déplacement de familles). Les FCF, identifiés à partir de l'analyse des quatre quartiers, peuvent ainsi offrir une occasion de concertation afin de se rallier autour d'objectifs communs, répondant au besoin d'une vision politique macroscopique à moyen et long terme.

6.3. Forces et limites

Le projet CoDES — quartiers centraux de Québec présente des forces nettes, comme sa méthodologie mixte permettant un dialogue entre les données qualitatives et les données quantitatives, les unes venant appuyer ou nuancer les autres. En effet, la méthode mixte permet de maximiser les forces et de minimiser les limites des approches quantitatives et qualitatives en offrant une perspective multiple, élargie et approfondie des facteurs environnementaux associés au développement des jeunes et des mécanismes (ou processus) sous-jacents à ces associations. De plus, l'approche participative de l'étude CoDES est porteuse : elle implique des partenaires clés en petite enfance tout au long des différentes étapes de la recherche, permettant de saisir le portrait de la petite enfance dans la Capitale-Nationale avec sensibilité grâce à la participation de ces collaborateur·rices varié·es. D'autres forces se révèlent aussi, notamment le fait de considérer le cumul et l'interrelation de plusieurs catégories de facteurs environnementaux à l'échelle de la communauté, de même que la quantité des facteurs explorés.

Le projet présente également certaines limites. Sur le plan quantitatif, les données administratives, d'enquêtes et de surveillance utilisées n'étaient pas toutes disponibles aux périodes ciblées, soit 2011-2012 et 2016-2017. Ces données sont sujettes à des règles d'arrondissement, ce qui augmente la marge d'erreur et diminue la fiabilité des données, surtout pour les données présentées pour les familles avec enfants de 0-5 ans. Ensuite, en raison du devis (étude de cas comparative) et de la taille de l'échantillon (quatre quartiers), aucune analyse statistique inférentielle n'a été effectuée. Cependant, une comparaison de Basse-Ville (où les enfants se développent mieux, en moyenne) et des autres quartiers (Duberger–Les Saules, Limoilou, Vanier, où les enfants se développent moins bien, en comparaison) a permis l'identification de facteurs différenciateurs qui peuvent expliquer au moins en partie les résultats et les changements positifs dans Basse-Ville en matière de développement des jeunes enfants.

Sur le plan qualitatif, une limite identifiée est le fait de ne pas avoir pu rencontrer de parents des quartiers étudiés en raison de la pandémie de Covid-19 et de ses impératifs sanitaires. Leurs témoignages auraient certainement apporté un éclairage complémentaire et pertinent sur l'expérience familiale dans les quatre quartiers. Considérant que le fait d'aspirer à des milieux de vie bienveillants pour les tout-petits motive cette recherche, rencontrer les personnes prenant soin directement de ces derniers auraient constitué une prise de parole citoyenne précieuse. Un tel apport aurait été pertinent, favorisant de surcroît un échantillon davantage diversifié. Au surplus, nous soulignons le fait que notre échantillon de participant-es était relativement petit. Cela est contrebalancé par des entretiens plus longs et détaillés qui furent analysés dans le détail afin d'offrir une vision plus nuancée de chacun des points de vue partagés par les personnes participantes.

Une autre limite importante pour le volet qualitatif est le biais de rappel. En effet, nous nous sommes penchés sur la période entourant l'édition 2017 de l'EQDEM, ce qui impliquait de possibles failles de mémoire pour les personnes participantes aux entretiens en 2020-2021 malgré les précautions prises (c.-à-d. permettre de regarder les documents d'archives au préalable, rappeler les événements phare de l'année 2017, rappeler fréquemment l'année visée au cours de l'entretien). L'étude brosse un portrait de ce que les quartiers étaient alors. Cela dit, les témoignages indiquent que des éléments sont toujours présents aujourd'hui.

6.4. Pistes de recherche futures

Dans une vision d'avenir, il serait d'intérêt d'utiliser les données de l'EQDEM 2022 afin de lancer une nouvelle édition du projet CoDES, ce qui permettrait d'accéder à des données récentes, des récits frais à la mémoire des gens et d'intégrer cette nouvelle composante qu'est le vécu de la pandémie de Covid-19 dans le quotidien des familles de la Capitale-Nationale. Ainsi, cette édition pourrait permettre d'entrer en contact avec des leaders locaux et des intervenant-es, mais aussi d'aller à la rencontre des parents concernés. Dégager des données d'intérêt de l'Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle (EQPPM) serait aussi une avenue prometteuse pour considérer la perspective des parents sur l'environnement familial de leur enfant et leur parcours préscolaire en lien avec leur développement à la maternelle.

En outre, il serait possible d'élargir le projet CoDES à d'autres communautés (p. ex. rurales ou semi-urbaines). À titre d'exemple, dans la région de la Capitale-Nationale, Charlevoix présente aussi des

zones de défavorisation sociale et matérielle propice au déploiement d'un projet comme CoDES, dont les retombées pourraient être pertinentes aux communautés locales et aux familles qui y résident.

Il serait également possible d'aller encore plus loin dans la consultation des gens concernés avec une démarche participative impliquant des parents. Il serait même envisageable d'aborder la recherche dans une perspective centrée sur l'enfant (Côté et al., 2020). « Parle-moi de ton quartier... » serait un point de départ d'intérêt pour mieux connaître la ville à la hauteur de ses plus jeunes citoyen·nes.

Enfin, davantage de recherche portant sur les communautés locales et leur importance pour le bien-être des familles permettrait plus largement de combler des lacunes dans la littérature sur les environnements favorables au développement des tout-petits. Effectivement, encore peu d'études se penchent sur l'effet du cumul de facteurs de risque ou de protection dans les cinq catégories de facteurs ou sur les interrelations entre ceux-ci en lien avec le développement des jeunes enfants. Ainsi, notre étude, aux côtés de KiCS, sont parmi les rares permettant d'appréhender les cinq catégories de facteurs de façon simultanée pour tenir compte de leurs effets cumulatifs (Goldfeld et al., 2015). De plus, les études portant spécifiquement sur des quartiers québécois sont rares, ce qui permet de poser l'étude CoDES comme novatrice. Cela permet, de surcroît, d'identifier la pertinence de développer ce pan de la recherche portant sur les communautés francophones. Les recherches qualitatives ou mixtes portant sur l'embourgeoisement et les tout-petits se sont révélées peu nombreuses (Authier et Leman-Frisch, 2012; Maltais et Bélanger, 2021) et il importerait de mieux comprendre ce phénomène en lien avec les effets sur les familles, qui plus est, sur le territoire québécois urbain actuel.

CONCLUSION

Ce projet de recherche s'appuyait sur des études similaires réalisées à Montréal (CoDES Montréal) et en Australie (KiCS). La méthode mixte que nous avons mise en place nous aura permis de maximiser les forces et de minimiser les faiblesses des approches quantitatives et qualitatives et nous aura offert une perspective multiple, élargie et approfondie des facteurs environnementaux et des mécanismes sous-jacents associés à la santé et au développement des jeunes enfants (0-5 ans) dans quatre quartiers centraux de Québec : Basse-Ville, Duberger-Les Saules, Limoilou et Vanier.

À l'issue de ce projet, nos grands constats se présentent ainsi :

- Le développement des communautés est important pour soutenir le développement des jeunes enfants.
- Les facteurs communautaires fondamentaux (FCF) offrent un outil de réflexion et constituent des leviers d'action.
- Il importe d'assurer une bonne concertation entre tous les partenaires d'un quartier pour soutenir la mobilisation et l'établissement de projets porteurs en petite enfance.
- Rendre les services plus accessibles pourrait permettre de répondre aux besoins des familles, notamment celles en situation de vulnérabilité.
- Dans une perspective transversale, agir en concertation « inter-quartier » pour améliorer les défis identifiés à une échelle plus vaste pourrait se révéler porteur.

Les 19 FCF identifiés, grâce à la triangulation des données quantitatives et qualitatives, sont ici des incontournables qu'il convient de souligner de nouveau, car ils permettent d'identifier des priorités pour soutenir le développement des tout-petits et favoriser le bien-être des familles de jeunes enfants. Ces derniers sont les suivants (sans ordre de priorité) : 1) transport actif, 2) transport public, 3) mobilité résidentielle, 4) cohabitation culturelle, 5) embourgeoisement, 6) proportion de familles en situation de monoparentalité, 7) scolarisation de la population, 8) revenu familial, 9) travail de proximité, 10) consultation des familles, 11) participation citoyenne des familles, 12) leadership organisationnel, 13) concertation et travail collaboratif des acteurs en petite enfance, 14) qualité des services, 15) quantité

des services, 16) accessibilité aux services et aux installations, 17) accessibilité aux logements, 18) taille des logements en fonction des besoins et 19) espaces verts.

Ultimement, les résultats de ce projet ont permis d'identifier des caractéristiques modifiables de l'environnement urbain associées au développement des jeunes enfants, de mettre en lumière les forces et les défis de chaque quartier et de cibler des pistes d'action pour les décideur·euses aux paliers municipal (p. ex. parcs), provincial (p. ex., services de santé et services sociaux) et fédéral (p. ex. logement), afin de soutenir des environnements favorables au développement des enfants et de leur santé.

Pour conclure, le projet CoDES — Quartiers centraux de Québec aura permis de jeter un regard sur un contexte local, celui de quatre quartiers urbains centraux de la Capitale-Nationale, quant aux tout-petits et aux enfants à la maternelle vulnérables en ce qui a trait à leur développement. Nos tout-petits sont les citoyennes et citoyens de demain, construisons ensemble des communautés favorables à leur développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Alderton, A., Villanueva, K., O'Connor, M., Boulangé, C. et Badland, H. (2019). Reducing Inequities in Early Childhood Mental Health: How Might the Neighborhood Built Environment Help Close the Gap? A Systematic Search and Critical Review. *International journal of environmental research and public health*, 16(9), 1516. <https://doi.org/10.3390/ijerph16091516>
- Atkinson, R., Wulff, M., Reynolds, M. et Spinney, A. (2011). Gentrification and displacement: The household impacts of neighbourhood change. *AHURI Final Report*, 160, 1-89.
- Bao, J. et Greder, K. (2023). Economic Pressure and Parent Acculturative Stress: Effects on Rural Midwestern Low-Income Latinx Child Behaviors. *Journal of Family and Economic Issues*, 44(2), 490-501. <https://doi.org/10.1007/s10834-022-09841-4>
- Barbarin, O. A., Early, D., Clifford, R., Bryant, D., Frome, P., Burchinal, M., Howes, C. et Pianta, R. (2008). Parental conceptions of school readiness: Relation to ethnicity, socioeconomic status, and children's skills. *Early Education and Development*, 19(5), 671-701.
- Bardin, L. (1977). *L'Analyse de contenu*. Presses Universitaires de France.
- Barnett, W. S. et Ackerman, D. J. (2006). Costs, Benefits, and Long-Term Effects of Early Care and Education Programs: Recommendations and Cautions for Community Developers. *Community Development*, 37(2), 86-100. <https://doi.org/10.1080/15575330609490209>
- Barrera, A. (1990). The role of maternal schooling and its interaction with public health programs in child health production. *Journal of Development Economics*, 32(1), 69-91. [https://doi.org/10.1016/0304-3878\(90\)90052-D](https://doi.org/10.1016/0304-3878(90)90052-D)
- Bejleri, I., Steiner, R. L., Provost, R. E., Fischman, A. et Arafat, A. A. (2009). Understanding and Mapping Elements of Urban form that Affect Children's Ability to Walk and Bicycle to School: Case Study of Two Tampa Bay, Florida, Counties. *Transportation Research Record*, 2137(1), 148-158. <https://doi.org/10.3141/2137-16>
- Bell, M., Bayliss, D. M., Glauert, R. et Ohan, J. L. (2018). School readiness of maltreated children : Associations of timing, type, and chronicity of maltreatment. *Child abuse & neglect*, 76, 426-439. <https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2017.12.001>
- Bernier, A., Tarabulsy, G., Cyr, C. et Matte-Gagné, C. (2021). Further evidence for the multidimensional nature of maternal sensitivity: Differential links with child socioemotional functioning at preschool age. *Infancy*, 26(2), 238-247.
- Boyle, M. H. (2002). Home Ownership and the Emotional and Behavioral Problems of Children and Youth. *Child Development*, 73(3), 883-892. <https://doi.org/10.1111/1467-8624.00445>
- Breunig, R., Weiss, A., Yamauchi, C., Gong, X. et Mercante, J. (2011). Child Care Availability, Quality and Affordability: Are Local Problems Related to Labour Supply? *Economic Record*, 87(276), 109-124. <https://doi.org/10.1111/j.1475-4932.2010.00707.x>
- Brilli, Y., Del Boca, D. et Pronzato, C. D. (2016). Does child care availability play a role in maternal employment and children's development? Evidence from Italy. *Review of Economics of the Household*, 14(1), 27-51.

- Buyts, L. et Miller, E. (2012). Residential satisfaction in inner urban higher-density Brisbane, Australia: Role of dwelling design, neighbourhood and neighbours. *Journal of Environmental Planning and Management*, 55(3), 319-338. <https://doi.org/10.1080/09640568.2011.597592>
- Carneiro, P., Meghir, C. et Parey, M. (2013). Maternal Education, Home Environments, and the Development of Children and Adolescents. *Journal of the European Economic Association*, 11(suppl 1), 123-160. <https://doi.org/10.1111/j.1542-4774.2012.01096.x>
- Carroll, P., Witten, K. et Kearns, R. (2011). Housing Intensification in Auckland, New Zealand: Implications for Children and Families. *Housing Studies*, 26(3), 353-367. <https://doi.org/10.1080/02673037.2011.542096>
- Castro, C. et Villeneuve, P. (2019). Être femme et immigrante : l'intégration socioéconomique des femmes en région nordique au Québec. *Service social*, 65(1), 54-69. <https://doi.org.acces.bibl.ulaval.ca/10.7202/1064590ar>
- Chomitz, V. R., Aske, D. B., McDonald, J., Cabral, H. et Hacker, K. A. (2011). The Role of Recreational Spaces in Meeting Physical Activity Recommendations Among Middle School Students. *Journal of Physical Activity and Health*, 8(s1), S8-S16. <https://doi.org/10.1123/jpah.8.s1.s8>
- Christian, H., Zubrick, S. R., Foster, S., Giles-Corti, B., Bull, F., Wood, L., Knuiaman, M., Brinkman, S., Houghton, S. et Boruff, B. (2015). The influence of the neighborhood physical environment on early child health and development: A review and call for research. *Health & Place*, 33, 25-36. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2015.01.005>
- Christian, K., Morrison, F. J. et Bryant, F. B. (1998). Predicting kindergarten academic skills: Interactions among child care, maternal education, and family literacy environments. *Early Childhood Research Quarterly*, 13(3), 501-521. [https://doi.org/10.1016/S0885-2006\(99\)80054-4](https://doi.org/10.1016/S0885-2006(99)80054-4)
- Cloney, D., Cleveland, G., Hattie, J. et Tayler, C. (2016). Variations in the availability and quality of early childhood education and care by socioeconomic status of neighborhoods. *Early Education and Development*, 27(3), 384-401.
- Coley, R. L., Sullivan, W. C. et Kuo, F. E. (1997). Where Does Community Grow? : The Social Context Created by Nature in Urban Public Housing. *Environment and Behavior*, 29(4), 468-494. <https://doi.org/10.1177/001391659702900402>
- Conger, R. D., Ge, X., Elder Jr., G. H., Lorenz, F. O. et Simons, R. L. (1994). Economic Stress, Coercive Family Process, and Developmental Problems of Adolescents. *Child Development*, 65(2), 541-561. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8624.1994.tb00768.x>
- Coulton, C. J. et Pandey, S. (1992). Geographic concentration of poverty and risk to children in urban neighborhoods. *American Behavioral Scientist*, 35(3), 238-257.
- Cushon, J. A., Vu, L. T., Janzen, B. L. et Muhajarine, N. (2011). Neighborhood poverty impacts children's physical health and well-being over time: Evidence from the Early Development Instrument. *Early Education and Development*, 22(2), 183-205. <https://doi.org/10.1080/10409280902915861>
- Dagenais, F. et Hotte, J.-P. (2019). *Rapport préliminaire du comité-conseil. Agir pour que chaque tout-petit développe son plein potentiel*. Ministère de la Famille. mfa.gouv.qc.ca/fr/publication/Documents/rapport-de-recommandations.pdf
- Dorch, E. L., Bathman, J., Foster, D., Ingels, L., Lee, C., Miramontes, C. et Youngblood, J. (2010). Social service availability & proximity and the over-representation of minority children in child welfare. *Journal of health and human services administration*, 277-320.

- Drukker, M., Kaplan, C., Feron, F. et Os, J. van. (2003). Children's health-related quality of life, neighbourhood socio-economic deprivation and social capital. A contextual analysis. *Social Science & Medicine*, 57(5), 825-841. [https://doi.org/10.1016/S0277-9536\(02\)00453-7](https://doi.org/10.1016/S0277-9536(02)00453-7)
- Duncan, G. J., Brooks-Gunn, J. et Klebanov, P. K. (1994). Economic Deprivation and Early Childhood Development. *Child Development*, 65(2), 296-318. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8624.1994.tb00752.x>
- Ferguson, K. T., Cassells, R. C., MacAllister, J. W. et Evans, G. W. (2013). The physical environment and child development: An international review. *International Journal of Psychology*, 48(4), 437-468. <https://doi.org/10.1080/00207594.2013.804190>
- Fergusson, D. M., Boden, J. M. et Horwood, L. J. (2007). Exposure to Single Parenthood in Childhood and Later Mental Health, Educational, Economic, and Criminal Behavior Outcomes. *Archives of General Psychiatry*, 64(9), 1089-1095. <https://doi.org/10.1001/archpsyc.64.9.1089>
- Fjørtoft, I. et Sageie, J. (2000). The natural environment as a playground for children: Landscape description and analyses of a natural playscape. *Landscape and Urban Planning*, 48(1), 83-97. [https://doi.org/10.1016/S0169-2046\(00\)00045-1](https://doi.org/10.1016/S0169-2046(00)00045-1)
- Formoso, D., N. Weber, R. et S. Atkins, M. (2010). Gentrification and Urban Children's Well-Being: Tipping the Scales from Problems to Promise. *American Journal of Community Psychology*, 46(3), 395-412. <https://doi.org/10.1007/s10464-010-9348-3>
- Francis, J., Giles-Corti, B., Wood, L. et Knuiaman, M. (2012). Creating sense of community: The role of public space. *Journal of Environmental Psychology*, 32(4), 401-409. <https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2012.07.002>
- Freisthler, B., Needell, B. et Gruenewald, P. J. (2005). Is the physical availability of alcohol and illicit drugs related to neighborhood rates of child maltreatment? *Child abuse & neglect*, 29(9), 1049-1060. <https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2004.12.014>
- Gautam, A. et Bhadra, S. (2023). Vulnérabilités chez les enfants de chiffonniers : examen des inégalités en matière de santé dans le contexte de l'objectif de développement durable 3. *Travail social pour enfants et familles*, aucune pagination spécifiée. <https://doi.org/10.1111/cfs.13067>
- Gauthier-Légaré, A., Tarabulsky, G. M., Ouellet, G., Gagné, L.-M. et Langlois, É. (2022). Exposure to negative life events and parental subjective evaluations of stress: A meta-analysis. *Journal of Child and Family Studies*, 31, 3435-3449.
- Giles-Corti, B., Kelty, S. F., Zubrick, S. R. et Villanueva, K. P. (2009). Encouraging Walking for Transport and Physical Activity in Children and Adolescents. *Sports Medicine*, 39(12), 995-1009. <https://doi.org/10.2165/11319620-000000000-00000>
- Giles-Corti, B., Vernez-Moudon, A., Reis, R., Turrell, G., Dannenberg, A. L., Badland, H., Foster, S., Lowe, M., Sallis, J. F., Stevenson, M. et Owen, N. (2016). City planning and population health : A global challenge. *The Lancet*, 388(10062), 2912-2924. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(16\)30066-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(16)30066-6)
- Goldfeld, S., Villanueva, K., Lee, J., Robinson, R., Moriarty, A., Peel, D. et Katz, I. (2018). *Foundational community factors (FCF) for early childhood: A report on the Kids in Communities Study*. Melbourne, Australia.

- Goldfeld, S., Woolcock, G., Katz, I., Tanton, R., Brinkman, S., O'Connor, E., Mathews, T. et Giles-Corti, B. (2015). Neighbourhood effects influencing early childhood development: Conceptual model and trial measurement methodologies from the Kids in Communities Study. *Social indicators research*, 120(1), 197-212. <https://doi.org/10.1007/s11205-014-0578-x>
- Green, M. J., Tzoumakis, S., McIntyre, B., Kariuki, M., Laurens, K. R., Dean, K., Chilvers, M., Harris, F., Butler, M. et Brinkman, S. A. (2018). Childhood maltreatment and early developmental vulnerabilities at age 5 years. *Child development*, 89(5), 1599-1612. <https://doi.org/10.1111/cdev.12928>
- Green, L. W., George, A., Daniel, M., Frankish, C. J., Herbert, C. P., Bowie, W. R. et O'Neill, M. (1995). *Study of participatory research in health promotion: Review and recommendations for the development of participatory research in health promotion in Canada*. Royal Society of Canada.
- Giguère, M. (2009). *Mesures de lutte aux îlots de chaleur urbains*. INSPQ. <https://www.inspq.qc.ca/publications/988>
- Harkness, J. et Newman, S. J. (2005). Housing affordability and children's well-being: Evidence from the national survey of America's families. *Housing Policy Debate*, 16(2), 223-255. <https://doi.org/10.1080/10511482.2005.9521542>
- Haurin, D. R., Parcel, T. L. et Haurin, R. J. (2002). Does Homeownership Affect Child Outcomes? *Real Estate Economics*, 30(4), 635-666. <https://doi.org/10.1111/1540-6229.t01-2-00053>
- Hilger-Kolb, J., Ganter, C., Albrecht, M., Bosle, C., Fischer, J. E., Schilling, L., Schlüfter, C., Steinisch, M. et Hoffmann, K. (2019). Identification of starting points to promote health and wellbeing at the community level - a qualitative study. *BMC public health*, 19(1), 75. <https://doi.org/10.1186/s12889-019-6425-x>
- Janus, M., Reid-Westoby, C., Raiter, N., Forer, B. et Guhn, M. (2021). Population-Level Data on Child Development at School Entry Reflecting Social Determinants of Health: A Narrative Review of Studies Using the Early Development Instrument. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 18(7), 3397. <https://doi.org/10.3390/ijerph18073397>
- Jardiné, M. (2005). 1990-2005, l'éveil culturel des jeunes enfants et... des adultes. Une dynamique partenariale et de réseau : Une initiative partenariale, une démarche partenariale, une action partenariale. *Spirale*, 3(35), 73-83. <https://doi.org/10.3917/spi.035.0073>
- Jutte, D. P., Badruzzaman, R. A. et Thomas-Squance, R. (2021). Neighborhood poverty and child health: Investing in communities to improve childhood opportunity and well-being. *Academic Pediatrics*, 21(8), S184-S193. <https://doi.org/10.1016/j.acap.2021.04.027>
- Kaczynski, A. T., Besenyi, G. M., Stanis, S. A. W., Koohsari, M. J., Oestman, K. B., Bergstrom, R., Potwarka, L. R. et Reis, R. S. (2014). Are park proximity and park features related to park use and park-based physical activity among adults? Variations by multiple socio-demographic characteristics. *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 11(1), 146. <https://doi.org/10.1186/s12966-014-0146-4>
- Kearns, A., Whitley, E., Mason, P. et Bond, L. (2012). "Living the High Life"? Residential, Social and Psychosocial Outcomes for High-Rise Occupants in a Deprived Context. *Housing Studies*, 27(1), 97-126. <https://doi.org/10.1080/02673037.2012.632080>
- Klein, S. (2009). *Understanding the spatial relationship between access to early care and education services and maltreatment of young children*. University of California.

- Klein, S. et Merritt, D. H. (2014). Neighborhood racial & ethnic diversity as a predictor of child welfare system involvement. *Children and Youth Services Review*, 41, 95-105.
<https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2014.03.009>
- Kohen, D. E., Brooks-Gunn, J., Leventhal, T. et Hertzman, C. (2002). Neighborhood Income and Physical and Social Disorder in Canada: Associations with Young Children's Competencies. *Child Development*, 73(6), 1844-1860. <https://doi.org/10.1111/1467-8624.t01-1-00510>
- Kohen, D. E., Leventhal, T., Dahinten, V. S. et McIntosh, C. N. (2008). Neighborhood disadvantage: Pathways of effects for young children. *Child Development*, 79(1), 156-169.
<https://doi.org/10.1111/j.1467-8624.2007.01117.x>
- Kohen, D. et Findlay, L. (2014). Neighborhood Effects and Young Children's Outcomes. In *Wellbeing in children and families* (361-383). Wiley-Blackwell.
- Leventhal, T. (2018). Neighborhood Context and Children's Development: When Do Neighborhoods Matter Most? *Child Development Perspectives*, 12(4), 258-263.
<https://doi.org/10.1111/cdep.12296>
- Leventhal, T. et Brooks-Gunn, J. (2000). The neighborhoods they live in: The effects of neighborhood residence on child and adolescent outcomes. *Psychological bulletin*, 126(2), 309.
- Leventhal, T. et Newman, S. (2010). Housing and child development. *Children and Youth Services Review*, 32(9), 1165-1174. <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2010.03.008>
- Leyden, K. M. (2003). Social Capital and the Built Environment: The Importance of Walkable Neighborhoods. *American Journal of Public Health*, 93(9), 1546-1551.
<https://doi.org/10.2105/AJPH.93.9.1546>
- Loukaitou-Sideris, A. et Sideris, A. (2009). What Brings Children to the Park? Analysis and Measurement of the Variables Affecting Children's Use of Parks. *Journal of the American Planning Association*, 76(1), 89-107. <https://doi.org/10.1080/01944360903418338>
- Madigan, S., Oatley, H., Racine, N., Fearon, R. M. P., Schumacher, L., Akbari, E., Cooke, J. et Tarabulsy, G. M. (2018). A meta-analysis of maternal prenatal depression and anxiety on child socio-emotional development. *Journal of the American Academy of Child and Adolescent Psychiatry*, 57, 645-657.
- Maguire-Jack, K. et Kierra, S. (2023). Neighborhood Poverty, Family Economic Well-Being, and Child Maltreatment. *Journal of Interpersonal Violence*, 38(5-6), 4814-4831.
<https://doi.org/10.1177/08862605221119522>
- Maltais, A. et Bélanger, H. (2021). La gentrification au Québec : les gens, les lieux, les pratiques. *Recherches sociographiques*, 62(1), 7. <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2012-5-page-58.htm>
- Mandic, S., Williams, J., Moore, A., Hopkins, D., Flaherty, C., Wilson, G., García Bengoechea, E. et Spence, J. C. (2016). Built Environment and Active Transport to School (BEATS) Study: protocol for a cross-sectional study. *BMJ open*, 6(5), e011196. <https://doi.org/10.1136/bmjopen-2016-011196>
- May, E. M., Azar, S. T. et Matthews, S. A. (2018). How does the neighborhood "come through the door?" Concentrated disadvantage, residential instability, and the home environment for preschoolers. *American journal of community psychology*, 61(1-2), 218-228.
<https://doi.org/10.1002/ajcp.12223>
- McClelland, A. (2000). Effects of Unemployment on the Family. *The Economic and Labour Relations Review*, 11(2), 198-212. <https://doi.org/10.1177/103530460001100204>

- McCulloch, A. (2012). Housing density as a predictor of neighbourhood satisfaction among families with young children in urban England. *Population, Space and Place*, 18(1), 85-99. <https://doi.org/10.1002/psp.650>
- McLeigh, J. D., McDonnell, J. R. et Lavenda, O. (2018). Neighborhood poverty and child abuse and neglect : The mediating role of social cohesion. *Children and Youth Services Review*, 93, 154-160. <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2018.07.018>
- Miles, R., Coutts, C. et Mohamadi, A. (2012). Neighborhood Urban Form, Social Environment, and Depression. *Journal of Urban Health*, 89(1), 1-18. <https://doi.org/10.1007/s11524-011-9621-2>
- Napier, M. A., Brown, B. B., Werner, C. M. et Gallimore, J. (2011). Walking to school: Community design and child and parent barriers. *Journal of Environmental Psychology*, 31(1), 45-51. <https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2010.04.005>
- Newman, S. et Holupka, C. S. (2016). Housing Affordability And Children's Cognitive Achievement. *Health Affairs*, 35(11), 2092-2099. <https://doi.org/10.1377/hlthaff.2016.0718>
- Niang, M. (2020). Analyses de contenu (documentaire, entrevues, etc.). Dans F. Piron et É. Arsenault (dir.), *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Éditions Science et bien commun.
- Okuda, R. (2021). Parental involvement as community factors plays major role in primary education in Marshallese: Case study of Majuro Atoll. *People and culture in Oceania*, 37, 1-30. https://doi-org.acces.bibl.ulaval.ca/10.32174/jsos.37.0_1
- Page, A. S., Cooper, A. R., Griew, P. et Jago, R. (2010). Independent mobility, perceptions of the built environment and children's participation in play, active travel and structured exercise and sport: The PEACH Project. *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 7(1), 17. <https://doi.org/10.1186/1479-5868-7-17>
- Paillé, P. et Mucchielli A. (2010). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Armand Collin.
- Pegdwendé Sawadogo, H. (2020). L'approche qualitative et ses principales stratégies d'enquête. Dans F. Piron et É. Arsenault (dir.), *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines*. Éditions science et bien commun.
- Puchala, C., Vu, L. T. et Muhajarine, N. (2010). Neighbourhood ethnic diversity buffers school readiness impact in ESL children. *Canadian Journal of Public Health/Revue Canadienne de Santé Publique*, 101(S1) S13-S18.
- QSR International Pty Ltd. (2020). NVivo. <https://ritme.com/software/nvivo/>
- Riina, E. M., Lippert, A. et Brooks-Gunn, J. (2016). Residential instability, family support, and parent-child relationships among ethnically diverse urban families. *Journal of Marriage and Family*, 78(4), 855-870.
- Robinson, L. R., Morris, A. S., Heller, S. S., Scheeringa, M. S., Boris, N. W. et Smyke, A. T. (2009). Relations between emotion regulation, parenting, and psychopathology in young maltreated children in out of home care. *Journal of Child and Family Studies*, 18(4), 421-434. <https://doi.org/10.1007/s10826-008-9246-6>
- Robitaille, É. et Laguë, J. (2013). *Portrait de l'environnement bâti et de l'environnement des services : un outil d'analyse pour améliorer les habitudes de vie*. Direction du développement des individus et des communautés, Institut national de santé publique.

- Rosier, K. et McDonald, M. (2011). *The relationship between transport and disadvantage in Australia*. Australian Institute of Family Studies Melbourne.
- Rossen, L., Tzoumakis, S., Kariuki, M., Laurens, K. R., Butler, M., Chilvers, M., Harris, F., Carr, V. J. et Green, M. J. (2019). Timing of the first report and highest level of child protection response in association with early developmental vulnerabilities in an Australian population cohort. *Child abuse & neglect*, 93, 1-12. <https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2019.04.007>
- Rothman, L., Buliung, R., Macarthur, C., To, T. et Howard, A. (2014). Walking and child pedestrian injury: A systematic review of built environment correlates of safe walking. *Injury Prevention*, 20(1), 41-49. <https://doi.org/10.1136/injuryprev-2012-040701>
- Turgeon, N.-R.**, Gagné, M. H. et Isabelle, M. (2022). Association between child welfare reporting rates and the developmental vulnerability of kindergarten children at the neighborhood level. *Child Abuse & Neglect*, 132, 105790. <https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2022.105790>
- Sarsour, K., Sheridan, M., Jutte, D., Nuru-Jeter, A., Hinshaw, S. et Boyce, W. T. (2011). Family socioeconomic status and child executive functions: The roles of language, home environment, and single parenthood. *Journal of the International Neuropsychological Society*, 17(1), 120-132.
- Schipperijn, J., Ekholm, O., Stigsdotter, U. K., Toftager, M., Bentsen, P., Kamper-Jørgensen, F. et Randrup, T. B. (2010). Factors influencing the use of green space: Results from a Danish national representative survey. *Landscape and Urban Planning*, 95(3), 130-137. <https://doi.org/10.1016/j.landurbplan.2009.12.010>
- Selod, H. (2005). La mixité sociale : le point de vue des sciences économiques. Les gagnants et les perdants de la ségrégation. *Informations sociales*, 125(5), 28-35. <https://doi.org/10.3917/inso.125.0028>
- Sharkey, P. et Faber, J. W. (2014). Where, When, Why, and For Whom Do Residential Contexts Matter? Moving Away from the Dichotomous Understanding of Neighborhood Effects. *Annual Review of Sociology*, 40(1), 559-579. <https://doi.org/10.1146/annurev-soc-071913-043350>
- Tappe, K. A., Glanz, K., Sallis, J. F., Zhou, C. et Saelens, B. E. (2013). Children's physical activity and parents' perception of the neighborhood environment: Neighborhood impact on kids study. *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 10(1), 39. <https://doi.org/10.1186/1479-5868-10-39>
- Taylor, M. et Edwards, B. (2012). Housing and children's wellbeing and : Evidence from a national longitudinal study. *Family Matters*, 91, 47-61.
- Van Campenhoudt, L. et Quivy, R. (2012). *Manuel recherche sciences sociales*, (4^e éd.). DUNOD.
- Ward, J. S., Duncan, J. S., Jarden, A. et Stewart, T. (2016). The impact of children's exposure to greenspace on physical activity, cognitive development, emotional wellbeing, and ability to appraise risk. *Health & Place*, 40, 44-50.
- Wolf, S., Magnuson, K. A. et Kimbro, R. T. (2017). Family poverty and neighborhood poverty: Links with children's school readiness before and after the Great Recession. *Children and Youth Services Review*, 79, 368-384. <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2017.06.040>
- Wood, L., Frank, L. D. et Giles-Corti, B. (2010). Sense of community and its relationship with walking and neighborhood design. *Social Science & Medicine*, 70(9), 1381-1390. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2010.01.021>

